

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LA LOI BELGE DU 6 AVRIL 1908

SUR LA

RECHERCHE DE LA PATERNITÉ

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le lundi 10 mars 1913, à 4 heures 1/2

PAR

Henri DULAC

Président : M. TISSIER, professeur.

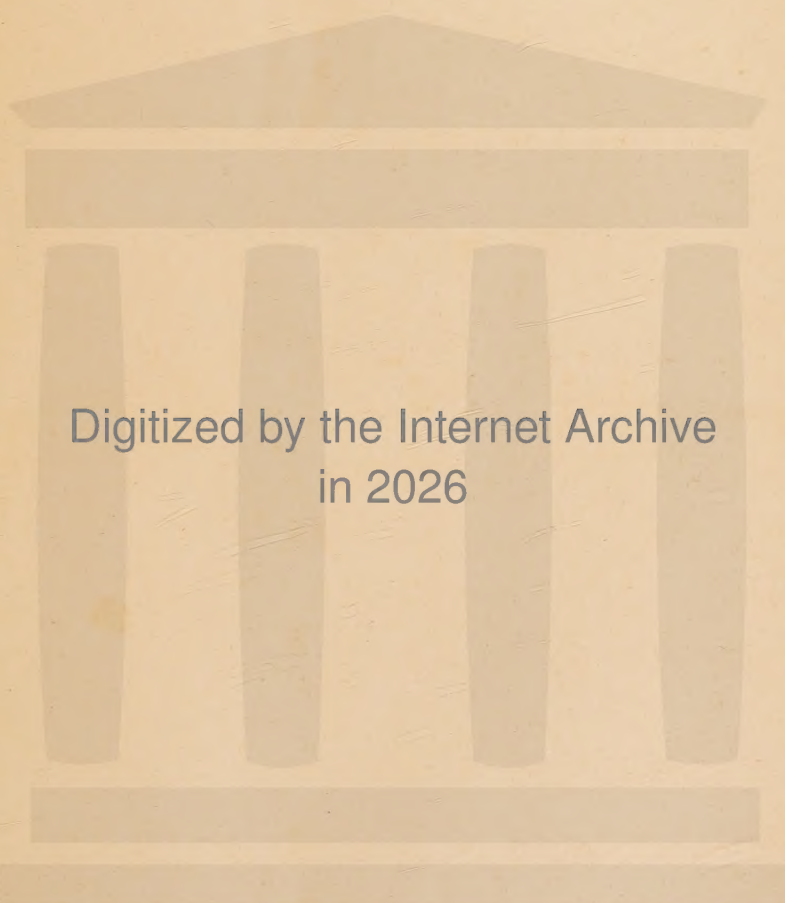
Suffragants : { MM. PLANIOL, professeur.
BARTIN, professeur.

PARIS

ÉMILE LAROSE, LIBRAIRE-ÉDITEUR

11, Rue Victor Cousin, 11

1913



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses ; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.



UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LA LOI BELGE DU 6 AVRIL 1908

SUR LA

RECHERCHE DE LA PATERNITÉ

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le lundi 10 mars 1913, à 4 heures 1/2

PAR

Henri DULAC

Président : M. TISSIER, professeur.

*Suffragants : \ MM. PLANIOL, professeur.
 \ BARTIN, professeur.*



PARIS

ÉMILE LAROSE, LIBRAIRE-ÉDITEUR

11, Rue Victor Cousin. 11

1913

LA LOI BELGE DU 6 AVRIL 1908

SUR LA

RECHERCHE DE LA PATERNITÉ

INTRODUCTION

Le sort fait aux enfants naturels par les lois, vis-à-vis de leurs auteurs, de la famille et de la société a varié de façon continue et profonde, depuis les origines du droit jusqu'à l'époque actuelle.

Il semble que, durant ces dernières années, la question ait été à l'ordre du jour avec plus d'intensité que jamais. Les organes législatifs des diverses nations ont discuté et adopté des dispositions modifiant de façon plus ou moins sérieuse le statut et la condition de cette classe de personnes.

Nous ne croyons pas exagéré d'affirmer que, longtemps encore, et peut-être avant que beaucoup d'années se soient écoulées, nous assisterons à des fluctuations sur l'état du droit relatif à cette matière. Les solutions récemment adoptées, pour avoir été chau-

dement discutées, n'auront vraisemblablement pas une durée plus solide et plus longue que celles qui les ont précédées, et, sans doute, verrons-nous, dans les différents états, le législateur remettre la question sur le tapis et procéder à des remaniements.

Ce sera, peut-être, pour revenir en arrière, plus probablement pour se montrer plus hardi encore dans la voie des réformes, une sorte de sensibilité, qui s'affirme de façon assez évidente, semblant le pousser à montrer plus d'égards pour les intérêts des individus que de souci pour la permanence et la solidité de l'ordre social.

Parmi les questions qui se rattachent à cet ordre d'idées, celle de la recherche de la paternité naturelle est, sans nul doute, une des plus angoissantes comme des plus difficiles à résoudre.

En France, jusqu'à la Révolution, le droit coutumier reconnaissait à l'enfant naturel le droit de rechercher librement son père (1), et la désignation faite par la fille-mère, au cours de la grossesse, avait une valeur singulière : elle obligeait l'homme ainsi désigné à subvenir provisoirement aux frais de gésine de la mère et aux besoins de l'enfant. La preuve de

1. Nous empruntons à M. Planiol, *Traité élémentaire de droit civil*, t. 1^{er}, édition de 1908, p. 493 et suiv. ces sommaires notions historiques.

Voy. aussi Fenet. t. II, et Léon Giraud, « La vérité sur la recherche de la paternité », *Revue critique*, 1884, t. XIII, p. 590 et 672.

ce qu'elle avançait devait être ensuite apportée par la mère, pour qu'une condamnation définitive fût prononcée contre le séducteur.

La recherche de la paternité n'avait d'autre objet que de donner à l'enfant une créance alimentaire contre l'auteur de ses jours, aucun droit de succession ne lui était accordé.

Une solution analogue était consacrée par l'ancien droit belge. Même liberté de la recherche; même créance accordée à la désignation faite par la mère, pourvu qu'elle ait été faite à la sage-femme, sous serment, pendant les douleurs de l'enfantement ; même nécessité pour elle de compléter cette indication par une administration de preuve; enfin même limitation apportée aux obligations du père envers la mère et l'enfant : elles se bornent à lui imposer l'octroi de subsides matériels à l'une et à l'autre, sans que nul lien de famille résulte du procès.

La loi du 14 brumaire an II, reflet de la rage égalitaire qui sévit à cette époque, accorde aux enfants naturels des droits égaux à ceux de l'enfant légitime et dès lors, par contrepoids à la situation excessivement large faite aux bâtards, s'établit la maxime que « la paternité non avouée ne peut être recherchée. »

Le Code civil fait un pas en arrière relativement aux effets attachés à la filiation naturelle légalement établie. Si la situation qu'il accorde aux enfants naturels peut être considérée comme calquée, dans une

certaine mesure, sur celle des enfants légitimes, du moins n'est-elle pas la même et les droits qu'entraîne la qualité d'enfant naturel différent de ceux des enfants légitimes, tout au moins en étendue. Mais il laisse persister le principe admis de la prohibition des recherches de paternité et même, non content de le maintenir en lui donnant la consécration de la codification, il en aggrave la portée.

« La paternité non avouée ne peut être recherchée » disions nous ; telle est aussi, dans son esprit, la disposition proposée au pouvoir législatif et il l'adopte, dans sa séance du 17 novembre 1801, sous la forme suivante : « La loi n'admet pas la recherche de la paternité non avouée. » Cependant, lorsqu'en 1802 le titre est à nouveau présenté, les mots « non avouée » n'y figurent plus et l'article 340 est adopté dans sa formule concise et rigoureuse.

Il n'est pas besoin d'insister sur la différence qui existe entre les deux textes, la paternité avouée pouvant s'entendre non seulement de celle qui a fait l'objet d'une reconnaissance authentique, mais encore de celle qu'atteste la possession d'état, l'aveu du père relaté dans un acte non authentique, ou « toute autre circonstance ». Il n'entre pas non plus dans nos vues de conjecturer la raison de ce changement dans le texte et de prendre parti sur la question de savoir s'il le faut attribuer à une erreur matérielle de copie ou y voir la marque de la dureté du premier Consul

envers les bâtards — n'avait-il pas déclaré que la nation n'a pas d'intérêt à ce qu'ils soient reconnus — et de son désir de ne pas légiférer dans un sens qui pût nuire aux intérêts des célibataires composant sa chère armée, et contre lesquels, sans doute, bien des poursuites eussent été intentées si l'article 340 ne les eût rendues impossibles.

La Belgique était réunie à la France, lors de la promulgation du Code Napoléon, il y fut donc aussitôt mis en vigueur ; et elle se sépara assez tôt de la Hollande, en 1830, pour que le Code Néerlandais ne devint pas le sien.

La disposition de l'article 340 a servi de but aux attaques les plus vives. M. Planiol la considère comme « une des plus mauvaises qu'il y ait dans nos lois ». Elle est, dit Jules Simon « l'opprobre du Code civil français ». M. Galopin, professeur de droit civil à l'Université de Liège, n'est pas moins catégorique, il a stigmatisé l'article 340 comme étant la disposition « la plus détestable du Code Napoléon » et, en Belgique comme en France, tout un courant d'opinion a lutté par le journal, par la chaire, par le livre et par la parole pour en obtenir l'abrogation.

C'est aujourd'hui chose faite et le succès a couronné ces efforts dépensés sans compter. Le Parlement français vient d'adopter une loi organisant la recherche de la paternité. Cette loi, qui était encore en discussion lorsque nous avons choisi le sujet de cette

étude, a été définitivement votée dans la séance du Sénat du 8 novembre 1912 et promulguée le 16 novembre 1912. La Belgique nous avait devancés dans cette voie. La loi belge sur la recherche de la paternité et de la maternité de l'enfant naturel est du 6 avril 1908. Nous ne l'étudierons que dans ce qui a trait à la recherche de la paternité.

Loi française et loi belge ont toutes deux abrogé la règle de prohibition absolue de l'article 340, mais les solutions adoptées par l'une et par l'autre sont totalement différentes.

Tandis que la loi française règle de même façon les droits de l'enfant naturel, que sa filiation soit établie par une reconnaissance volontaire ou par une recherche en justice, la loi belge, conservant à la reconnaissance volontaire les effets que lui attribue le Code civil, borne, dans la majorité des cas, les droits de l'enfant naturel à une créance alimentaire, lorsque la filiation paternelle résulte d'une action judiciaire couronnée de succès.

L'étude de la loi belge du 6 avril 1908 nous a paru un sujet digne d'intérêt. Outre que l'histoire des travaux parlementaires, à l'issue desquels elle fut promulguée, nous édifie sur la haute valeur de ceux qui y prirent part et contient en même temps, comme le fait remarquer M. Champcommunal, (1) « un inci-

1. J. Champcommunal, La condition juridique des enfants naturels dans les nouvelles législations de la Suisse, de la principauté de

dent curieux de la vie parlementaire », il est assez intéressant de constater à quel système nettement différent est arrivé, dans sa réforme, le législateur belge, partant du même point de départ que le Parlement français.

Monaco et de la Belgique, *Bulletin mensuel de la Société de législation comparée*, n° de janvier 1910. Tirage à part : Pichon et Durand Auzias, édit 1910.

CHAPITRE PREMIER

L'article 340 du Code civil et la Jurisprudence sur l'article 1382 en Belgique

Jusqu'à la loi du 6 avril 1908 qui a organisé en Belgique la recherche de la paternité, le seul texte en vigueur sur la matière était l'article 340 du Code civil, ainsi conçu : « La recherche de la paternité est interdite. Dans le cas d'enlèvement, lorsque l'époque de cet enlèvement se rapportera à celle de la conception, le ravisseur pourra être, sur la demande des parties intéressées, déclaré père de l'enfant. » Devant la rigueur de la règle ainsi édictée, les tribunaux « dans un intérêt de justice et de moralité publiques (1) » avaient trouvé, dans une interprétation souvent hardie mais généreuse de l'article 1382 du Code civil, un moyen de remédier — dans certains cas où la séduction avait eu lieu par des moyens coupables — à la misère et à l'abandon de la mère et par suite de l'enfant.

Avant d'aborder le commentaire de la loi qui fait le sujet de cette étude, il nous paraît indispensable d'examiner de façon sommaire la portée de l'article 340 du

1. *Le centenaire du Code civil*, discours de M. Ballot-Beaupré, p. 34.

Code Napoléon, ainsi que les décisions de jurisprudence qui avaient tenté de porter remède, dans une certaine mesure, aux inconvénients résultant de la prohibition rigoureuse édictée par le législateur.

§ 1. — L'ARTICLE 340 DU CODE CIVIL.

À vrai dire, l'unique exception à la règle de l'article 340 était d'une application tellement rare qu'elle avait donné lieu surtout à des discussions de doctrine, qui n'ont plus guère aujourd'hui qu'un intérêt historique.

On s'est d'abord demandé ce qu'il fallait entendre par le terme enlèvement. Tout comme le Code pénal belge de 1867, le Code pénal de 1810 et celui de 1791 ne punissent que l'enlèvement de mineure et non celui commis sur une personne majeure. En ce cas seulement l'enlèvement est un délit. Fallait-il que l'enlèvement eût été commis sur une mineure pour que l'action en recherche de paternité fût admise, ou bien fallait-il ne pas considérer cette condition comme nécessaire et juger l'action admissible lorsqu'il y aurait eu enlèvement d'une femme majeure ?

C'est cette dernière solution qui était en général enseignée. Bien qu'au cours des débats relatifs à l'adoption de l'article 340, le terme de crime ait été généralement employé pour désigner l'enlèvement permettant à l'enfant de rechercher son père en justice,

on considère qu'il importe peu que la fille enlevée soit majeure ou mineure. La loi ne s'attache qu'au fait de l'enlèvement en lui-même et la présomption qu'elle admet a la même raison d'être dans les deux cas. Laurent et Arntz sont d'accord pour appliquer la disposition de l'article 340 aussi bien à l'enlèvement d'une femme majeure qu'à celui d'une fille mineure. Peu importe que l'enlèvement ait constitué un délit, et que ce délit soit constaté ou non par la condamnation du coupable.

Laurent fait en outre remarquer que le Code pénal de 1791, sous l'empire duquel le Code civil a été discuté et voté, ne punissait l'enlèvement que si une mineure âgée de moins de quatorze ans avait été ravie par violence ; or d'après le Code Napoléon la femme n'est censée pubère qu'à l'âge de quinze ans ; en sorte que si on appliquait la loi pénale, on arriverait à cette singulière conséquence que le législateur n'admet la recherche de la paternité que dans un cas où, légalement, la maternité est impossible.

M. Planiol qui enseigne la même solution fait justement remarquer que la recherche de la paternité « n'est pas la peine d'un crime ; elle n'a d'autre raison d'être que la certitude acquise, grâce aux circonstances, sur la filiation de l'enfant (1) ».

1. Voy. Arntz. *Cours de Dr. civil*, t. I, p. 371, n° 606 et 607 ; Laurent. *Principes de Dr. civil*, t. IV, n° 95 ; Planiol, *op. cit.*, t. I, n° 1533.

On a discuté aussi la question de savoir s'il était nécessaire que l'enlèvement ait été accompli par des moyens violents pour motiver de la part de l'enfant une action en réclamation d'état, ou si, à l'enlèvement perpétré par violence, il fallait assimiler le rapt dit de séduction, dans lequel la femme a volontairement suivi son séducteur. Les avis sont partagés sur ce point.

Demolombe prétend qu'en usant du mot enlèvement le législateur n'a pas voulu lui attacher un sens plus restreint que celui du mot rapt. Il s'agirait de l'acte que commet celui qui enlève une femme ou une fille du lieu où elle réside pour la conduire dans un autre endroit, ce qui n'implique pas nécessairement l'idée de violence. Il faudrait donc entendre le mot enlèvement dans son sens le plus large, du moins lorsque la victime de l'enlèvement a été une fille mineure ; dans le cas où il s'agit d'une femme majeure, libre de choisir le lieu où il lui plait d'habiter, Demolombe serait partisan d'écarter la disposition de l'article 340, à moins toutefois que le fait n'offre des circonstances particulières telles qu'il dût être qualifié d'enlèvement.

Plusieurs auteurs se sont rangés à l'avis de Demolombe (1) et un jugement du Tribunal civil de la Seine, confirmé par un arrêt de la Cour d'appel du

1. Voy. Demolombe, t. V, n° 490 ; Valette sur Proudhon, t. 2, p. 137 ; Duvergier sur Toullier, t. 2, n° 940 ; Marcadé, t. 2, art. 340 ; Planiol, t. 1, n° 1533.

29 mars 1821 s'est prononcé en ce sens (*Dalloz, repertoire. V. Paternité, n° 603*).

Un arrêt de la Cour de Bordeaux du 30 juin 1885 (1) admet, dans ses attendus, que l'article 340 s'applique aussi bien dans le cas de rapt de séduction que dans celui de rapt par violence, mais déboute le demandeur en se fondant sur ce que, à l'époque de la conception, toute suggestion sur la personne de la fille-mère avait cessée et qu'elle habitait librement, quoique secrètement, et sans être sequestrée, avec l'auteur de l'enlèvement. La Cour paraît attacher moins d'importance aux circonstances de l'enlèvement qu'au fait de la possession exclusive qu'a pu exercer le ravisseur, sur la personne de la demanderesse, à l'époque de la conception.

La doctrine contraire a été soutenue et plusieurs auteurs affirment que l'action en recherche ne saurait être exercée que dans le cas où l'enlèvement a été commis à l'aide de manœuvres violentes. Le législateur du Code civil aurait-eu en vue uniquement l'enlèvement tel qu'il est prévu par le Code pénal (2).

Nous ne connaissons pas de décision judiciaire belge qui ait tranché ce point de droit.

Les auteurs sont encore séparés sur le point de savoir si le viol devait être considéré comme com-

1. Dalloz, 1886. 2. 151.

2. En ce sens : Laurent, t. IV, n° 96 ; Arntz, t. I, n° 606 ; Aubry et Rau, t. VI, p. 194.

pris dans l'exception à l'article 340 que comporte l'alinéa 2 de cet article.

Demolombe se décide pour l'affirmative. Il considère le viol comme un enlèvement momentané impliquant bien possession exclusive de l'auteur de l'infraction sur sa victime ; il ajoute 1° que, d'une part « cette hypothèse donne la preuve certaine du rapprochement entre l'homme et la femme, rapprochement dont l'enlèvement ne fournit qu'une présomption ; 2° que, d'autre part, il est alors possible de déterminer, avec plus de précision encore que dans le cas d'enlèvement, la coïncidence de l'époque de la conception avec le viol (1) ».

Quelque judicieuse que puisse paraître cette interprétation, la thèse contraire nous paraît plus vraie. A côté de l'enlèvement, le texte de la loi prévoyait, avant son adoption, le viol, ce mot a été supprimé aux cours des débats (2).

Pour que le ravisseur puisse être déclaré père de l'enfant, il faut, dit l'article 340, que l'époque de la conception se rapporte à celle de l'enlèvement. Les auteurs discutaient la question de savoir s'il y avait lieu d'appliquer les présomptions établies par les articles 312 et 314 du Code civil. Arntz décide en faveur de l'affirmative ; Laurent fait remarquer que ces pré-

1. Demolombe, t. V, n° 491. Dans le même sens : Arntz, *loc. cit.* ; Delvincourt, t. I, p. 93 ; Marcadé, art. 340, n° 2 ; Toullier, t. 2, n° 941.

2. Voy. dans ce sens : Planiol, *loc. cit.* ; Aubry et Rau, t. 4, p. 72.

somptions, établies en faveur de la légitimité, ne doivent pas être étendues à la filiation illégitime, en l'absence de texte précis commandant cette assimilation. Du reste, le Code donne un pouvoir discrétionnaire au juge pour déclarer ou ne pas déclarer le ravisseur père de l'enfant ; il est donc libre de décider que l'enfant, quoique présumé conçu du ravisseur, d'après les présomptions sur la durée de la grossesse, ne lui appartient pas (1).

Pour attribuer l'exercice de l'action en recherche de la paternité, le législateur s'est servi d'une expression qui manque de précision et devait occasionner des controverses. Le ravisseur pourra être « sur la demande des parties intéressées » déclaré père de l'enfant. Laurent estime qu'en raison du sens très large de l'expression, l'action devrait être accordée à toute personne ayant intérêt à l'exercer, donc contre l'enfant aussi bien que pour lui, ce qui eut été intéressant — si les cas d'action en recherche de la paternité eussent été plus nombreux — pour faire réduire les libéralités excessives faites à l'enfant par son père (art. 908 C. civ.).

La jurisprudence belge et la jurisprudence française ont l'une et l'autre tranché une question qui s'est posée : celle de savoir quand on peut dire qu'il y a

1. Laurent, *op. cit.*, t. 4, n° 98 ; Delvincourt, t. I, p. 93 ; Toullier, t. 2, n° 941.

recherche de paternité et par conséquent prohibition d'intenter l'action. Y a-t-il recherche de paternité lorsque le demandeur propose de prouver l'identité de l'auteur de la reconnaissance ? Un jugement du tribunal civil de Gand du 21 juin 1893 (1) a admis la négative. Le tribunal se base sur ce que l'article 340 vise le cas où l'enfant n'a pas été reconnu et n'a aucun titre ; qu'il ne s'agit donc pas, en l'espèce, pour l'enfant, de rechercher celui auquel il doit la vie, mais seulement l'auteur de la reconnaissance faite par acte authentique ; il fait remarquer que la réception de la preuve de l'identité ne présente aucun des inconvénients indiqués dans la recherche de la paternité, que si on interdisait à celui qui possède un aveu authentique de paternité de rechercher, en cas de contestation, l'auteur de l'aveu, rien ne serait plus facile que de se soustraire aux obligations imposées par une reconnaissance authentique. Enfin le doute pourrait aussi surgir quant à l'identité de l'enfant reconnu, le tribunal estime que, dans un cas comme dans l'autre, il y a lieu d'autoriser le demandeur à faire par toutes voies de droit la preuve de l'identité soit de l'auteur, soit du bénéficiaire de la reconnaissance.

La jurisprudence française est en sens contraire (2).

1. Trib. Gand, 21 juin 1893. D. P. 94,2,387, *Belgique judiciaire*, p. 963 ; *Pasicrisie*, 1894, p. 6.

2. Cass., 18 juin 1851 ; D. 51.1.1,179.

Il nous paraît intéressant de citer un arrêt de la Cour de Bruxelles, suivant lequel la prohibition, soit de rechercher la paternité, soit de faire constater une filiation adultérine, ne fait pas obstacle à ce qu'à l'appui d'une demande en divorce ou en séparation de corps formée contre son mari, une femme prouve que des relations intimes ont existé entre le défendeur et une fille logée au domicile conjugal et que l'enfant, dont celle-ci est accouchée depuis ces relations, a été environné par le mari des soins et de l'affection d'un père. L'arrêt considère qu'il n'y a là qu'articulation de faits injurieux à l'appui de la demande en divorce et il spécifie que leur preuve ne saurait avoir d'autre portée (1).

Ajoutons, pour terminer cet exposé succinct des questions soulevées par l'interprétation de l'article 340, que la prohibition de la recherche de la paternité était considérée comme intéressant le statut personnel. L'enfant ne devait donc pas être admis à rechercher son père belge dans un pays admettant la recherche de la paternité (2).

1. Cour d'appel de Bruxelles, 21 février 1853, D. 53.2.139.

2. Laurent, t. V, n° 261; *Pandectes Belges*, vol. 35, n° 109.

§ 2. — LA JURISPRUDENCE SUR L'ARTICLE 1382
ACCORDANT DES DOMMAGES
INTÉRÊTS A LA FILLE SÉDUITE ET RENDUE MÈRE

Devant la rigueur de la prohibition énoncée par l'article 340, on comprend que les tribunaux aient cherché à remédier, dans une certaine mesure, au malaise social qui résultait de l'application de cette règle. Fréquemment il leur arrivait de se trouver en présence d'une fille séduite, souvent par les moyens les plus malhonnêtes, et que son séducteur avait abandonnée, dès que la survenance d'un enfant était venue diminuer les charmes qu'il trouvait dans ses relations avec sa conquête. Souvent la demanderesse produisait des pièces qui établissaient de façon non équivoque la paternité du défendeur et cependant il était impossible, en présence de l'article 340, tant de déclarer le séducteur père de l'enfant, que de l'obliger à lui fournir des secours propres à assurer du moins sa subsistance. Ne trouvant pas, dans la législation relative à la filiation, les éléments qui leur permettent de remédier à cet état de choses, les tribunaux ont estimé que l'article 340 n'empêchait pas d'appliquer en faveur de la fille séduite et rendue mère le principe si large de l'article 1382 du Code civil : « Tout fait quelconque de l'homme, qui cause

à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer. »

Pour l'application de cet article, il fallait trouver dans les faits litigieux deux éléments : une faute commise par le défendeur, un dommage subi par la demanderesse.

La jurisprudence est en effet formelle sur ce point : sans faute de la part du défendeur, des dommages-intérêts ne sauraient être alloués à la demanderesse. *Voleuti non fit injuria*. Si les relations qui ont existé entre les parties ont été librement consenties de part et d'autre, si la volonté de la femme n'a pas été violentée, celle-ci serait mal venue à se plaindre des dommages que lui ont occasionnés des relations intimes, que les faits et documents de la cause permettent de considérer comme le résultat d'un libre abandon.

Un jugement du tribunal civil de Liège du 19 janvier 1904 rejette une demande de cette espèce : « Attendu que les éléments versés aux débats n'établissent pas que le défendeur aurait séduit la demanderesse en employant des manœuvres dolosives ou en abusant de la crédulité ou de l'inexpérience de la demanderesse par des promesses fallacieuses ;

« Que la correspondance versée aux débats par la demanderesse révèle que cette jeune fille et ce jeune homme du même âge, ont, vers leur vingt-et-unième

ou vingt-deuxième année, cédé à des entraînements des sens par abandon réciproque ;

« Que la demanderesse n'est pas recevable à puiser dans des chutes communes de l'espèce, un titre servant de base à une action en responsabilité, à son profit, contre son amant (1). »

Il faut donc, pour que l'action en dommages intérêts soit admissible, qu'il y ait eu séduction par le défendeur et que cette séduction se caractérise par des manœuvres malhonnêtes et dolosives, qui aient exercé sur l'esprit de la victime une contrainte susceptible de faire trébucher sa volonté (2).

Les décisions de jurisprudence qui consacrent cette solution sont légion. Parmi les manœuvres dolosives qui font de la séduction de l'homme une faute dont il aura à supporter les conséquences dommageables, il convient de citer, en premier lieu, les promesses de mariage non suivies d'exécution. Remarquons-le bien, les promesses de mariage ne sont pas ici envisagées comme obligation contractuelle produisant des effets de droit. Dans l'ancien droit, ces promesses constituaient un « contrat préparatoire au mariage » le contrat de fiançailles, que suivait certains effets juridiques. Le Code les a supprimées. Dans l'état actuel

1. Trib. Liège, 19 janvier 1904. *Pasicrisie*, 1904.3.106 ; Namur, 23 juillet 1901, P. 1902.3.233 ; Anvers, 18 juin 1910, P. 1910.3.381.

2. Cons. *Pandectes Belges*, vol. 96, au mot : Séduction.

du droit, l'échange des consentements doit être libre au moment où les futurs époux se présentent devant l'officier de l'état civil. Le mariage, a-t-on dit, n'est pas dans le commerce(1). La condamnation à dommages intérêts ne sera donc jamais fondée sur l'inexécution de la promesse de mariage, promesse qui n'a aucune valeur légale, mais bien sur les circonstances qui l'ont accompagnée, et sur le résultat auquel tendait, et a abouti la promesse de mariage. La promesse de mariage est prise ici en considération comme manœuvre dolosive ayant procuré le succès au séducteur, qualifiant par suite la séduction et la rendant productive, au profit de la victime, d'un droit à réparation.

Une revue rapide des décisions des tribunaux nous édifiera sur les conditions que doit remplir la promesse de mariage pour être prise en considération, dans l'espèce qui nous occupe.

Il faut que la promesse de mariage ait été accompagnée de manœuvres frauduleuses ou dolosives, de nature à exercer une influence sérieuse sur la liberté ou la plénitude du consentement de la femme qui se livre, et que ces manœuvres se soient produites dans des termes et sous une forme tels que la femme a dû nécessairement et invinciblement y croire (Civ. Gand.

1. Voy. Galopin, *L'État et la Capacité des personnes*. Liège, Imprim. H. Vaillant-Carmanne, édition de 1911, p. 134.

3 jan. 1894. *Pas.*, p. 350 ; Civ. Liège, 19 janvier 1904. *Pas.*, p. 406 ; Civ. Bruxelles, 31 juillet 1893. *Pas.*, 1894, p. 46 ; Civ. Bruxelles, 5 juillet 1899. *Pas.*, p. 349).

Il faut que la promesse de mariage ait été formelle et non équivoque. Un jugement du tribunal civil de Bruxelles spécifie que le fait que l'enfant, né des relations irrégulières, porte le prénom et le nom de l'amant ; que l'amant inscrivait sur les enveloppes de ses lettres le nom de Madame, qu'il appelait sa maîtresse « ma chère petite femme », lui disait « qu'elle serait la compagne de sa vie », ces faits, qui ne présentent rien d'exceptionnel dans les relations d'amant à maîtresse, n'impliquent pas à eux seuls la promesse d'une union régulière et ne doivent pas nécessairement être interprétés dans ce sens par l'amante (Civ. Brux., 11 juillet 1907. *Pand. périod.* n° 144, dans *Pandectes belges*. Répertoire, vol. 96, p. 566).

La séduction par promesse de mariage ne produit d'effets que si la promesse de mariage a été antérieure aux relations sexuelles, et si cette promesse a été la conséquence déterminante de la chute ; il est nécessaire d'établir qu'il y a relation de cause à effet entre la promesse de mariage et le succès des manœuvres du séducteur (Liège, 13 mai 1896. *Pas.* 3, p. 372 ; Namur, 16 juillet 1889, *Pas.*, 1890, p. 11).

La jurisprudence n'autorise pas la fille séduite par promesse de mariage à recourir *de plano* à la preuve testimoniale pour établir cette promesse. On exige

qu'elle produise un commencement de preuve par écrit émané du défendeur, conformément à l'article 1347 du Code civil (1). On fait remarquer combien cette solution est illogique. Nous venons de voir que la promesse de mariage n'a pas en elle-même le caractère d'un acte juridique, engendrant des effets de droit, on ne la considère, en l'occurrence, que comme circonstance matérielle qualifiant la séduction, on ne devrait donc pas lui appliquer les articles 1344 et 1347 du Code civil qui ne concernent que les actes juridiques (2).

La qualification de la séduction résulte encore de toutes manœuvres dolosives propres à exercer une contrainte morale sur la fille séduite et ayant déterminé sa chute (Gand, 25 févr. 1892. *Pas.*, p. 226; Gand, 22 avril 1896. *Pas.*, 1897, p. 68). La supériorité d'âge, l'instruction et le rang social du séducteur, ne peuvent être considérés comme moyens de contrainte ou de pression ayant pu altérer la libre volonté qu'autant que la jeune fille se trouvait sous l'autorité ou la dépendance du séducteur (Bruxelles, 13 décembre 1897. *Pas.*, 1899, p. 225). La détermination des cas où les manœuvres dolosives sont susceptibles d'être considérées comme ayant contraint la volonté de la demanderesse sont autant de questions d'espèce. Les arrêts sont nombreux sur la matière. Ajoutons que

1. Trib. civ. Gand, 8 mai 1895. *Paricrisie*, 1896.3. 11.

2. Galopin, *op. cit.*, p. 342 et 343

la jurisprudence validait les engagements pris par le père de fournir des subsides à la fille qu'il a rendue mère et de pourvoir à l'entretien de l'enfant. Un tel acte est considéré comme obligation de réparer un préjudice réel, il n'est donc pas soumis aux règles des donations et demander son exécution n'est pas violer l'article 340. (Voy. Bruxelles, 7 août 1860. *Pas.*, p. 376 ; Bruxelles, 10 août 1865. *Pas.*, p. 372 dans *Pandectes belges*, vol. 16, n° 166 et 167 ; Bruxelles, 25 mai 1892, *Pas.*, 1892, 3, p. 284.)

Nous avons vu quelles étaient les circonstances permettant que la séduction fût prise en considération pour l'octroi à la femme séduite d'une réparation pécuniaire : c'est l'élément faute. Il reste à déterminer de quels dommages il pouvait être tenu compte pour évaluer les dommages-intérêts qui seraient accordés à la femme séduite. Le droit pour la victime de réclamer à son séducteur une juste réparation des dommages qu'il lui a causés est d'ailleurs indépendant de sa maternité et peut être exercé alors même que, des relations illégitimes entre les parties, n'est pas résulté de grossesse. On tient compte à la fois, pour évaluer les compensations pécuniaires à allouer, du préjudice moral et du préjudice matériel subis.

Le point délicat est de décider s'il est permis de faire entrer dans le calcul des dommages-intérêts, l'inconvénient que représente, pour la fille séduite et rendue mère, la charge et l'entretien de l'enfant né de ses

relations avec son séducteur. Si l'on veut appliquer de façon stricte l'article 340 du Code civil et tenir compte de la prohibition qu'il édicte, il semble que cette façon de calculer doive être interdite. En effet, cet élément du préjudice suppose nécessairement, comme le fait remarquer M. Galopin (1), la preuve de la paternité du défendeur : or il était interdit de faire cette preuve. Le rapprochement des articles 340 et 1382 amène à distinguer deux choses : « Le préjudice causé à la fille-mère par le fait de la séduction et le préjudice résultant pour elle de la charge de l'enfant. » Un arrêt de la Cour de Bruxelles applique très nettement cette distinction, dans un de ses attendus, et refuse à la demanderesse le droit d'invoquer sa grossesse et la naissance de l'enfant, comme un des éléments du préjudice subi : « Attendu qu'il importe d'abord d'écarter, comme élément de dommage, la grossesse de l'appelante et la naissance d'une fille naturelle qui en a été la suite ; que l'intimé méconnaît la paternité dont on veut lui faire indirectement supporter la charge ; qu'aucune preuve n'en est rapportée et que l'article 340 du Code civil en interdit la recherche (2). »

La thèse contraire a cependant été admise par la jurisprudence et les tribunaux, estimant que la fin de

1. Galopin, *op. cit.*, p. 342.

2. Bruxelles, 15 décembre 1897. *Pas.*, 1899. 2, 225.

non recevoir déduite de la violation de l'article 340 du Code civil ne peut être opposée à une action en dommages-intérêts du chef de séduction, lorsque le fait de la paternité n'est invoqué par la partie demanderesse que comme un élément d'appréciation du dommage souffert, ont condamné le séducteur à des dommages-intérêts, dans l'évaluation desquels cet élément dommageable entrainait en ligne de compte (1). Il n'est pas douteux qu'une telle jurisprudence est une véritable entorse à la loi, elle prouve assez que l'article 340 du Code civil ne correspondait plus aux besoins sociaux actuels. On peut dire sans exagération qu'une loi a besoin d'être remplacée lorsque, dans un but d'équité, les tribunaux sont amenés à la tourner aussi ouvertement.

Sur un point, cependant, la jurisprudence se montrait plus soucieuse de juger conformément au principe du Code. L'action basée sur l'article 1382 n'a jamais été accordée qu'à la fille séduite agissant en son nom personnel. Il était admis que l'interdiction de la recherche de la paternité s'opposait à ce qu'elle réclamât, au nom de ses enfants naturels, une pension alimentaire à leur prétendu père ne les ayant pas reconnus. (Trib. civ. de Bruxelles, 13 janvier 1892. *Pasicrisie*, 1892,

1. Civ. Gand, 28 décembre 1887. *Pand. pér.*, 1888, n° 294; Verviers, 5 nov. 1901, *id.*, 1903, n° 46, Bruxelles, 1^{er} mars 1908 *Pas.*, 1908. 2. 52 en note; voy. *Pandectes belges*, vol. 96; Séduction n°s 27, 32.

p. 241.) Un jugement du tribunal civil de Bruxelles (1) considère comme constituant une action en recherche de paternité prohibée par la loi, une demande formée par la mère de l'enfant naturel en se fondant sur ce que celui qui en est l'objet serait le père et en déclarant qu'elle agit au procès non seulement en qualité de mère, mais aussi comme tutrice de son enfant.

1. Trib. civ. Bruxelles, 20 janvier 1894. *Journal des Tribunaux*, p. 202; *Pandectes belges*, vol. 74, p. 960.

CHAPITRE II

Situation des enfants naturels dont la filiation est établie

§ 1. — LE SYSTÈME ADOPTÉ EN BELGIQUE SOUS L'EMPIRE DU CODE CIVIL

La reconnaissance d'un enfant naturel, qu'elle ait été faite par son père ou par sa mère, crée au profit de cet enfant, vis-à-vis de l'auteur qui l'a reconnu, des droits assez nombreux.

Ces droits sont consacrés par le Code civil et par la jurisprudence. Bien entendu, nous examinons ici quels sont les droits de l'enfant naturel en Belgique où le régime du Code Napoléon est resté seul en vigueur, pour les matières concernant la situation des enfants naturels, jusqu'à la loi du 6 avril 1908 organisant la recherche de la paternité et de la maternité naturelle.

En France, la loi du 2 juillet 1907 a considérablement modifié la matière, en augmentant singulièrement les droits de l'enfant naturel dont la filiation est légalement établie, droits qu'une tendance évidente

du législateur français tend à assimiler le plus possible à ceux de l'enfant légitime.

Nous empruntons la plupart des renseignements concernant ce paragraphe à l'ouvrage de M. Gérard Galopin, professeur à l'Université de Liège, sur l'État et la capacité des personnes.

L'enfant naturel prend le nom de celui de ses parents qui l'a reconnu. A-t-il été reconnu simultanément par ses deux auteurs, il portera le nom du père. La même solution est en général donnée pour le cas où les reconnaissances ont été successives, et quel que soit l'ordre dans lequel elles ont eu lieu : que ce soit celle du père qui ait eu lieu la première, ou qu'elle ait été précédée par celle de la mère.

Cependant, aux termes d'un arrêt de la Cour d'appel de Bruxelles (1), il a été jugé que si l'enfant a le droit de porter le nom du père qui l'a reconnu, du moins n'est-il pas obligé de le prendre, s'il porte déjà le nom de la mère qui l'a précédemment reconnu. L'enfant naturel n'ayant pas de famille, on ne saurait lui appliquer par analogie les dispositions légales qui, dans le cas de mariage, obligent l'enfant à porter le nom du chef de famille.

La reconnaissance du père ne peut donc dépouiller l'enfant du droit de porter le nom de sa mère qui

1. Cour d'appel de Bruxelles 23 avril 1892. *Pasicrisie*, p. 285. Voir aussi *Pandectes belges*, vol. 44. p. 356, n° 20, 21, 22.

l'a reconnu la première : L'arrêt fonde son droit de se refuser, en ce cas, à porter le nom du père, dans l'article 1^{er} du décret du 6 fructidor an II, qui décide qu'aucun citoyen ne pourra porter de nom ni de prénom autres que ceux exprimés dans son acte de naissance ; et il ajoute que « toute autre décision aboutirait à mettre le nom d'un citoyen à la merci du premier venu à qui il plairait de faire une reconnaissance. »

La puissance paternelle est exercée par celui des auteurs qui a reconnu l'enfant, et, si tous deux l'ont reconnu, la puissance paternelle leur est commune. La jurisprudence n'admet pas ici l'assimilation de l'enfant naturel à l'enfant légitime, enseignée par certains auteurs. Tandis que, dans la famille légitime, le père a la prépondérance sur la mère, en ce qui concerne l'exercice de la puissance paternelle, les père et mère naturels sont, à ce point de vue, placés sur le pied d'égalité. Ils devront se concerter et agir d'un commun accord ; en cas de dissentiment entre eux, la difficulté sera tranchée par les tribunaux (1).

En revanche, si le droit de consentir au mariage appartient à la mère comme au père naturel, celui du père suffira au cas où la mère refuse le sien, parce que l'article 158 du Code civil déclare expressément

1. Bruxelles, 11 mai 1898, *Pasicrisie*, 1898.2 325 ; Galopin, *loc. cit.*, p. 386.

les articles 148 et 149 applicables aux enfants naturels légalement reconnus. Notons en passant que le Code civil viole ici le principe suivant lequel l'enfant naturel n'a pas d'autre famille que ses père et mère, car il déclare applicables aux enfants naturels (art. 158) les articles 151, 152, 153, 154 les obligeant à demander le consentement au mariage à leurs aïeuls ou aïeules en cas des décès des père et mère.

L'article 383 du Code civil donne aux père et mère naturels, sur leurs enfants, le droit de correction et, comme l'article 383 leur déclare applicable les articles 376 à 379 et non les articles 380, 381 et 382, il se trouve que leur droit de correction est plus étendu que celui des parents légitimes et que par conséquent, même si l'enfant, âgé de moins de seize ans, a des biens personnels ou est pourvu d'un état, le père pourra le faire incarcérer par voie d'autorité (1).

Le droit de correction n'est qu'une conséquence du droit d'éducation et de garde, qui est reconnu aux parents naturels, bien que le Code ne le leur donne pas en termes exprès.

Même avant la loi du 2 juillet 1907, qui a donné la tutelle légale aux parents naturels, la jurisprudence française leur refusait l'administration légale. La doctrine est favorable à cette solution. Cependant, une jurisprudence belge très critiquée, considérant

1, Galopin, *op. cit.*, p. 387.

l'administration légale comme un dérivé et un des attributs de la puissance paternelle, l'accorde aux parents de l'enfant naturel (1).

Comme le fait observer M. Galopin (2) « pour l'enfant naturel, la puissance paternelle ne peut jamais exister seule. S'il a été reconnu par ses deux auteurs ou par l'un d'eux, et si celui ou ceux qui l'ont reconnu existent encore, il est tout à la fois sous puissance paternelle et sous tutelle. S'il n'a pas été reconnu, ou si, l'ayant été, il a perdu ses auteurs, il est sous tutelle ». Seul le régime de la tutelle devrait donc logiquement s'appliquer à l'administration des biens de l'enfant naturel. Ajoutons que, le Code civil n'accordant pas la tutelle légale aux père et mère de l'enfant naturel, le tuteur de l'enfant naturel est toujours un tuteur datif.

S'il y a contestation sur la question de l'administration légale, il n'y en a pas sur celle de la jouissance légale. Elle est refusée aux père et mère naturels sur les biens de leurs enfants.

Les parents naturels ont envers leurs enfants la plupart des droits que comporte la puissance paternelle, ils en ont aussi les charges et sont tenus envers eux de l'obligation de les nourrir, entretenir et élever.

1. Trib. Bruxelles, 22 février 1910. *Belgique judiciaire*, 1910, col. 510; *R. belge*, 1909, p. 257; Galopin, *loc. cit.*, p. 387.

2. Galopin, *loc. cit.*, p. 368.

L'obligation alimentaire existe aussi à titre réciproque entre parents et enfants naturels. Les articles 205 à 211 du Code civil, qui règlent cette obligation comme un des effets du mariage, leur sont appliqués par la jurisprudence, qui fait état de ce que l'article 762 du Code civil reconnaît un droit aux aliments pour les enfants adultérins ou incestueux (1).

Toutefois, cette obligation naturelle n'existe qu'entre parents et enfants naturels au premier degré : père et mère, fils et fille.

Enfin les articles 756 à 761 du Code Napoléon fixent les droits des enfants naturels légalement reconnus à la succession de leurs père et mère.

Ils ne sont point héritiers, mais viennent à leur succession en qualité de successeurs irréguliers, tenus comme tels de se faire envoyer en possession.

Si l'enfant naturel est prédécédé, ses enfants ou descendants légitimes pourront réclamer leurs droits à la succession de leur père et mère. La loi ne dit pas expressément qu'il s'agit de leurs enfants ou descendants légitimes, mais ce point n'est pas douteux, en présence de l'article 756, qui leur refuse tous droits aux biens des parents de leur père et mère.

Ajoutons qu'il est possible aux père et mère de réduire la part de leur enfant naturel à leur héritage,

1. Trib. Bruxelles, 10 janvier 1898. *Pasicrisie*, 1898.3.143 ; Bruxelles, 23 février 1907. *Pasicrisie*, 1907.2.181 ; Galopin, *loc. cit.*, p. 229.

en lui donnant, de leur vivant, la moitié de ce que lui attribue la loi dans leur succession, avec déclaration expresse qu'ils entendent réduire l'enfant à la portion ainsi fixée (1) ; rappelons aussi que l'article 908 interdit à l'enfant naturel de recevoir, par donation entre vifs ou testament, rien au delà de ce qui lui est accordé au titre des successions.

Le droit de succession est réciproque ; la succession de l'enfant naturel décédé sans postérité est dévolue au père ou à la mère qui l'a reconnu, et par moitié à tous les deux s'il a été reconnu par l'un et l'autre.

Il convient, pour terminer cet exposé de la situation de l'enfant naturel reconnu de constater que le fait, pour lui, d'être reconnu lui donne possibilité de voir sa situation considérablement améliorée. Ce n'est en effet que sous cette condition de la reconnaissance préalable ou concomitante au mariage de ses auteurs que l'enfant naturel peut être légitimé. La reconnaissance, enfin, n'empêche pas l'enfant d'être adopté par celui de ses parents qui l'a reconnu. Ce point longtemps controversé est aujourd'hui admis (2).

Telle est, indiquée de façon sommaire, la situation faite en Belgique, antérieurement à la loi du 6 avril 1908,

1. Art. 761 du C. civ.

2. Gand, 23 juillet 1874. *Pasicrisie*, 1875.2,105 ; Galopin, *loc. cit.*, p. 361.

à l'enfant naturel qui a été reconnu, vis-à-vis de l'auteur de la reconnaissance.

Telle est aussi la situation de l'enfant naturel, à l'égard de celui de ses parents vis-à-vis duquel sa filiation a été établie par une recherche en justice.

Nulle distinction en effet n'est faite, au point de vue des effets, entre la reconnaissance volontaire et le jugement qui aboutit à établir une filiation naturelle, et c'est un point qu'il convient de bien mettre en lumière.

Le Code en effet ne fait nulle part de façon formelle cette assimilation, et nous ne trouvons pas d'article où il soit dit que les effets de la recherche en justice de filiation naturelle, ou, plus exactement, du jugement qui la constate produiront les mêmes effets que la reconnaissance. Aucun doute cependant n'est possible à cet égard et la doctrine comme la jurisprudence sont unanimes en ce sens. Cette interprétation est logique et répond, sans nul doute, aux intentions du législateur car, comme le fait remarquer Marcade (1), « la loi gardant ici un silence complet, il s'ensuit ou qu'il faut donner à la déclaration du juge les effets de la reconnaissance volontaire, ni plus ni moins, ou ne lui en attribuer aucun, ce qui serait absurde ».

Cette parité d'effets entre les deux modes par les-

1. Marcade, tome II, p. 86.

quels la filiation d'un enfant naturel peut se trouver établie est d'ailleurs consacrée et rendue, en quelque sorte, plus sensible par l'usage qui a été pris de se servir des expressions « reconnaissance judiciaire » ou « reconnaissance forcée » pour désigner le jugement déclarant une filiation naturelle ; expression vicieuse d'ailleurs, comme le fait remarquer M. Planiol (1) : il n'y a point là, à proprement parler, reconnaissance, puisque le père a jusqu'au bout contesté une filiation que le juge a proclamée. Mais cette expression usuelle est néanmoins intéressante à relater parce qu'elle éclaire le sens de certains articles du Code (art. 756, 913, etc...) où il est question d'enfants légalement reconnus, termes qui, au dire de l'éminent professeur, englobent à la fois les deux procédés de reconnaissance.

Il ne serait donc pas tout à fait exact de parler du silence du Code relativement aux effets du jugement déclaratif de filiation naturelle, les expressions y employées pouvant suppléer au défaut de l'énoncé du principe.

Au reste, parler des effets de la reconnaissance volontaire et de ceux de la reconnaissance judiciaire, serait, au dire des commentateurs, une erreur grave. Le jugement n'a pour effet que de déclarer la filiation suffisamment prouvée et, par conséquent, établie, de même, dans la reconnaissance il ne faut pas voir

1. Planiol. *Traité élémentaire de droit civil*, t. I, p. 489, 5^e édition.

autre chose qu'un mode de preuve, le plus excellent d'entre tous : l'aveu. « La reconnaissance, écrit M. Galopin (1), n'a qu'un seul effet, un effet probatoire ». Elle prouve la filiation. Ce lien de filiation entre l'auteur et l'enfant existe indépendamment de toute preuve, mais il ne peut produire d'effets qu'autant qu'il est légalement établi par un des deux moyens que la loi autorise : la reconnaissance volontaire ou la reconnaissance judiciaire. Nous employons ces deux expressions pour la commodité du parallèle à établir.

La reconnaissance paraît donc produire des effets, alors qu'elle ne serait en réalité que la « condition de leur réalisation » (2).

On le voit, le système adopté sous l'empire du Code Civil est basé tout entier sur ce principe que la reconnaissance n'est autre chose qu'un aveu, que, pour plus de sécurité, la loi a astreint à la forme authentique. Reconnaissance volontaire, ou jugement statuant, en faveur du demandeur, sur une action en recherche de filiation naturelle ont des effets identiques : ce sont des effets probatoires et l'un comme l'autre ne font que déclarer l'existence d'un lien de parenté, les effets de la filiation restant indépendants du mode de preuve employé pour l'établir.

1. Galopin, *loc. cit.*, p. 329.

2. Planiol, *op. cit.*, p. 482, t. I.

§ 2. — THÉORIE DE M. AMBROISE COLIN

Ayant ainsi exposé, de façon rapide, le système traditionnel, il nous paraît intéressant de mettre en parallèle la doctrine de M. Ambroise Colin qui, elle, part d'un principe tout à fait opposé et conclut à faire un sort différent à l'enfant naturel, suivant qu'il a été reconnu par son auteur ou que sa filiation, vis-à-vis de celui-ci, a été établie par une recherche en justice.

L'éminent professeur l'a exposée dans un article, paru dans la revue trimestrielle de droit civil, à l'occasion d'un projet de loi sur la recherche de la paternité, présenté par M. Monis, au nom du gouvernement, le 29 novembre 1901 et après une proposition de loi déposée devant le Sénat par M. Théodore Girard, le 21 janvier 1902, laquelle avait été votée le 17 juin 1902 avec un amendement de M. Legrand (1).

Pour M. Ambroise Colin, le problème de la recherche de la paternité n'est qu'une des faces de la question. Le sort des enfants naturels est dominé par la conception que l'on se fait du lien de filiation, sur laquelle ni la loi, ni ses commentateurs ne se sont

1. Voy. Amb. Colin. De la protection de la descendance illégitime au point de vue de la preuve de la filiation, *Rev. trimestr. de dr. civil*, 1902, p. 257 et suiv.

clairement prononcés. « La situation de l'enfant naturel, et, plus généralement même, celle de l'enfant dans la famille tient-elle à la nature, aux liens du sang, à des principes antérieurs ou supérieurs à toute règle écrite et que la législation n'aurait fait que consacrer ? Ou bien, au contraire, les règles qui touchent à la protection de la descendance illégitime forment-elles une construction sinon arbitraire, au moins empirique, établie d'après les seules indications de l'intérêt individuel et social ? »

La solution donnée à cette question est, pour M. Ambroise Colin, la clef de voûte de l'édifice de la filiation.

Voit-on, dans les contestations relatives à la filiation naturelle, simple démonstration à apporter d'un fait matériel et naturel, cette preuve devra s'administrer de façon analogue à celle de la filiation légitime et la situation de l'enfant naturel, sa condition juridique, dès que sa filiation sera établie, devra être calquée, de façon plus ou moins exacte, sur celle de l'enfant légitime.

Si, par contre, la situation de l'enfant dans la famille apparaît comme le résultat d'une organisation, œuvre raisonnable mais artificielle du législateur, et qu'il soit admis que le lien unissant l'enfant naturel à ses auteurs résulte, non de la nature, mais d'un acte de volonté, rien n'empêche d'admettre des différences profondes et radicales d'organisation entre

la famille légitime et la famille illégitime ; la reconnaissance sera, en matière de filiation naturelle, le mode essentiel d'établissement de la filiation, sinon le seul.

Entre ces deux conceptions nettement opposées, il semble que le Code civil n'ait pas choisi de façon précise et c'est notamment en ce qui concerne la reconnaissance volontaire que M. Ambroise Colin voit une manifestation frappante de cette absence de conception maîtresse chez le législateur. La reconnaissance, qui est considérée en général comme un aveu par les arrêts, peut, à son sens, être envisagée sous un aspect tout différent. On la peut considérer comme un acte de volonté, comme une admission de l'enfant dans la famille ; en face de la notion de la reconnaissance-confession, celle de la reconnaissance-admission. « Entre ces deux tendances le Code français flotte en un inconscient amalgame (1) ». A côté de solutions qui se réfèrent à l'idée de la reconnaissance-confession (la reconnaissance est un acte unilatéral pour lequel nulle acceptation n'est nécessaire, c'est un acte déclaratif qui peut être fait à tout moment et quelqu'en soit le mobile, qui est rétroactif et constitutif d'état), d'autres se rattachent au concept de la reconnaissance-admission ; ainsi s'expliquerait l'exclusion de la reconnaissance en matière de filiation

1. Champcommunal, *op. cit.*, p. 10.

adultérine et incestueuse, fait que la loi suppose cependant pouvoir être établi, de même la règle de l'article 337 du Code civil, mais pour l'expliquer ainsi il faudrait admettre, contrairement à la jurisprudence, mais avec la majorité de la doctrine, que la règle de l'article 337 ne s'applique qu'à la reconnaissance volontaire.

Mieux que partout ailleurs, c'est sur la question de la paternité naturelle que se décèlerait le caractère d'admission de la reconnaissance volontaire. Même en matière de filiation légitime, seule la volonté du père peut créer un lien entre le père et l'enfant. Le mariage contient une admission anticipée des enfants à naître et c'est ainsi que M. Ambroise Colin justifie la règle de l'article 314 du Code civil dont la présomption de fidélité de l'épouse ne saurait donner une explication plausible. Le désaveu ne serait autre chose que la rétractation de cette admission préalable, aussi est-il logique que la loi en ait fait un acte tout personnel, soumis à des délais rigoureux, dont l'exercice est strictement réservé au mari, ou encore à ses héritiers dans le cas prévu par l'article 317.

Enfin la prohibition de la recherche de la paternité posée par l'article 340 ne serait pas due à la crainte du scandale ou au souci de sauvegarder l'intérêt des familles, mais bien à l'impossibilité d'arriver à une démonstration du fait de la filiation mas-

culine, d'où l'abandon, sur ce point, par le législateur du système de la reconnaissance-confession, pour se rallier à celui de la reconnaissance-admission, de l'acte de volonté d'où seul pourrait résulter le lien entre le père et l'enfant.

Voici donc deux concepts franchement opposés : d'une part la filiation considérée comme un fait naturel dont il n'y a qu'à faire la preuve, d'autre part le lien qui unit l'enfant à son auteur présenté comme le résultat d'un acte de volonté.

Et cependant M. Ambroise Colin ne juge pas qu'ils soient inconciliables : le tout est de réserver à chacun le domaine qui lui est propre.

Il faut pour cela faire le départ entre deux liens distincts : d'une part la parenté qui résulte de la communauté du sang et qui par conséquent est un lien naturel ; d'autre part le lien de famille qui a sa source dans une organisation empirique, la famille apparaissant, dans tous les temps, « comme un groupement social, organisé par la coutume ou par la loi et plus ou moins artificiel en ce sens que les principes de ce groupement peuvent varier selon les époques et selon les races ».

Différents dans leurs sources, ces liens différeraient aussi quant aux effets produits ; ceux de la filiation se bornant aux empêchements au mariage, au devoir de garde et d'éducation, à l'obligation alimentaire, tandis que le lien de famille seul engendrerait les

droits de puissance et d'autorité ainsi que la vocation successorale *ab intestat*.

Et l'éminent professeur résume ainsi son système :
« Une législation, pour être conforme à ces distinctions fondamentales, devrait donc être conçue de telle manière : 1° que le lien de filiation pût, autant que possible, être toujours établi et aussi (car il y a entre les deux idées une corrélation étroite) que les obligations qui s'y rattachent ne pussent pas être élucidées ; 2° que les droits résultant du lien familial, puissance, autorité, succession ne fussent pas attribuées en dehors de la volonté des parents et sans doute aussi qu'ils variaissent dans leur étendue, suivant le degré d'énergie déployé dans la manifestation de cette volonté et suivant qu'elle émane d'un groupe ou d'un individu. »

Dans cet esprit, la preuve du lien de filiation serait organisée de façon sensiblement analogue pour la filiation légitime et pour l'illégitime, et une gradation serait établie pour l'octroi des droits de famille. Seuls les enfants issus du mariage pourraient les avoir dans toute leur extension, le mariage étant l'expression de l'admission prononcée au profit des enfants à en naître, par les deux époux et leurs familles. Moins bien traité serait l'enfant adopté, moins favorisé encore serait l'enfant volontairement reconnu, la volonté de l'auteur de la reconnaissance ne pouvant lier la famille, « quant aux enfants dont

la filiation serait établie autrement que par la reconnaissance volontaire, il n'y aurait place pour eux qu'à une créance d'éducation et à des droits alimentaires ».

On le voit, cette organisation du régime de la filiation naturelle est à l'opposé de celle que nous exposons plus haut et qui est tout entière basée sur l'équivalence de la reconnaissance volontaire et de la preuve de la filiation naturelle en justice.

Ici, au contraire, une séparation bien nette est établie entre la reconnaissance volontaire, qui peut seule créer, dans une certaine mesure, un lien de famille et l'*établissement* en justice du lien de filiation, d'où ne résulterait jamais qu'un droit à l'éducation et aux aliments.

Il n'entre pas dans le cadre de cette étude de nous étendre en discussions ou en explications plus longues sur cette doctrine, qui, donnant au problème une solution élégante, a en outre le double mérite d'être rigoureusement logique et de laisser espérer les résultats les meilleurs au point de vue social, car elle respecte et sauvegarde l'intégrité de la famille légitime, qui, dans une nation forte et bien organisée, est la molécule sociale par excellence.

Il nous a paru intéressant d'exposer, en les mettant en parallèle, ces deux systèmes concurrents.

Nous aurons maintenant à étudier quelle solution fût adoptée par le législateur belge organisant la recherche de la paternité.

CHAPITRE III

Solution au problème de la recherche de la paternité adoptée par la Chambre des représentants de la Belgique.

Depuis longtemps, en Belgique, la question de la recherche de la paternité préoccupait l'opinion, et le Parlement avait été saisi, à plusieurs reprises, de projets concernant cette réforme, projets qui jamais n'avaient aboutis. C'est principalement en 1888 et 1889 que la question s'était trouvée à l'ordre du jour. Par suite de l'arrivée au pouvoir du parti catholique, une commission de révision du Code civil, présidée par M. Van Berchem, président à la Cour de cassation, fut chargée de la mission qu'avait précédemment assumée M. Laurent en rédigeant, sur la demande du Gouvernement, un avant projet de Code civil (1).

Lors de la discussion du nouveau projet de Code civil, la réforme de l'article 340 avait suscité, dans la

1. Avant-projet de Code civil, 1882.

commission, d'ardentes discussions. M. Van Berchem y avait été l'apôtre de la suppression du principe de l'article prohibant la recherche de la paternité. Le système adopté par la commission de révision du Code civil fut repris par M. Lejeune, ministre de la Justice, et présenté par lui au Parlement le 26 juillet 1892, puis par son successeur M. Bergerem le 16 novembre 1894. Ces projets, ou, pour mieux dire, ce projet, deux fois présenté étant tombé par suite de dissolution, il fut repris le 7 mai 1902 et signé par M. Mabillet et quelques uns de ses collègues.

Cette proposition de loi n'ayant pas été trouvée suffisamment large par quelques membres du Parlement, un autre projet fut présenté le 7 mars 1902 par MM. Denis et Vandervelde, projet infiniment plus hardi et qui propose même d'admettre à la recherche de la paternité les enfants adultérins et incestueux.

Ce sont ces deux propositions de loi qui furent examinées par la section centrale de la Chambre des représentants présidée par M. Nerinx, et le texte de la proposition de loi de MM. Mabillet et consorts, amendé par la section centrale, fut présenté aux discussions de la Chambre, avec un rapport de M. Colaert déposé le 1^{er} décembre 1905 (1).

1. Voir, *Pasicrisie*, 1908, la publication des travaux préparatoires. Ces travaux préparatoires ont aussi été édités en un tirage à part,

Le rapporteur débute par un historique rapide du sort des enfants naturels vis-à-vis de leur père, à travers les âges, d'abord dans le droit romain où le problème de la recherche de la paternité ne se posait pas, puis dans le droit canonique, qui, de bonne heure, reconnut aux enfants naturels le droit de réclamer des aliments à leurs père et mère, aussi longtemps qu'ils étaient incapables de subvenir à leurs besoins, droit qui s'étendait à tous les bâtards, même aux adultérins et incestueux.

L'auteur du rapport rappelle ensuite que, dans l'ancienne Belgique, les coutumes reconnaissaient à tous les bâtards, sans exception, le droit d'être « nourris et élevés par leur père et par leur mère jusqu'à ce qu'ils fussent en état de se suffire à eux-mêmes. »

La recherche de la paternité comme de la maternité fut de bonne heure autorisée par l'ancien droit coutumier belge, et sa preuve pouvait résulter de la reconnaissance volontaire, d'un jugement statuant sur une recherche, ou enfin de l'indication du père faite sous serment à la sage-femme par la mère, pendant les douleurs de l'enfantement. Bien entendu, cette indication faite par la mère ne prenait de valeur qu'autant qu'elle était corroborée par les faits et que

précédé d'un commentaire de M. Paul Leclercq, avocat général à la Cour d'appel de Bruxelles.

C'est de cette édition que nous avons fait usage. Nos indications se rapportent à son classement.

la conduite irréprochable de la mère la rendait digne d'être prise en considération. Le père naturel devait alors soit épouser la mère, soit encore la doter et fournir des subsides à l'enfant. *Duc vel dota*, disaient les canonistes.

Ces notions de droit coutumier exposées, le rapporteur rappelle comment fut voté l'article 340 du Code civil. De la prohibition posée par cet article, il rend responsable la loi de brumaire qui avait assimilé l'enfant naturel à l'enfant légitime au point de vue héréditaire. « L'interdiction absolue de la recherche de la paternité fut, dit-il, considérée comme un contrepoids à ces avantages. De ces deux excès le Code civil n'a corrigé que le premier. »

Après l'exposé de ces sommaires notions historiques, le rapporteur passe presque immédiatement à l'examen des articles composant la proposition de loi de la section centrale. Il lui paraît inutile de s'attarder à discuter le principe de la recherche de la paternité, assez de jurisconsultes, philosophes et économistes éminents, d'opinions et d'écoles diverses, ayant condamné l'interdiction posée par l'article 340. Le terrain en Belgique lui semble suffisamment préparé, et, l'opinion du pays comme du Parlement n'étant pas douteuse sur ce point, il croit pouvoir affirmer sans hésiter « que les Chambres belges ne verront pas « défendre la disposition de l'article 340, imposée de « force, il y a un siècle, à la conscience publique. »

Laurent, dans son avant projet de Code civil, proposait de maintenir le principe de l'interdiction de la recherche de paternité, en admettant toutefois cette recherche dans deux cas exceptionnels : celui d'enlèvement ou de viol à l'époque de la conception et celui de promesse de mariage ou de séduction, rendu admissible par un commencement de preuve par écrit ou par des présomptions résultant de faits dès lors constants. Le projet de loi de la section centrale ne reproduit pas le principe de la prohibition des recherches de paternité, bien qu'il indique limitativement les cas dans lesquels il sera possible d'intenter l'action.

« La recherche de la paternité est autorisée dans les cas suivants », ainsi débute l'article 1^{er}. Notons de suite que cette formule a été modifiée, au cours des débats, pour faire place, sur la proposition du gouvernement, à une expression de sens plus restrictif. Le texte voté par la Chambre des représentants en deuxième lecture, lors de sa première discussion, est ainsi libellé : « La recherche de la paternité n'est admise que dans les cas suivants », formule qui restera définitivement celle de la loi, après que le Sénat aura tenté de maintenir inscrit dans la loi le principe de l'article 340.

La proposition de loi prévoit trois cas où la recherche de la paternité pourra être intentée, ou, plus exactement, elle groupe en trois paragraphes les cas prévus :

1° S'il y a aveu de la paternité, résultant soit d'actes ou d'écrits quelconques émanés du père prétendu, soit de faits et circonstances dont la réunion caractérise la possession d'état d'après l'article 321 du Code civil, soit du concubinage notoire des père et mère à l'époque de la conception.

Le rapporteur explique, à propos de ce paragraphe, que le concubinage n'a pas été admis sans quelque hésitation comme preuve de la paternité, certains des membres de la section centrale ayant émis l'idée que cette disposition pourrait bien être une prime à l'union libre. Pour notre part, cet argument ne nous paraît point dépourvu de valeur et les paroles de M. Van Berchem que cite le rapport nous semblent on ne peut plus sensées : « On arrive ainsi à assimiler, dit M. Van Berchem, le concubinage au mariage, au moins en ce qui concerne la preuve de la filiation. Cette assimilation n'est pas pour décourager les unions libres : c'est, au contraire, y pousser les femmes, en leur ôtant l'inquiétude qu'elles peuvent avoir sur le sort de l'enfant. »

Le rapporteur ne partage point cette manière de voir. Il lui paraît que la différence qui existe entre la situation faite par la loi à l'enfant naturel et celle de l'enfant légitime, le « caractère sacré » reconnu par la loi et les mœurs au mariage suffiront à continuer à attirer hommes et femmes vers le mariage ; bien plus, il espère que le père prétendu, se voyant attribuer

la parenté et les devoirs d'un père naturel, préférera régulariser, par un mariage, sa situation fausse, afin de légitimer ses bâtards.

A tout prendre, la circonstance de la cohabitation des père et mère de l'enfant lui paraît « après l'aveu, l'élément le plus concluant de la paternité ». La section centrale a fini par se ranger à cette opinion à l'unanimité, sauf une abstention.

Le rapport ajoute que le concubinage n'est qu'une présomption, réversible par preuve contraire, notamment par *l'exemptio plurium*, dont la section centrale n'a pas cru devoir inscrire le principe dans son texte, en raison du libre pouvoir d'appréciation laissé au juge (1).

La recherche de la paternité est encore autorisée, aux termes du paragraphe 2: « si le père prétendu a été condamné du chef d'enlèvement, du chef d'arrestation, de détention ou de séquestration arbitraires, du chef de viol, ou même du chef d'attentat à la pudeur consommé sans violence sur la personne d'une fille de moins de quatorze ans accomplis, lorsque l'époque de ces infractions se rapporte à celle de la conception ».

Il convient de remarquer ici que le projet de loi est plus restrictif que l'article 340, lequel n'exigeait pas de condamnation préalable.

1. Article 2 de la proposition de loi. Cet article a été supprimé au cours des débats.

Enfin le paragraphe 3 autorise l'enfant naturel à rechercher son père : « s'il y a eu séduction par promesse de mariage, abus d'autorité ou manœuvres frauduleuses, pourvu qu'il existe un commencement de preuve par écrit de la promesse de mariage, de l'abus d'autorité ou des manœuvres frauduleuses, ou que des présomptions ou indices, résultant de faits dès lors constants, soient assez graves pour déterminer l'admission de la preuve testimoniale de ces diverses circonstances ».

Le commencement de preuve par écrit, qui rendra admissible la preuve des faits prévus à ce paragraphe, est celui dont l'article 324 du Code civil donne la définition à propos des preuves de la filiation des enfants légitimes, « il résulte de tous actes, « écrits, papiers ou lettres émanés d'une partie engagée dans la contestation ou qui y aurait intérêt si « elle était vivante ».

Tels sont les cas dans lesquels la proposition de loi autorise la recherche de la paternité.

Quant aux effets de cette paternité judiciairement déclarée, il n'y a pas dans le texte d'article qui fixe quels ils seront. Nul doute néanmoins n'est possible sur ce point. Le jugement déclaratif de paternité aura, dans le système de la section centrale, les mêmes effets que la reconnaissance volontaire. Si le texte de la proposition de loi n'est pas explicite à cet égard, les auteurs du texte le sont, et, dans les développe-

ments de la proposition de MM. Mabille et consorts, il est expressément déclaré que « les droits de l'enfant naturel sont les mêmes en cas de reconnaissance volontaire et en cas de reconnaissance forcée ».

On comprend, dans ces conditions, que la section centrale ait écarté comme questions déjà réglées par la doctrine et la jurisprudence, et partant inutiles à prévoir, les dispositions qui, dans les projets primitifs, étaient relatives à la nourriture, à l'entretien et à l'éducation de l'enfant, ou à son nom.

Notons enfin que la section centrale n'a pas cru devoir fixer le droit sur le point de savoir s'il y a lieu d'accorder des dommages intérêts à la fille rendue mère, dans les cas où la recherche de la paternité est admise. Elle préfère sur ce point s'en référer au droit commun et laisser le champ libre à la jurisprudence, des dispositions de ce genre cadrant mal avec une proposition de loi qui n'a pour but que de fixer les cas dans lesquels l'enfant pourra rechercher son père, afin d'avoir vis-à-vis de lui les mêmes droits que si celui-ci l'avait volontairement reconnu.

Quant à la note de minorité jointe au rapport de M. Colaert, et dans laquelle M. Denis plaide éloquemment la cause des enfants adultérins et incestueux, que l'article 3 de sa proposition de loi admettait à la recherche de la paternité comme des enfants naturels simples, nous nous contentons ici de la men-

tionner, nous réservant d'en faire état dans un chapitre spécial que nous consacrerons au sort de cette classe de bâtards.

Il nous reste à voir ce qu'est devenu, au cours des discussions à la Chambre des représentants, le projet ainsi présenté au parlement et dont nous venons d'indiquer les grandes lignes.

Constatons-le immédiatement, le projet ne subit, au cours des délibérations de l'assemblée, que des modifications de détail, modifications parfois fort importantes, tant par l'état d'esprit de prudence qu'elles révèlent, que par les résultats auxquelles elle peut aboutir, mais qui n'entachent en rien l'économie générale de la réforme. Des précautions ont pu être prises pour éviter le trop facile exercice de l'action en recherche, des amendements ont pu être adoptés limitant plus strictement les cas où l'action pourra être accueillie, le souci d'éviter, dans la mesure du possible, les scandales et les chantages aura pu inspirer le législateur, le système de la section centrale, assimilant, au point de vue des droits, l'enfant volontairement reconnu à celui dont la filiation a été établie en justice, n'en reste pas moins celui de la Chambre.

Les modifications de fond n'ont pas seules de l'importance, celles par lesquelles la forme est améliorée ont bien aussi leur mérite. Il convient d'en signaler deux.

Le nouveau texte de loi étant destiné à être incorporé au Code civil dont il modifie certains articles, le gouvernement obtient sans difficultés que les articles du projet, au lieu de porter des numéros allant de 1 à 15, soient désormais désignés par les numéros correspondant à ceux des articles du Code civil qu'ils vont remplacer.

Ce changement n'est intéressant à noter qu'à raison de l'usage que nous ferons désormais de ce nouveau numérotage au cours des explications qui vont suivre.

Plus intéressante, au point de vue de la clarté et de la précision du texte, est la modification apportée, encore à la demande du gouvernement, dans le groupement des cas dans lesquels la paternité pourra être recherchée. Nous l'avons dit plus haut, trois paragraphes servaient à énumérer les cinq cas.

Le projet élaboré par la Chambre pour être transmis au Sénat consacre un paragraphe spécial à chacun d'eux ; l'aveu résultant d'actes et d'écrits du père prétendu se trouve désormais séparé de la possession d'état, ainsi que du concubinage du père prétendu avec la mère.

Parmi ces cinq paragraphes, deux ont été l'objet, de la part de la Chambre, de modifications importantes : nous voulons parler de celui relatif au concubinage des père et mère et de celui qui prévoit les circonstances dans lesquelles la séduction est qualifiée, et par-

tant peut servir de base à l'action en recherche.

La recherche de la paternité, dit le texte de la section centrale, est autorisée s'il y a aveu de la paternité résultant « du concubinage notoire des père et mère à l'époque de la conception ».

C'est à cette rédaction que s'attaque M. Van den Heuvel, ministre de la Justice⁽¹⁾ appuyé par M. Woeste. Le mot concubinage ne le satisfait pas, car il n'implique pas, selon lui, une cohabitation prolongée et pourrait permettre de faire rentrer dans le cas prévu par la loi des relations d'assez courte durée. Point d'avantage ne trouve grâce à ses yeux l'expression « cohabitation », qui pourrait s'appliquer au cas où deux ou plusieurs personnes vivent sous le même toit, sans qu'il soit prouvé qu'elles ont eu ensemble des relations. Il rappelle d'ailleurs que l'article 312 du Code civil emploie le terme « cohabiter » pour désigner le fait d'un seul rapprochement. Un seul moyen lui paraît efficace pour éviter toute équivoque, c'est de définir, dans le texte de la loi, la notion de la cohabitation ou du concubinage qui autorisera l'enfant à intenter l'action en recherche. C'est pour cela qu'il propose de remplacer les formules incriminées, par les mots « avoir vécu maritalement pendant un certain temps ». Dans l'esprit du gouvernement, cette vie commune doit avoir le double caractère d'avoir été notoire et d'avoir per-

1. Voy. Discussion à la Chambre, 22, 33, 41, 48.

duré pendant un temps suffisant, pour que la paternité puisse être déclarée à bon escient. Il s'agit en somme d'établir une présomption qui crée une situation analogue à celle qui existe dans l'union légitime. En face de la maxime *pater is est quem nuptiæ demonstrant*, s'établirait celle-ci : *pater is est quem concubitus demonstrat*. Mais la preuve à administrer a un objet double : d'abord l'existence de ces relations intimes entre la mère du réclamant et son prétendu père, au cours de la période légale de la conception, ensuite la fidélité de la mère pendant cette période. Or, tandis que, dans le mariage, la fidélité de la mère peut être à bon droit présumée en raison des serments échangés, de la situation sociale créée par le mariage, enfin des châtiments dont la loi punit la femme adultère, la situation, dans le concubinage, est toute différente et les mêmes raisons n'existent pas de croire à la vertu de la femme. Seules, des circonstances particulières permettent de présumer que la femme vivant en concubinage n'a pas eu de relations avec un autre homme. « Le gouvernement, dit le ministre de la Justice, a cru que pour avoir une certaine garantie d'une fidélité gardée pendant toute la période légale de la conception, il fallait exiger au moins la cohabitation pendant cette même durée. Il est probable que la femme, même non mariée, mais habitant sous le toit, sous l'œil, dirai-je, de son amant lui restera fidèle. »

Aussi, M. Van den Heuvel propose-t-il la rédaction suivante, qui définit le concubinage ouvrant l'action en recherche comme notoire et ayant perduré pendant toute la période légale de la conception : La recherche de la paternité est admise... « s'il est de notoriété que le père prétendu a vécu maritalement avec la mère depuis le trois-centième jusqu'au cent-quatre-vingtième jour avant la naissance ».

Quel sera le résultat de ce système ? répondent au ministre de la Justice, MM. Colaert et Carton de Wyart qui furent deux des plus énergiques défenseurs du projet de la section centrale (1), ce sera d'écarter la recevabilité de l'action dans la majorité des cas et précisément dans les cas les plus odieux.

S'il est nécessaire que le concubinage ait duré pendant les quatre mois qui composent la période légale de la conception, pour que la recherche soit admissible ; il suffira que l'homme qui a séduit une jeune fille et vit maritalement avec elle, la quitte, au cours de la période de la conception, en s'apercevant qu'elle est enceinte, pour que l'action soit refusée à l'enfant qui naîtra de cette liaison.

Au reste, le terme concubinage, que le dictionnaire de l'Académie présente comme indiquant l'état d'un homme et d'une femme qui vivent ensemble maritalement, sans être mariés, paraît suffisamment clair

1. Voy. Discussion à la Chambre, n^{os} 26 et 31.

au rapporteur. Il suffit que cet état ait duré un certain temps. Ce sera l'œuvre du juge d'apprécier librement si la durée du concubinage a été suffisante pour faire présumer la fidélité de la mère, présomption d'ailleurs réversible.

M. Van den Heuvel retourne facilement contre ses contradicteurs l'argument qui lui a été opposé. « Ne peut-on pas craindre tout aussi bien, répond-il, qu'une femme, s'apercevant qu'elle est enceinte des œuvres d'un homme avec qui elle n'a pas cohabité habituellement, n'essaie de tirer parti de la situation et réussisse à cohabiter ostensiblement avec un autre homme, possédant des ressources, et à qui elle pourra, après la naissance de l'enfant, imputer la paternité de celui-ci ? Ou bien encore ne peut-on pas craindre que, délaissée par un jeune homme de grande fortune, la femme mécontente, et ayant noué des relations secrètes avec un autre, ne cherche, le jour de la naissance venu, à obliger son premier amant à accepter le fardeau d'une paternité qui ne lui appartient pas ? »

Si les raisons données par M. Van den Heuvel ont convaincu l'assemblée, du moins n'a-t-il pas obtenu sur ce point une majorité très imposante, car son amendement ne fut adopté que par 60 voix contre 58.

Nous souscrivons, pour notre part, bien volontiers à la modification apportée au texte de la section centrale. Si le mot concubinage, suffisamment explicite,

ne nous paraît guère prêter à équivoque, nous estimons en revanche que, seul, le fait que cette union illégitime a duré pendant toute la période légale de la conception peut permettre qu'elle soit prise en considération pour la déclaration de paternité. Certes, les inconvénients indiqués par le rapporteur sont réels, mais, mieux vaut encore qu'un enfant ne puisse trouver son père — les institutions d'assistance sont là pour lui venir en aide — que d'adopter un article de loi permettant qu'un homme se voie attribuer une paternité dont il n'y a pas de raisons suffisantes pour le déclarer l'auteur. La fille-mère réussira souvent à cacher à son amant, durant la période de la conception, ses espérances de maternité, et ainsi elle évitera de se voir délaissée. L'homme est sans armes contre les louches intrigues prévues par M. le ministre de la Justice.

L'autre modification, apportée par la Chambre des représentants à l'énumération des cas dans lesquels la recherche de la paternité sera autorisée, est relative, avons nous dit, à la séduction qualifiée.

La proposition de loi élaborée par la section centrale prévoit que la séduction ne sera une cause de recherche de la paternité, qu'autant qu'elle aura été accomplie par promesse de mariage, abus d'autorité ou manœuvres frauduleuses. Il semble, à bon droit, dangereux, au gouvernement, de prévoir l'abus d'autorité comme un des faits pouvant qualifier la séduc-

tion ; cette mention lui paraît superflue et équivoque (1).

Superflue : car de deux choses l'une, ou bien l'abus d'autorité consistera en menaces ou violences, et alors il rentrera dans les cas prévus au paragraphe 4, ou bien il consistera en manœuvres frauduleuses. On ne voit pas bien comment, en dehors de ces deux cas, il pourrait y avoir abus d'autorité.

Équivoque : car il est à craindre que l'exercice de l'autorité soit confondu avec l'abus de l'autorité et que, dès qu'il y aura eu séduction de la part d'une personne pourvue d'autorité, on ne soit tenté de dire que la séduction a eu lieu par abus d'autorité. L'abus d'autorité, paraissant difficile à définir en dehors des violences, menaces et manœuvres frauduleuses, il est préférable d'éviter de classer les citoyens en deux catégories : ceux qui ont une certaine autorité et ceux qui n'en ont pas, les premiers se trouvant dans une situation qui, *ipso facto*, les exposerait à toutes les tentatives de chantage.

Il nous paraît que la cause contraire a été plaidée avec plus de sentimentalisme que de logique par MM. Carton de Wyart, Pirard et Mabilie (2). L'abus d'autorité leur paraît, au contraire, bien distinct de l'autorité et aussi des manœuvres frauduleuses ; il peut

1. Voy. Discussion à la Chambre, n° 33.

2. Voy. Discussion à la Chambre, 31, 38, 51.

se caractériser par mille agissements qui n'ont pas le caractère dolosif et mensonger des manœuvres frauduleuses. Ce sera, explique M. Mabile, les différents procédés dont un patron ou un contremaître peut user pour faire faiblir la volonté d'une ouvrière : lui imposer des travaux plus pénibles, prendre à son égard des mesures de rigueur, la frapper d'amendes, toutes façons d'agir qui sont couvertes par le règlement !

C'est précisément pour prouver ces procédés qu'il nous paraît que la confusion serait facile, et que le patron, qui n'aurait fait qu'user de son autorité, pourrait être aisément taxé d'en avoir fait abus. « Le cœur a ses raisons que la raison ne connaît pas » et il serait à craindre que la situation d'infériorité où se trouve l'ouvrière, vis-à-vis du patron, n'émeuve la pitié du juge et ne l'amènât à mal interpréter une attitude souvent parfaitement correcte, et à voir une séduction par abus d'autorité dans une simple séduction *blandis orationibus*.

La Chambre ne semble pas avoir fait beaucoup de difficultés pour se ranger à cette manière de voir et l'amendement en ce sens, présenté par M. Mabile, qui a fini par se rallier à l'avis du ministre de la Justice, après l'avoir combattu, est adopté (1).

Le même amendement dispose que le commen-

1. Voy. discussion à la Chambre n^o. 60.

cement de preuve par écrit, nécessaire pour que la preuve de la séduction soit admise, sera, non pas, comme dans le projet primitif, celui de l'article 324, mais celui de l'article 1347, et il supprime la possibilité d'user de présomptions ou indices résultant de faits dès lors constants pour suppléer au commencement de preuve par écrit.

Enfin, sur la demande de MM. Mabillet et de Sadeleer le gouvernement présente et fait adopter un amendement consacrant que la demande sera rejetée s'il est établi que, pendant la période légale de la conception, la mère a eu des relations avec un autre individu ou était d'une inconduite notoire, ceci sans préjudice aux autres moyens de défense ; par contre, tombe l'article 2 de la proposition de loi, qui était ainsi conçu : « Après avoir constaté l'existence des conditions auxquelles la recherche de la paternité est admissible aux termes de l'article 1^{er}, le juge décide suivant les circonstances si l'enfant a pour père celui qu'il réclame. » L'existence de cet article avait seule empêché la section centrale d'incorporer à son texte le principe de *l'exceptio plurium concubentium*.

Si des changements en somme assez importants ont été apportés à la fixation des cas où l'action sera accordée, la Chambre est, au contraire, restée fidèle au système de la section centrale, touchant les effets produits par la filiation judiciairement déclarée. Nous avons donc raison de dire que l'économie générale

du projet n'a pas subi d'atteinte sérieuse, au cours des discussions devant la Chambre des représentants.

Un effort a cependant été tenté pour aboutir à un résultat entièrement différent. M. de Sadeleer en est l'auteur (1).

L'honorable parlementaire oppose les deux situations : celle où le père a volontairement reconnu un enfant comme étant né de ses œuvres, celle où cette paternité a été judiciairement déclarée, bien que, ayant des doutes sérieux sur la filiation du demandeur, le prétendu père n'ait cessé jusqu'au bout de protester contre la qualité qu'on a fini par lui attribuer. Ce sont là deux conditions complètement différentes et qu'il est très dangereux de vouloir assimiler. M. de Sadeleer ne peut admettre sans répugnance qu'un enfant puisse s'introduire de force dans une famille, malgré la volonté de celui qu'il accuse d'être son père. Si le prétendu père est marié, l'enfant pourra par le jeu d'une rectification d'état civil, consécutive au jugement de déclaration de paternité, porter le même nom que la femme et les enfants légitimes du défendeur ; que le jugement soit antérieur au mariage, ou postérieur à sa dissolution, et il pourra se présenter à la succession du père déclaré et faire valoir ses droits successoraux contre les descendants

1. Voir Discussion à la Chambre, n^{os} 43, 73.

légitimes. Et tout celà, encore une fois, alors que le père se sera défendu jusqu'au bout, protestant au nom de sa conscience et alléguant à l'appui de ses récriminations les motifs impérieux qu'il a de ne pas se croire le père, motifs dont il est souvent impossible d'apporter une preuve. Une telle solution paraît à M. de Sadeleer un grave danger social, aussi, rappelant les législations étrangères où en pareil cas le droit de l'enfant se borne à des aliments, il demande à la Chambre de réserver au seul cas de la reconnaissance volontaire les droits que le Code civil attribue aux enfants légalement reconnus ; les effets de la filiation naturelle vis-à-vis du père, reconnue en justice, ne donnant naissance qu'à une créance d'aliments qui serait calculée d'après la règle de l'article 208 du Code civil. Seule la volonté du père, exprimée dans la forme authentique, pourrait produire des effets plus étendus.

Il y a là, on le voit, une application de la théorie de M. Ambroise Colin, que nous exposons plus haut, et selon laquelle, seule, la volonté du père pourrait créer le titre de famille entre lui et son enfant.

Mais M. de Sadeleer avait à faire à trop forte partie, et, d'avance, le siège de la Chambre était fait. Maintes fois, au cours de la discussion, il avait été bien spécifié que nulle différence ne serait faite au point de vue des effets, et que la solution de la Chambre serait à ce sujet celle admise sous l'empire du Code

civil, et non celle adoptée par nombre de législations étrangères (1). N'est-ce pas M. Van den Heuvel qui a déclaré que le projet de réforme voté par la Chambre est conçu « dans la même architecture juridique que le Code civil (2) ». L'amendement proposé par M. de Sadeleer n'obtient donc aucun succès.

Aucun succès non plus pour la proposition émise par M. Hoyoïs, suivant laquelle l'enfant dont la filiation résulterait d'une reconnaissance judiciaire ne pourrait porter le nom de son père (3). Nous ne voyons pas bien quelle serait la situation hybride d'un enfant, qui, ayant tous les droits d'un enfant reconnu, vis-à-vis de son père, se verrait néanmoins ôter la possibilité de porter son nom.

La Chambre des représentants persiste donc dans sa manière de voir. Bien plus, alors que le projet de loi restait muet sur les effets qui suivront le jugement déclarant la paternité — le rapporteur ayant déclaré qu'aucun doute ne pouvait exister à ce sujet et que la section centrale avait entendu se ranger au système adopté sous l'empire du Code civil — la Chambre croit utile de donner sur ce point plus de précision au texte ; aussi, adopte-t-elle, sur la proposition du

1. Voy. notamment Discussion à la Chambre, nos 11 et 16.

2. Voy. Discussion au Sénat, n° 164.

3. Voy. Discussion à la Chambre, n° 87.

gouvernement, un article 342 *ter* qui consacre de façon nette la solution par elle adoptée (1).

Cet article est ainsi conçu :

« Le jugement qui déclare la filiation naturelle produit les mêmes effets que la reconnaissance. »

1. Voy. Discussion à la Chambre, n^{os} 73, 87.

CHAPITRE IV

La solution adoptée par le Sénat belge

Le projet de loi voté par la Chambre ayant été transmis au Sénat, y fut examiné et discuté, d'abord au sein de la Commission de la justice, et ce projet remanié, ou, pour être plus exact, le nouveau projet élaboré par cette commission, fait l'objet d'un rapport remarquable de M. le comte Goblet d'Alviella.

Il s'est produit, comme le dit M. J. Champcommunal (1), « un véritable coup de théâtre » et le texte de loi adopté par la Chambre des représentants a été bouleversé de fond en comble. A part le cas où l'enfant aura, pour prouver sa paternité, invoqué la possession d'état — que la Commission de la justice assimile à la reconnaissance volontaire et qui, prouvée en justice, en produira tous les effets —, à part, disons nous, cet unique cas, l'action par laquelle l'enfant recherchera son père ne lui donnera à l'égard de celui-ci qu'une créance alimentaire.

1. J. Champcommunal, *op. cit.* p. 16

Dès le début de son rapport, l'auteur indique le but et le sens de la solution admise par la Commission de la justice. Elle a obéi à des considérations d'ordre pratique et, sans s'attarder à creuser la question complexe de la filiation de l'enfant naturel, elle a voulu s'occuper surtout de venir en aide à l'enfant et à la mère en leur assurant des secours indispensables.

Cinq intérêts, dit le rapporteur, étaient à concilier dans l'élaboration d'une législation organisant la recherche de la paternité.

1° L'intérêt de l'enfant qui a le droit d'être nourri et élevé aux frais de ceux qui sont tenus pour responsables de sa naissance ;

1° L'intérêt des familles qu'il s'agit de ne pas atteindre à la légère dans leur unité, leur patrimoine et surtout leur considération ;

3° L'intérêt, non pas, comme on l'a dit dans la chaleur de la discussion, des séducteurs, mais de tous les citoyens qu'il importe de garantir contre des procès vexatoires et scandaleux, nulle part plus à craindre qu'en cette matière ;

4° L'intérêt social, qui consiste à ne pas affaiblir l'institution du mariage en attribuant les mêmes effets aux unions libres qu'aux unions légitimes.

A quoi il convient d'ajouter :

5° L'intérêt de la femme, laquelle possède des droits au moins pécuniaires contre celui qui lui a imposé

les charges de la maternité, en outre des réparations exigibles pour les dommages qui ont pu lui être causés illicitement.

A l'intérêt des familles, ainsi qu'à l'intérêt social et à la sauvegarde de la tranquillité des citoyens, le Code Napoléon a pourvu par la prohibition de l'article 340, mais cet article trop radical néglige complètement les intérêts cependant primordiaux de la mère et de l'enfant.

A l'issue du vote du projet de loi par la Chambre des représentants, M. Van den Heuvel, ministre de la Justice, avait envoyé en Allemagne un fonctionnaire de ce ministère, M. Michel Halewyck, pour y étudier sur place les dispositions du nouveau Code civil Allemand sur la recherche de la paternité et se renseigner sur les résultats que paraissaient devoir produire son application. La Commission de la justice paraît avoir été très frappée des conclusions du rapport de M. Halewyck.

Il n'est pas hors de propos de signaler les différences profondes qui existent entre le système de législation du Code civil allemand, touchant le sort de l'enfant naturel, et celui du Code civil français ou de la loi belge.

La base essentielle du régime allemand consiste dans la différence entre les effets produits par le lien de filiation établi, suivant qu'il s'agit du lien unis-

sant la mère à l'enfant ou de celui qui existe entre lui et son père (1).

D'une part « l'enfant illégitime dans les rapports avec sa mère et avec les parents de sa mère a la situation juridique d'un enfant légitime » (art. 1705 du Code civil allemand). Cette assimilation à un enfant légitime n'existe pas seulement — nous insistons sur ce point — dans les rapports entre la mère et l'enfant, mais dans les rapports de celui-ci avec la famille de sa mère. C'est dans sa famille maternelle qu'il jouit de la situation d'un enfant légitime.

D'où il résulte que l'enfant, placé sous la garde de sa mère, éduqué par elle, portera son nom de jeune fille à moins qu'il ne prenne celui du mari de sa mère, ce qui est possible, moyennant une déclaration authentique du parâtre. Cet état de choses ne crée d'ailleurs aucun lien juridique entre le parâtre et l'enfant.

A moins que l'enfant ait pu faire condamner son père naturel à lui servir une pension alimentaire, son entretien sera assuré par sa mère et, à défaut, par les parents de celle-ci. Enfin il vient au rang d'enfant légitime, et en qualité d'héritier réservataire, à la

1. Voy. Michel Halewyck. *La recherche de la paternité et la condition des enfants naturels en Allemagne*, Bruxelles, 1906. Voy. aussi la thèse de M. Pierre Fournier : *La recherche de la paternité naturelle d'après les récentes discussions* (Paris 1911) qui consacre d'assez longs développements à la législation allemande.

succession de sa mère et de ses ascendants maternels.

Cependant la mère n'a ni l'administration ni la jouissance légale. L'enfant sera pourvu d'un tuteur datif (art. 1173).

Toute autre est la situation de l'enfant par rapport à son père. Un seul des effets de la parenté se manifeste entre eux ; il réside dans l'empêchement au mariage qui existe entre enfants du même père, bien qu'ils ne soient pas issus de la même mère. A part celà, l'enfant a, vis-à-vis de son père, la qualité d'un créancier alimentaire. Le père n'a aucun des attributs de la puissance paternelle, en revanche l'enfant n'a aucun droit à la succession.

Par contre « le père de l'enfant illégitime est tenu de fournir, jusqu'à l'accomplissement de la seizième année de l'enfant, l'entretien conforme à la position sociale de la mère. Cet entretien comprend tous les besoins de la vie, ainsi que les frais de l'éducation et de la préparation à la profession ». En outre si, à l'expiration de la seizième année, l'enfant se trouve, par suite d'infirmités, incapable de subvenir à ses besoins, le père devra continuer à y pourvoir.

De son côté, la mère pourra réclamer une indemnité pour les dépenses nécessitées par la grossesse et l'accouchement ainsi que pour son entretien pendant les six semaines qui suivent le jour de la naissance de l'enfant.

Enfin, un point surtout est extrêmement important

à noter, c'est que les droits de l'enfant ne peuvent résulter d'une reconnaissance volontaire faite par le père. Si cette reconnaissance a eu lieu elle ne pourra suppléer la déclaration de paternité prononcée par le juge. Son seul effet sera d'ôter au père la faculté d'invoquer l'*exceptio plurium*, tous autres moyens de défense ou d'exception lui restant permis pour défendre à l'action de paternité alimentaire.

Nous avons raison de dire qu'il existe une différence profonde entre l'esprit de la législation belge et celui de la législation allemande. Et on ne peut pas dire que celle-là ait été calquée sur celle-ci. Un point semble avoir spécialement attiré l'attention du Sénat belge et l'avoir séduit : borner les effets de la paternité judiciairement déclarée à une créance alimentaire. Cette solution est, pour lui, le terrain où se pourront concilier les différents intérêts qui se trouvent en antagonisme.

Reste à fixer les cas dans lesquels cette action en recherche de paternité pourra être exercée.

Que fait la loi allemande ? Elle déclare père de l'enfant celui qui a eu des relations sexuelles avec la mère pendant l'époque de la conception, « celui qui a cohabité avec la mère pendant l'époque de la conception » : ici le mot cohabiter peut s'appliquer à un rapport sexuel même isolé ; pour prouver ces relations sexuelles, la loi n'énumère pas les modes de preuve qui seront admis : en face des moyens invo-

qués par la demande, le juge statuera. Elle prévoit par contre deux exceptions dont le prétendu père pourra user : l'*exceptio plurium*, celle d'impossibilité. L'exception basée sur l'inconduite notoire de la mère n'est pas admise.

La Commission de la justice du Sénat belge préfère se servir, sur ce point, des éléments qu'elle trouve dans le projet de loi qui lui a été soumis par la Chambre et son procédé consiste, d'une part, à restreindre à une créance alimentaire les effets de la paternité judiciairement recherchée, d'autre part, à reprendre, pour l'admission de cette action de paternité alimentaire, les cas qui avaient été admis par la Chambre, en les élargissant et en rendant leur preuve plus facilement admissible.

Enfin, sur le modèle de la loi allemande, elle reconnaît à la mère une action en remboursement des frais de gésine, n'excluant pas l'action basée sur l'article 1382 que lui accorde la jurisprudence.

Voici les articles qui consacrent cette solution :

Article 340. — La recherche de la paternité est interdite.

Toutefois elle est admise quand il y a possession d'état d'enfant naturel dans les conditions prévues par l'article 321.

Article 340 bis. — L'enfant naturel peut réclamer de celui qui a eu des relations avec sa mère pendant la période légale de la conception une contribution

annuelle aux charges de son entretien et de son éducation jusqu'à l'âge de dix-huit ans accomplis.

La preuve de ces relations ne peut résulter que de l'une des circonstances suivantes :

1° De leur aveu dans des actes ou écrits émanés du défendeur.

2° De leur caractère habituel et notoire.

3° De l'enlèvement, de la détention ou de la séquestration arbitraires, du viol ou de l'attentat à la pudeur consommé sans violence sur la personne d'une fille de moins de 14 ans accomplis.

4° De la séduction de la mère par promesse de mariage, manœuvres frauduleuses et abus d'autorité.

Article 340 ter. — Dans les cas prévus par l'article précédent, la mère a droit aux frais d'accouchement ainsi qu'à son entretien pendant les quatre semaines qui suivent la délivrance, sans préjudice des dommages-intérêts qui peuvent lui être dus par application de l'article 1382.

Le rapporteur développe avec abondance les avantages qu'une telle solution paraît comporter (1). D'abord, elle respecte les principes primordiaux du droit, qui veulent que la famille soit basée sur le mariage : refuser d'étendre à l'union libre la présomption de paternité qui existe dans le mariage, c'est respecter ces principes ; la loi n'admèt que trois exceptions à

1. Voy. *Rapport au Sénat*, n° 95.

cette règle : l'adoption, la légitimation, la reconnaissance authentique. Aux yeux du Sénat, seule la possession d'état mérite d'être assimilée à la reconnaissance volontaire.

Grâce à la limitation du droit de l'enfant à une créance alimentaire, le bénéfice de la loi est accordé à un bien plus grand nombre d'enfants. Alors que, suivant le texte de la Chambre, le concubinage de la mère avec le prétendu père était exigé pendant toute la période légale de la conception, pour donner lieu à l'action, dans le système du Sénat l'acte sexuel, même isolé, prouvé par écrit, ouvrira l'action alimentaire ; le caractère habituel et notoire des relations charnelles sera aussi une preuve suffisante ; de plus, la séduction qualifiée pourra être prouvée par témoins, sans que soit exigée l'existence d'un commencement de preuve par écrit. Enfin, l'action pourra être intentée sans qu'il soit nécessaire qu'il y ait eu condamnation préalable, en cas d'enlèvement, viol, etc. Plus facile et plus fréquent sera donc le succès des revendications de l'enfant.

Qu'y perdra-t-il ? le droit de porter le nom de son père ? Satisfaction toute platonique et qui, d'ailleurs, ne fait qu'accroître l'exaspération de la famille où l'enfant sera vu d'un fort mauvais œil. Le droit d'entrer dans la famille de son père ? Mais quelle situation y obtiendra-t-il, alors que le jugement qui l'y place sera regardé par elle comme une flétrissure, dont on

lui fera chèrement payer l'humiliation. Il y a bien le droit de succession, mais, la plupart du temps, la règle de l'article 337 l'empêchera d'en profiter, et d'ailleurs, le père qui se sera vu, contre son gré, imposer une paternité douteuse saura bien s'arranger pour dénaturer son patrimoine au point de frustrer l'enfant de tout ou partie de ses droits.

Enfin, tandis que la jurisprudence n'accorde à la mère de dommages intérêts qu'autant qu'il y a eu fraude, faute grave ou engagement formel du père réputé, le texte du Sénat oblige le défendeur, reconnu débiteur alimentaire de l'enfant, à payer à la mère une indemnité, même dans le cas où il n'y aurait pas lieu à des dommages-intérêts fondés sur l'article 1382. En vain a-t-on objecté que, dans l'absence d'une faute pouvant justifier l'application de cet article, la mère, se trouvant partager la responsabilité du père, serait mal venue à réclamer un secours personnel. Le législateur pense avoir fait œuvre d'humanité en tenant compte « de l'incapacité de travail, des souffrances et des dangers physiques, voire du discrédit moral que la femme est seule à supporter ».

Le projet élaboré par la Commission de justice consiste donc à créer, en face de la reconnaissance volontaire, qui produit des effets de droit fixés par le Code, deux actions au profit de l'enfant naturel ; il pourra exercer l'une ou l'autre suivant les faits qu'il invoquera à l'appui de ses prétentions. Les base-t-il

sur les faits caractérisant la possession d'état, alors il est nanti de l'action en recherche de paternité qui sera suivie des mêmes effets que la reconnaissance volontaire ; vient-il au contraire faire au prétoire la preuve d'un des autres faits prévus par la loi, il ne pourra résulter de cette administration de preuve qu'une créance alimentaire dont il sera titulaire vis-à-vis du défendeur.

Ce n'est donc pas, à proprement parler, le système de la volonté du père, créatrice d'un lien de famille, mise en face de la preuve de filiation naturelle ne donnant naissance qu'à une obligation de subsides matériels. Et cependant, il semble bien que cette façon de concevoir le problème ait hanté, de façon inconsciente, l'esprit du législateur. Ainsi nous voyons le rapporteur au Sénat s'étonner que l'on puisse vouloir « introduire l'enfant de force au foyer du père » ; d'autre part, ne propose-t-il pas de libeller ainsi l'intitulé de la section II, chapitre III, titre VII du premier livre du Code civil : « Des enfants naturels reconnus et non reconnus » mais, sans doute n'est-ce là qu'une application de l'habitude qui a été prise de désigner par le terme d'enfants légalement reconnus, aussi bien ceux dont la filiation résulte d'une recherche en justice que d'une reconnaissance, catégorie qui s'oppose à ceux qui n'auront qu'une situation de créanciers alimentaire. C'est aussi le rapporteur qui cite une phrase de Demolombe, d'après lequel :

« La possession d'état est une reconnaissance continue, persévérante de tous les jours, de tous les instants et offrant ainsi au plus haut point toutes les garanties possibles de liberté et de sincérité. »

La possession d'état ne serait-elle donc qu'une sorte de reconnaissance non authentique ? Mais alors, pourquoi ne pas lui faire produire *ipso facto* les effets attachés à la reconnaissance ? Pourquoi exiger une preuve en justice ? Ne serait-il pas plus logique de considérer l'enfant naturel comme légalement reconnu, lorsqu'il jouit d'une possession d'état qui n'est pas contestée. C'est justement le système de Demolombe.

La Commission de la justice n'a pas cru devoir l'adopter, parce qu'il arrive trop fréquemment que la possession d'état ne corresponde pas à la réalité, et qu'il n'est pas absolument rare qu'un enfant soit élevé au foyer d'un homme qui n'est pas son père, et dont cependant il porte le nom.

D'ailleurs, après le texte de Demolombe ci-dessus mentionné, le rapporteur cite une phrase de Duveyrier qui qualifie ainsi la possession d'état : « Cette démonstration est la plus puissante qu'on puisse s'imaginer. »

La possession d'état est la démonstration la plus puissante de la paternité : telle est bien en définitive la raison déterminante qui a agi sur le Sénat et c'est

1. Demolombe, *Cours de Droit civil*, t. III, n° 473.

parce que, dans ce domaine de l'incertitude qu'est la paternité, la possession d'état et les éléments qui la composent lui paraissent la preuve la plus sûre, qu'il a jugé bon de lui faire une place à part.

La Commission de la justice avait adopté par six voix contre une le projet présenté aux discussions de la haute assemblée. Il appartenait au membre dissident de soutenir, au cours des débats, la thèse contraire. M. de Mot, s'étant révélé comme l'antagoniste du système qui consiste à borner le droit de l'enfant à une créance alimentaire, défendit éloquemment le projet de loi voté par la Chambre (1). Les droits d'un enfant envers son père sont, pour lui, toujours les mêmes. « L'enfant naturel, vis-à-vis de la nature, de l'humanité, a, dit-il, les mêmes droits que l'enfant légitime ». Si ces droits peuvent varier en étendue, du moins ne doit-on jamais les borner à une créance alimentaire, il faut que la reconnaissance forcée entraîne les mêmes conséquences que la reconnaissance volontaire, c'est-à-dire le nom, la filiation et les droits successoraux. C'est aussi l'opinion de M. Van den Heuvel qui s'élève contre l'introduction, dans un code de conception française, de dispositions empruntées à une législation germanique (2). Si le projet du Sénat accorde des droits à un plus grand nombre de béné-

1. Discussion au Sénat, n^{os} 141, 142, 143.

2. Discussion au Sénat, n^o 164.

ficiaires, il ne le fait qu'en portant atteinte à la conception morale que l'on doit se faire de la paternité, laquelle impose des devoirs de tous genres « obligations pécuniaires, obligations d'assistance et d'éducation, de direction et de protection ».

Enfin, M. de Mot ajoute que l'argument invoqué par M. le comte Goblet du respect des droits de la famille ne porte pas, car, la plupart du temps, lorsqu'un enfant naturel vient au monde, la famille légitime du père n'existe pas encore ; on ne peut donc lui porter tort. A cela il est facile de répondre que ce qui est à craindre, en attribuant à l'enfant né d'un commerce illégitime des droits analogues à ceux de l'enfant légitime, ce n'est pas tant de porter tort aux intérêts de telle ou telle famille légitime, mais bien de diminuer la supériorité de la famille légitime par rapport à l'illégitime et de nuire, partant, au bon ordre de la société, à sa solide organisation, dont la famille légitime est l'institution primordiale.

MM. Goblet d'Alviella, Picard, Braun défendent leur système, toujours en se basant sur les avantages pratiques qu'il présente, en insistant sur l'inconvénient qu'il y a, à vouloir imposer un enfant à une famille qui n'aura pour lui aucun sentiment d'affection, et sur le profit qu'il y a à restreindre les droits de l'enfant naturel pour pouvoir les octroyer à un plus grand nombre. Ils ajoutent que tel est non seulement l'intérêt des enfants naturels, mais aussi celui

de leurs mères qui, aidées des subsides du père, pourront élever l'enfant en toute liberté, le garder, l'entourer de leur tendresse, au lieu d'être obligées de partager les soins de l'autorité maternelle avec un père qui a renié sa paternité, et auquel on a dû imposer les charges qui en découlent.

Des féministes en vue ont été consultées à ce sujet, elles ont été unanimes à approuver la conception de la Commission de la justice du Sénat (1). « La plupart des mères, dit M^{lle} Marie Parent, présidente d'une des unions féministes les plus importantes de Belgique, ne demanderont pas mieux que de garder leurs enfants, à condition qu'on les aide à les élever. » Une autre féministe, M^{me} Gilain, déclare : « Si les femmes avaient eu voix au chapitre, elles auraient fait un autre projet que celui de la Chambre : elles ont, avant tout, en ce qui les concerne, l'esprit des nécessités pratiques. Ce sont des mères, des ménagères, en même temps que des citoyennes ; qu'on leur laisse l'enfant, comme le propose la Commission du Sénat, avec le soutien nécessaire à son éducation. Voilà la bonne formule. »

Nul ne saurait contester que, sur semblable matière, l'avis des femmes mérite d'être pris en considération.

La discussion fut plus particulièrement chaude et intéressante sur la question de savoir sur quel fon-

1. Voy. : Discussion au Sénat, n° 167.

dement juridique s'établit l'action alimentaire accordée à l'enfant dans les cas où l'action en recherche de paternité lui est refusée.

Le rapporteur lui donne pour base la notion du risque de paternité.

L'introduction de cette théorie du risque dans la matière qui nous occupe est un emprunt à la doctrine suisse. Cette conception a fait l'objet de copieux développements dans un rapport présenté le 1^{er} octobre 1888 par M. le professeur Menthan, lors d'une réunion à Neuchâtel de la Société suisse de juristes. Il propose de faire usage, pour baser l'action de paternité alimentaire, de cette notion du risque, déjà utilisée dans les lois sur la responsabilité des chemins de fer, des patrons d'établissements industriels, dans celles qui concernent l'abordage des navires, etc...

« Lorsque des forces particulièrement dangereuses sont mises en jeu, les accidents survenus dans le champ d'activité de ces forces sont considérés comme causés par elles, sans qu'il soit nécessaire de prouver un rapport de cause à effet entre ces forces et l'accident, et celui qui met en jeu ces forces-là est responsable des accidents survenus, *ipso jure*, à moins qu'il ne dégage, lui, défendeur, sa responsabilité par une preuve stricte et positive. »

L'acte sexuel étant la mise en jeu de la plus puissante des forces naturelles, l'homme doit supporter la conséquence possible : la naissance d'un être hu-

main. L'enfant dira à l'homme qui eût des relations avec sa mère à l'époque de sa conception : « Je ne peux pas établir que vous êtes mon père, mais j'ai établi que vous avez fait tout ce qui est en vous pour l'être ; vos œuvres sont telles qu'il est possible que j'en sois le fruit ; conséquemment, j'exige que vous me fournissiez des aliments (1). »

Le projet du Sénat avait été présenté à l'Assemblée par le comte Goblet d'Alviella, mais la paternité en avait été publiquement attribuée, à la tribune, à un des membres de la Commission de la justice M. Picard. Celui-ci l'ayant volontairement et ostensiblement reconnue comme sienne, ne pouvait manquer de défendre tant cette action en paternité alimentaire, que la théorie suivant laquelle la notion du risque lui était assignée pour base. Il l'a fait de façon infiniment spirituelle et ingénieuse, comparant la législation des accidents du travail avec celle en discussion. Le fait qu'un individu a sciemment couru le risque de donner le jour à un être lui paraît suffisant pour qu'il soit tenu de subvenir, au moins pour partie, à ses besoins, la responsabilité du risque se partageant entre les deux personnes, homme et femme, qui l'ont encouru.

L'orateur paraît, au reste, résigné à voir parfois condamner à des aliments un individu qui ne sera

1. Pr Menthan, *Loc. cit.*, p. 12 et 13. Discussion au Sénat, n° 202.

pas le père. Il termine son plaidoyer pour la théorie du risque par cette comparaison, qu'on ne peut lire sans un mouvement de stupéfaction : « Quand il y a une manifestation dans une ville, il est des gens qui la font et d'autres qui vont la voir. Quelquefois, la police empoigne les uns et les autres, celui qui manifeste et celui qui ne fait rien du tout, et les mène au bloc ! De même le séducteur se met dans une situation qui l'expose au risque de devoir subir la dette alimentaire. N'est-ce pas une faute suffisante pour justifier la réparation que l'ordre social demande ? »

Abstraction faite des dangers que présente l'application d'une telle théorie, nous avouons ne pas bien comprendre comment on peut parler de risque, dans une espèce où il s'agit de savoir si tel être a été créé par les œuvres de tel autre. L'idée du risque n'est applicable qu'autant que coexistent deux individus dont l'un expose l'autre à un danger ; c'est précisément le cas des accidents. Dans notre hypothèse, il n'en peut être ainsi : ou bien l'enfant était déjà conçu lors des relations sexuelles du défendeur avec la mère du demandeur, et alors celui-là n'est pas le père, ou bien l'enfant n'était pas encore conçu, et alors nous n'apercevons pas les deux sujets de droit dont la coexistence est nécessaire au moment où se perpètre l'acte qui est susceptible de faire courir un risque (1).

1. Voy. Champcommunal, *op cit.*, p. 36. Paul Leclercq, *op. cit.*, p. 33.

Au reste, le risque crée une responsabilité qui se partage entre tous ceux qui ont créé ce risque, et le Sénat, en admettant l'*exceptio plurium* au profit de celui qui a eu des relations avec la mère à l'époque de la conception, commet — s'il se réfère à la théorie du risque — une inconséquence grave.

Poussant jusqu'à ses résultats extrêmes le principe, M. de Selys Longchamps (1) proposa de dire : « S'il est établi que la mère a eu simultanément des pareilles relations avec plusieurs hommes, les charges d'entretien et d'éducation seront équitablement réparties entre eux-ci. » Dans le cas d'inconduite notoire de la mère, il attribue à la commune la charge de l'enfant.

Le tolle général qu'excita cet amendement prouve le peu de succès devant l'Assemblée de la théorie du risque et l'exclamation « il ne peut pas y avoir quatre pères ! », lancée d'un des fauteuils, est assez significative.

Enfin les empêchements au mariage que n'avait pas prévus la Commission, mais que le Sénat fixe, entre les enfants du créancier alimentaire et le débiteur de cette pension ou ses enfants (2), démontre encore que le parlement n'adopte pas cette théorie, qui fait reposer l'obligation alimentaire sur une simple possibilité de paternité.

1. Discussion au Sénat, n° 202.

2. Discussion au Sénat, nos 207 et 219, amendement Braun.

Une simple possibilité de paternité ! Comment songer à baser là-dessus d'aussi importantes obligations. Même au point de vue simplement alimentaire, dit M. de Mot, la preuve doit être aussi rigoureuse et aussi parfaite que s'il s'agissait de conférer à l'enfant un droit complet de filiation « si le juge n'a pas une certitude absolue de la paternité, c'est-à-dire de l'obligation née de ce fait, il ne peut pas condamner ».

A quoi M. Braun (1) répond qu'il n'est pas en matière de paternité de certitude possible. Il n'y a jamais que des probabilités. Certes, fonder des obligations sur de simples possibilités de paternité est une thèse en tous points condamnable, mais, à défaut de certitude, on peut exiger que la paternité soit probable, vraisemblable pour lui faire produire des effets de droit.

La vraisemblance de paternité est susceptible de degrés. Comme partout ailleurs elle n'est, dans le mariage, qu'une présomption, mais c'est là qu'elle existe au plus haut degré.

Moindre est la vraisemblance de paternité, dans le cas de filiation paternelle reconnue : « elle repose entièrement sur l'opinion qu'on a soi-même de sa paternité. Tant pis si l'auteur agit en aveugle ! tant mieux s'il lui plaît de ne pas voir » !

Enfin, le degré de probabilité, de vraisemblance

1. Discussion au Sénat, n° 149.

de la paternité le moins solide réside dans le cas où la paternité sera déduite de circonstances quelconques, prouvant que l'acte sexuel a été accompli par tel homme et telle femme, à l'époque de la conception. Il serait insensé et dangereux de reconnaître la même valeur probante, à l'existence de relations sexuelles en dehors de l'union consacrée par la loi, et à la présomption dont le Code énonce le principe dans son article 312.

Cette façon de concevoir les choses paraît plus conforme aux vues de la Commission de la justice et du Sénat. Est-ce à dire qu'on puisse traiter de conception juridique un système qui gradue les effets de la paternité selon le plus ou moins de force des preuves qui l'étayent ? Est-il exact de dire que la paternité soit plus vraisemblable dans le cas de mariage que dans celui de la reconnaissance volontaire ? Nous ne pensons pas qu'il soit besoin de recourir à semblable doctrine, pour attribuer des effets différents à la paternité légitime, et à celle qu'atteste une reconnaissance volontaire.

A tout prendre, on peut se demander s'il n'est pas vain de chercher une explication fondée sur la science du droit pour éclairer la solution du Sénat.

M. Picard, auteur du projet de loi, après avoir, par devoir, et peut-être aussi par dilettantisme, défendu la théorie du risque, se livre à ce sujet à quelques déclarations instructives.

Foin, nous dit-il en substance, des vaines discussions d'école ! Qu'importe la logique des déductions juridiques et la rigueur des solutions ! L'examen des résultats pratiques est mille fois plus important que « le travail malsain du jurisconsulte en chambre ». Le parlement se trouvait en face d'un problème difficile à résoudre, il s'agissait de parer à un mal individuel et à un mal social : triste sort des enfants et des mères, progrès de la séduction et de la dépopulation ; mais il fallait obvier à ces inconvénients en évitant de donner libre cours aux scandales et chantages, et non sans respecter l'ordre social. La loi en discussion devrait être intitulée : « Loi relative à la répression de la séduction et aux réparations dues aux mères et aux enfants naturels abandonnés. » A côté du *strictum jus*, obéissant à un enchaînement de principes rigoureusement établi, le législateur a voulu créer une sorte de droit prétorien, destiné à atteindre le but poursuivi. Il convient donc de se placer sur le terrain de la pratique et d'adopter la solution qui répond le mieux à ses exigences, dût le système adopté prêter le flanc aux critiques des théoriciens du droit.

Peut-être faut-il voir là le mot de la fin, et penser que ce ne sont pas des considérations d'ordre juridique qui ont pesé sur la décision de la Haute Assemblée.

Il est plus sage de croire que ce sont les résultats pratiques espérés, tant au point de vue des intérêts

individuels que du bon ordre social, qui ont décidé le Sénat à donner au projet qui lui était soumis une majorité éclatante : 63 voix sur 65 votants, contre une seule voix dissidente et une abstention.

CHAPITRE V

La solution définitive adoptée par le Parlement belge

Etant donné la différence profonde qui existait entre le projet de loi que la Chambre avait soumis aux discussions du Sénat et celui que le Sénat lui retournait, il était facile de prévoir que des difficultés sérieuses surgiraient, au cours des dernières délibérations, pour l'élaboration d'un texte sur le vote duquel l'accord des deux assemblées pût se faire.

En réalité, l'antinomie entre les deux solutions successivement adoptées était telle, que l'entente fut assez facilement réalisée, chacun des deux organes législatifs sentant la nécessité de céder, sur une partie de ses prétentions, pour que la loi pût être votée. De ce système de concessions mutuelles, il est résulté une sorte de loi hybride, qui ne répond complètement, ni aux conceptions de la Chambre des représentants, ni aux vues du Sénat, et dont le manque d'harmonie et de logique saute aux yeux dès première lecture.

Un nouveau rapport fut présenté à la Chambre par M. Colaert. Rappelant les différences qui existent entre les deux textes successivement adoptés, il énumère les avantages que comporte le système du Sénat et s'attache surtout à montrer les inconvénients qu'il présente : ceux-ci l'emportent sur ceux-là. C'est aussi l'avis de M. Denis auteur d'un amendement à l'article 340 (1).

M. Denis et le rapporteur sont d'accord pour reconnaître que le projet du Sénat remédie à l'abandon et à la misère d'un plus grand nombre d'enfants : moins belle est la situation faite à ceux que va protéger la loi, mais plus nombreuse sera leur troupe. Le projet rend la femme et l'enfant abandonnés complètement indépendants de l'homme qui a refusé de leur venir en aide ; il empêche ce dernier d'arracher l'enfant à sa mère, et, par conséquent, évite à l'enfant de se trouver exposé aux vengeances et à la haine d'un homme, à qui la paternité fut imposée ; enfin, moins de débats irritants auront leur source dans la loi ; les litiges se solutionneront de façon plus paisible et moins scandaleuse.

Mais, ce système n'est, d'après le sentiment de la Chambre, qu'une législation d'expédients, qui accorde trop ou trop peu à l'enfant ; trop si la paternité n'est pas certaine, trop peu s'il est avéré que le défendeur était bien réellement le père du demandeur. Il répu-

1. Voy., 2^e discussion à la Chambre, n^o 247.

gne manifestement à l'Assemblée qu'un père ne soit tenu vis-à-vis de son enfant que de lui assurer l'existence matérielle et ce, seulement jusqu'à l'âge où il sera susceptible, de se tirer d'affaire sans aide. Le reproche essentiel que la Chambre fait au Sénat c'est d'avoir élaboré une loi qui rompe l'harmonie du droit belge, en introduisant, dans sa législation d'origine française, une solution puisée dans le droit germanique.

Toutefois, le rapporteur — au nom de la section centrale — la plupart des orateurs, et aussi le nouveau ministre de la Justice, M. Renkin, qui soutient après M. Van den Heuvel les amendements du gouvernement, insistent auprès de l'Assemblée pour que soit voté le projet du Sénat. Il n'est pas douteux que celui-ci ne cédera point, et n'admettra jamais l'admission d'un projet qui consacre une solution opposée à la sienne. Placée entre l'adoption du système du Sénat et le rejet de tout système, c'est-à-dire le maintien de l'article 340 du Code civil, unanimement condamné, la Chambre des représentants a le devoir d'être conciliante, si elle veut voir aboutir une réforme, depuis si longtemps entreprise et désirée.

Il est cependant deux points sur lesquels la Chambre est décidée à tenir bon et à ne pas se ranger aux vues du Sénat.

Le premier point se rapporte à une question de forme.

Nous avons vu que le Sénat avait maintenu, dans son projet, le principe de prohibition de la recherche de la paternité, auquel n'était d'ailleurs apporté qu'une exception. Il est rappelé à la tribune que c'est précisément pour l'abrogation de ce principe, chargé de tous les inconvénients, que tant de penseurs et d'hommes d'action ont lutté, depuis si longtemps. Le maintenir, en l'occurrence, serait un non-sens. Loin de le reproduire, la nouvelle loi doit se borner à fixer quand la recherche sera admise.

Autre difficulté plus importante : Le Code civil autorise la recherche de la paternité dans le cas d'enlèvement dont l'époque se rapporte à celle de la conception. La Chambre des représentants avait énuméré les autres délits ou crimes, qu'elle assimile au cas d'enlèvement : détention, séquestration arbitraire, viol, attentat à la pudeur consommé sans violences sur la personne d'une fille de moins de 14 ans. Dans tous ces cas, le Sénat n'accorde à l'enfant qu'une action alimentaire. C'est là une véritable rétrogression que la Chambre ne peut admettre. Si, dans un but de conciliation, et pour permettre d'atteindre un résultat qu'il serait impossible d'espérer sans concession mutuelle, la Chambre des représentants est prête à admettre, dans son ensemble, le système du Sénat, du moins, ne peut-elle donner son assentiment à une disposition qui, sous couleur d'organiser la recherche de la paternité précédemment prohibée, en

vient à l'interdire, dans un cas où le Code civil l'admettait. Nul pas en arrière ne doit être consacré, sur ce point, par le législateur moderne. Aussi, précisant le caractère de violence que doit comporter l'enlèvement, pour être pris en considération, la Chambre admet la recherche de la paternité, dans le cas où, pendant la période légale de la conception, il y aura eu « enlèvement par violence, ruse ou menace, détention, séquestration arbitraire ou viol. » L'attentat à la pudeur sur une fille de moins de 16 ans, qui ne comporte pas de manœuvres de violence, est rangé parmi les cas ouvrant à l'enfant l'action en pension alimentaire.

Tels sont les amendements du gouvernement qu'adopte la Chambre des représentants.

Enfin, tandis que le texte du Sénat, dans son article 340 b, prévoyait de la part du père une contribution à l'entretien de l'enfant, le texte de la Chambre dit que le défendeur sera condamné à une pension. Nous aurons ultérieurement l'occasion de constater que cette modification dans la formule n'allait pas à l'encontre des intentions du Sénat.

Le Sénat, devant qui revient le projet de loi ainsi amendé, n'était pas moins désireux que la Chambre de voir s'accomplir enfin la réforme, si patiemment élaborée, et de voter définitivement son texte, fût-il un peu différent de celui qu'il avait conçu.

Sur l'instigation de la Commission de la justice,

dont le dernier rapport conclut à un vote conforme, les amendements de la Chambre sont adoptés. Il est facile de céder sur la question de la suppression du principe prohibant les recherches de paternité, le fond ni l'esprit des dispositions de la loi n'en subissent aucun changement, et il serait désastreux de faire échouer complètement un projet de loi, pour s'entêter à ne pas admettre la recherche de la paternité dans des cas d'application aussi rare que l'enlèvement et autres crimes ou délits à lui assimilés.

Ainsi se fait l'accord aboutissant au texte définitif de la loi.

On le voit, l'histoire des débats devant les organes législatifs belges éclaire singulièrement leur œuvre, et c'est par elle que peut s'expliquer la solution adoptée. Il n'est pas douteux qu'elle choque assez fortement la logique. Tandis qu'il est facile d'apercevoir à quels mobiles a obéi le législateur, en faisant une place privilégiée à la possession d'état, et en la faisant suivre d'effets qui ne seront pas attachés aux autres cas d'où pourrait résulter une preuve de paternité, il est moins facile de comprendre que l'enlèvement, ou autres infractions similaires, soient mis sur le même plan, alors que l'action en recherche de paternité reste l'exception et l'action alimentaire la règle. Va-t-on dire, par exemple, que l'enlèvement ou le viol à l'époque de la conception sont preuves plus efficaces de paternité que l'aveu écrit, ou le concubi-

nage du prétendu père avec la mère, à l'époque de la conception ?

Non. Il faut décidément renoncer à voir un classement logique dans celui auquel se réfère la loi. Le départ fait entre les divers cas pouvant faire présumer la paternité, pour leur attribuer des effets différents, n'est autre chose que la résultante du jeu des institutions parlementaires.

Partis de systèmes opposés, le Sénat et la Chambre des représentants ont dû, pour faire aboutir une réforme à laquelle ils tenaient également, se montrer conciliants et se faire de réciproques concessions. Nous en avons vu le résultat.

Ayant ainsi retracé l'histoire de la loi du 6 avril 1908, sur la recherche de la paternité, il nous reste, avant de conclure, à en examiner compendieusement les dispositions essentielles.

CHAPITRE VI

L'action en recherche de paternité

§ 1. — LES CAS OU LA RECHERCHE DE LA PATERNITÉ EST AUTORISÉE.

Les développements qui précèdent nous dispensent d'entrer, sur ce sujet, dans des détails abondants.

La loi n'autorise l'action en réclamation d'état que dans deux cas exceptionnels. M. Galopin dit avec raison que l'ancien article 340 demeure le principe de la matière (1). Nous n'avions pas tort de dire qu'il s'agissait d'une question de forme, lorsque la Chambre des représentants a refusé que ce principe restât formulé dans la loi ; la rareté des cas où il cesse de s'appliquer le laisse subsister en fait. La formule restrictive : « La recherche de la paternité n'est admise que dans les cas suivants » corrobore cette façon de voir.

La recherche de la paternité est admise, dit l'article 340.-1° « s'il y a possession d'état d'enfant na-

1. Galopin, *op. cit.*, p. 322.

turel dans les conditions prévues par l'article 321 §.

On définit en général la possession d'état par ces trois mots : *nomen, tractatus, fama.*, et ce sont ces trois conditions, réalisant la possession d'état, que précise l'article 321. Il faudra donc que l'enfant, portant le nom du père, soit traité par lui comme son fils au vu et au su de tout le monde, et qu'il ait été reconnu constamment pour tel dans la société.

L'article 321 exige encore une autre condition : c'est que l'enfant ait été « reconnu pour tel par la famille ». Le législateur paraît avoir admis que cette condition était exigible aussi bien en matière de filiation naturelle que de filiation légitime ; outre que le rapport au Sénat cite expressément l'alinéa auquel nous faisons allusion, le rapporteur fait remarquer que la possession d'état « possède même sur la reconnaissance par acte authentique l'avantage d'impliquer « l'adhésion, au moins tacite, de la famille du père ». Admettre une semblable exigence serait rendre à peu près impossible l'application de l'article. La doctrine proteste contre une pareille interprétation. On fait remarquer que l'article 321, placé dans le chapitre relatif à la preuve de la filiation des enfants légitimes, définit la possession d'état comme s'établissant « par une réunion suffisante de faits qui indiquent le rapport de filiation et de parenté entre un individu et la famille à laquelle il prétend appartenir ». La situation est, dans notre hypothèse, toute différente.

Il est admis que l'enfant naturel reconnu n'a de lien de parenté qu'avec ses parents, non avec la famille de ceux-ci. La possession d'état n'est utilisée que pour prouver un lien de filiation existant entre le fils et son père, et non entre le fils et la famille du père. Il paraît donc impossible d'exiger, pour que cette possession d'état soit valable, que la famille du père l'ait consacrée par son assentiment (1). La jurisprudence adopte cette manière de voir. (Trib. Bruxelles, 25 avril 1910, *Paricrisie*, 1910.3.379.)

La possession d'état, ayant commencé dès la naissance de l'enfant, doit avoir duré, depuis lors, de façon constante (l'enfant « a toujours porté le nom du père », « il a été reconnu constamment pour tel dans la société » dit l'article 321). Le rapport au Sénat ajoute que les conditions caractérisant la possession d'état doivent exister encore au moment où est intentée l'action en déclaration de paternité (2). C'est pourquoi le texte de la loi, usant du temps présent, dit : « s'il y a possession d'état ». Toutefois, dans le cas de décès du père, l'article 341 b. permet à l'enfant d'intenter l'action en recherche basée sur la possession d'état, pendant l'année qui suit le décès.

Selon le droit commun, la possession d'état se prouve par tous moyens de droit ; c'est une question de fait laissée à la libre appréciation du juge.

1. Voy. Leclercq, *op. cit.*, p. 16.

2. Rapport au Sénat, n° 105,

La recherche de la paternité est encore admise « si, pendant la période légale de la conception, il y a eu enlèvement par violence, ruse ou menace, détention, séquestration arbitraires ou viol ».

C'est l'exception qu'apportait l'article 340 du Code Napoléon au principe interdisant à l'enfant naturel de rechercher son père. La loi nouvelle la précise et l'élargit en même temps.

L'alinéa de l'article 340 qui réglait le seul cas où la recherche de la paternité fût autorisée était une mine de controverses. Les avis étaient partagés sur le point de savoir si la loi entendait viser seulement l'enlèvement accompli par violence, ou si elle s'appliquait aussi à l'enlèvement perpétré avec le consentement de la femme, ayant volontairement suivi son séducteur. On se demandait également s'il fallait considérer comme seul ouvrant l'action, l'enlèvement d'une fille mineure, le seul prévu par le Code pénal belge, ou si le même effet pouvait être attribué à l'enlèvement d'une femme majeure. Enfin, tandis que certains auteurs voulaient faire entrer le viol dans l'expression « enlèvement », le viol étant un « enlèvement momentané » (1), d'autres, rappelant que le viol avait été prévu dans le projet de l'an VIII à côté de l'enlèvement, et supprimé sur la demande du Premier Consul, enseignaient la solution contraire (2).

1. Demolombe, t. V. n° 491.

2. Planiol, t. I, p. 499.

Le nouvel article 340 met fin à ces controverses. L'enlèvement par séduction n'est pas prévu, seuls les cas d'enlèvement commis avec violence sont considérés comme autorisant l'action. Il a constamment été manifeste au cours des débats que le parlement avait entendu se référer aux infractions prévues par le Code pénal, or ces infractions supposent toutes l'emploi de moyens violents. M. Van den Heuvel, ministre de la Justice, est parfaitement explicite à cet égard et précise assez bien la portée de la loi. Le nouvel article, dit-il, « vise tout à la fois l'enlèvement punissable commis à l'égard de mineures, c'est-à-dire les cas prévus directement par le Code pénal sous la qualification d'enlèvement, et en outre l'enlèvement punissable commis à l'égard de majeures, c'est-à-dire les cas prévus par le Code pénal, sous la qualification de détention et de séquestration arbitraires (1) ». Le viol est formellement indiqué comme permettant d'intenter l'action en réclamation d'état.

La proposition de loi, amendée par la section centrale, exigeait que ces infractions eussent été sanctionnées par une condamnation préalable, et cette exigence a donné naissance à de très vifs débats.

Mettre la loi pénale en harmonie avec la loi civile

1. Discussion à la Chambre, n° 33. V, articles 368 et 434 du Code pénal.

est une bonne mesure. Mais il est dangereux et immoral d'obliger l'enfant à faire condamner son père par la juridiction pénale avant de pouvoir obtenir déclaration de sa filiation ; en sorte que, malgré la plus grande sécurité qu'offre, au point de vue de la preuve, l'exigence d'une condamnation préalable, le parlement n'a pas cru devoir admettre cette solution.

N'aurait-ce pas été en effet fermer l'action à l'enfant dans la majorité des cas ? Quand l'enfant sera majeur, donc en âge d'engager lui-même l'instance, l'action pénale sera prescrite depuis longtemps et il sera sans armes, si le prétendu père n'a pas subi une condamnation pour l'infraction qui motive l'action en réclamation d'état. Il convient d'ajouter que cette condamnation n'existera presque jamais : on comprend qu'une femme ait des scrupules à requérir le secours de la vindicte publique contre l'homme qui l'a rendu mère, et il est vraisemblable que la nécessité d'exercer d'abord l'action pénale lui ôtera le plus souvent le courage de faire le nécessaire pour assurer à son enfant le bénéfice résultant d'une filiation légalement établie. M. le comte Goblet d'Alviella a insisté sur ce qu'il y avait d'immoral à exiger que l'enfant fût obligé, pour avoir l'honneur de porter le nom de son père, de commencer par le déshonorer (1) et les Chambres, après diverses fluctuations, ont admis que

1. Discussion au Sénat, n° 186.

la condamnation préalable du père ne serait pas exigée.

Nous empruntons à M. Picard (1) une phrase qui résume assez bien la solution de la loi : « La législation criminelle tend à la réparation du trouble social causé par l'enlèvement ; le droit civil envisage cet enlèvement en tant qu'élément de preuve de la filiation et comme source de droits au profit de l'enfant dont la conception a coïncidé avec l'époque où il a été accompli. » Il s'ensuit que le juge se trouve tout simplement en face de faits matériels à constater. Peu importe que l'auteur de l'infraction soit condamné ou même condamnable ; il se peut que, pour raison de démence ou d'irresponsabilité quelconque, sa culpabilité n'existe pas, le juge n'a qu'à décider si l'accomplissement par lui des actes délictueux prévus par le texte rend l'action en recherche admissible (2).

§ 2. — EXERCICE DE L'ACTION. — QUELLES SONT LES PARTIES DANS L'INSTANCE. — QUELS DÉLAIS SONT IMPARTIS AU DEMANDEUR POUR INTENTER L'ACTION.

Le projet de loi de la section centrale réglait avec force détails l'exercice de l'action en recherche de la paternité.

1. Discussion à la Chambre, n° 51.

2. Voy. Galopin, *op. cit.*, p. 323.

Pendant la minorité de l'enfant, l'action pourra être intentée, en son nom, par sa mère, à condition qu'elle l'ait reconnu (art. 4). Si la mère meurt pendant la minorité de l'enfant, le tuteur, nommé d'après les dispositions que nous allons analyser, pourra introduire la demande avec l'autorisation du Conseil de famille. C'est encore au tuteur, ainsi autorisé, qu'appartiendra l'exercice de l'action, si l'enfant est né de père et mère inconnus (art. 5 et 6).

L'enfant étant devenu majeur, l'action passe dans ses mains et elle est imprescriptible à son égard (art. 8) ; en outre, l'article 9 déclare applicables aux héritiers de l'enfant naturel les articles 329 et 330 du Code civil, qui octroient l'action en réclamation d'état aux héritiers de l'enfant légitime, lorsque celui-ci est décédé mineur ou dans les cinq années après sa majorité, sans avoir réclamé, et permettent aux héritiers de suivre l'action commencée par l'enfant, à moins qu'il n'y ait eu désistement formel ou péremption de procédure.

Enfin les articles 5 et 6 règlent la nomination du tuteur, qui devra exercer l'action à défaut de la mère, et les devoirs prescrits à l'officier de l'état civil pour éviter que l'enfant ne soit dépourvu de tutelle et que par suite l'action ne soit pas intentée :

« *Art. 5.* — Si la mère meurt pendant la minorité de l'enfant qu'elle a reconnu, l'officier de l'état civil qui a dressé l'acte de décès, doit signaler au juge de

paix du domicile de la défunte le fait qui donne lieu à la nomination d'un tuteur. Ce tuteur est nommé par un conseil de famille présidé par le juge de paix, et composé par lui de six parents ou alliés de la mère ou citoyens connus pour avoir eu avec elle des relations habituelles d'amitié.

« Si le décès de la mère survient après qu'elle a intenté l'action en recherche de la paternité, le tuteur continue l'instance ; dans le cas contraire, il peut introduire la demande moyennant l'autorisation du Conseil de famille. »

« *Art. 6.* — L'officier de l'état civil qui reçoit la déclaration de naissance d'un enfant né de père et mère légalement inconnus doit, dans les vingt-quatre heures, informer le juge de paix du domicile de l'enfant du fait qui donne lieu à la nomination d'un tuteur. Ce tuteur est désigné par un Conseil de famille présidé par le juge de paix et composé par lui de six personnes honorables du lieu du domicile de l'enfant.

« Le tuteur peut intenter l'action en recherche soit de la paternité soit de la maternité, moyennant l'autorisation du Conseil de famille. »

Les dispositions réglant la tutelle de l'enfant naturel furent écartées sans grandes discussions. Leur procès fut fait par le gouvernement (1). Le ministre de la Justice les déclara inutiles, car la doctrine et la

1. Voy. Discussion à la Chambre, n° 48.

jurisprudence sont d'accord pour appliquer, par analogie, aux enfants naturels les règles qui régissent la tutelle des enfants légitimes. Comme il ne saurait être question ici de tutelle légale, le tuteur de l'enfant naturel sera un tuteur datif, choisi par le Conseil de famille ; de plus, une réglementation de la tutelle de l'enfant naturel, qui serait à sa place dans le chapitre du Code civil relatif à la minorité et à la tutelle, ne saurait prendre place dans une loi sur la recherche de la filiation ; enfin l'impression qui se dégage de la lecture du texte c'est qu'il a pour but moins d'organiser une tutelle « qu'une institution chargée par l'État d'intenter obligatoirement et immédiatement après la naissance de l'enfant naturel l'action en recherche de paternité et de maternité ». Il n'est pas difficile de comprendre combien semblable organisation serait susceptible de compromettre la paix du pays et des familles, et combien d'actions hardies et inconsidérées elle occasionnerait. A vrai dire, ces dispositions offraient un danger particulier, à l'époque où elles furent discutées, en raison du nombre des cas où la recherche de paternité était admise.

Lors de la discussion au Sénat un amendement organisant de façon analogue la tutelle, et qui avait surtout en vue l'intentement de l'action alimentaire, fut présenté sans plus de succès par M. de Selys Longchamps (1).

1. Voy. Discussion au Sénat, nos 157-211.

Ces dispositions écartées, la loi déclare que l'action en réclamation d'état est personnelle. Le sens de cette règle ressort nettement des débats et des déclarations du gouvernement : L'action ne pourra être intentée que par l'enfant ou son tuteur, qui, suivant le droit commun, est un tuteur datif. Nulle bonne raison ne paraît exister de donner l'action à la mère. Ayant reconnu l'enfant, elle n'aura qu'à provoquer la nomination d'un tuteur. Le tuteur, pour exercer l'action, devra être autorisé par le Conseil de famille, le texte de la loi le dit aussi formellement. Il résulte en outre de ce que l'action est personnelle à l'enfant qu'elle ne peut être exercée par les tiers ni pour ni contre lui.

Etant donné ce caractère personnel de l'action, il paraît logique de ne point l'accorder aux héritiers, et de leur refuser le bénéfice des articles 329 et 330. Ainsi le pense la Chambre des représentants ; cependant, elle fait un sort privilégié aux descendants de l'enfant naturel, en les autorisant à intenter l'action en réclamation d'état, si leur auteur est décédé avant l'âge de vingt-six ans accomplis, mais ce à condition d'user de cette faculté dans l'année qui suit le décès ; elle leur accorde aussi, conformément à l'article 330, la faculté de suivre l'action en recherche commencée par leur auteur. Plus rigoureuse encore est la solution du Sénat qui restera sur ce point la solution définitive. L'action en réclamation d'état ne passe pas

plus aux descendants qu'aux autres héritiers, le bénéfice de l'article 329 est réservé uniquement aux héritiers des enfants légitimes. La Commission de la justice a pensé que l'enfant naturel pourrait avoir eu d'excellentes raisons de ne pas engager un procès qui discrédite à la fois son père et sa mère ; sa volonté doit être respectée, il n'appartient pas aux descendants d'être juges de l'opportunité qu'il y aurait à plaider. Toute autre est la situation, lorsque l'enfant a commencé une instance, qui ne se trouve éteinte ni par désistement ni par péremption ; la volonté de l'auteur ne peut alors être douteuse, il est juste d'autoriser ses descendants à poursuivre l'action en réclamation d'état. Ainsi en a-t-il été décidé.

L'action sera intentée contre le père ou la mère prétendus. S'ils sont décédés, elle pourra être intentée contre leurs héritiers. Le ministre de la Justice a rappelé à la Tribune de la Chambre cette possibilité d'exercer l'action contre les héritiers du défendeur qui sont en effet les continuateurs de sa personne (1).

Après avoir ainsi déterminé quelles seraient les parties dans l'instance en recherche de paternité, il restait à fixer les délais dans lesquels l'action devra être intentée pour pouvoir être prise en considération. La règle de l'imprescriptibilité de l'action à l'égard de l'enfant, en faveur de laquelle concluait le projet

1. Voy. Discussion à la Chambre, n° 70. Leclercq, *op. cit.*, p. 22.

initial, devait fatalement amener de nombreuses protestations.

Cette solution était cependant conforme au principe unanimement admis, suivant lequel l'état des personnes, étant hors du commerce, est imprescriptible, principe spécialement formulé par l'article 328 à propos de la recherche de la filiation légitime. Il n'était pas toutefois de meilleure occasion d'apporter à cette règle une dérogation de plus que celles qui existaient déjà pour l'action en désaveu (art. 316-318) et pour l'action en recherche de la filiation légitime, laquelle est prescriptible, quand elle passe aux héritiers de l'enfant (art. 329).

Ce fut l'avis de M. Van den Heuvel, ministre de la Justice, et de plusieurs de ses collègues au parlement. Le ministre rappelle que l'action en recherche de la paternité soulèvera des problèmes très délicats, notamment en ce qui concerne l'administration des preuves, et qu'il en résultera fatalement des troubles graves pour la famille et la société. Plus tardivement sera exercée l'action, plus graves seront ces troubles. Comment se défendre contre une action de ce genre, si elle est mise en œuvre trente ou quarante années après les faits qui la motivent, et, si l'action est intentée contre les héritiers, comment ceux-ci pourront-ils trouver, dans un passé si lointain de leur auteur, les éléments susceptibles d'empêcher le triomphe du demandeur ! La fortune du

père ou de la mère prétendus n'est pas seule en jeu, leur honneur peut-être gravement atteint : peut-être accusera-t-on le prétendu père défunt d'avoir séduit la mère, peut-être ses héritiers répondront-ils en arguant de l'inconduite notoire de la mère — qui peut être morte aussi — et en invoquant l'*exceptio plurium*. Tous ces moyens seront présentés à l'aide de témoignages dont la valeur sera forcément incertaine, vu la longueur du laps de temps écoulé. Ce sera le champ librement ouvert aux pires chantages et aux intrigues les plus hardies, où pourront sombrer l'honneur de familles irréprochables et de défunts innocents. La fixation de délais rigoureux serait un remède efficace à ces dangers et à ces troubles. Toutefois, le gouvernement est d'avis de ne pas faire courir la prescription pendant la minorité de l'enfant ; priver l'enfant du droit d'agir lui-même, le faire pâtir de la négligence qu'aura pu mettre son représentant légal à s'occuper de ses intérêts, serait d'une rigueur excessive, aussi propose-t-il de fixer la prescription de l'action à l'expiration de la cinquième année qui suit la majorité de l'enfant. Ce délai est adopté par la Chambre des représentants, qui se rend aux excellentes raisons du ministre de la Justice.

Le projet de loi de la Chambre recule le point de départ de la prescription, dans le cas où l'action est basée sur des aveux résultant d'écrits émanés du père prétendu, au jour où sont découverts ces aveux, à

moins qu'il ne se soit écoulé plus d'un an depuis le décès de l'auteur de l'aveu.

Le texte définitif de la loi consacre la prescription de cinq ans, courant à partir du jour de la majorité de l'enfant ; le paragraphe relatif aux actes ou écrits contenant un aveu du père est forcément supprimé, puisque ces actes ou écrits ne sont plus suffisants pour permettre d'aboutir à une déclaration de paternité. Par contre, sur la proposition de la Commission de la justice du Sénat, une dérogation est admise à la règle, pour le cas où il y a possession d'état. L'action sera alors recevable jusqu'à l'expiration de l'année qui suit le décès du père ou de la mère prétendus. Le rapport au Sénat donne pour raison qu'il ne s'agit plus là « de rechercher des preuves ou des présomptions dans un passé de plus en plus lointain, mais d'invoquer un fait actuel et notoire qui, s'il s'est prolongé pendant toute la vie du père ou de la mère présumés, équivaut à une reconnaissance volontaire, offrant au plus haut point, suivant l'expression de Demolombe, « toutes les garanties possibles de liberté et de sincérité ».

Ayant l'intention d'exposer les principales dispositions de la loi du 6 avril 1908 afin d'en mieux montrer l'esprit et la portée, il ne nous appartient pas d'entrer dans des discussions de texte. Il nous est toutefois impossible de passer sous silence celles qui eurent lieu sur le point de savoir si, lorsque la de-

mande en recherche de paternité est basée sur une des infractions prévues à l'alinéa 2 de l'article 340 a, il faut décider que l'action en recherche de la paternité se prescrit en même temps que l'action publique. Aux termes des articles 21, 22 et 25 de la loi belge du 17 avril 1878, cette action publique doit être exercée dans un délai de trois ans pour les délits et de dix ans pour les crimes, l'action civile suit le sort de l'action publique et se prescrit en même temps (1).

La question fut posée lors de la deuxième discussion à la Chambre des représentants par M. de Sadeleer. Il estime que les délais prévus pour la prescription de l'action publique doivent atteindre l'action en réclamation d'état. S'il est vrai que le but du procès est de prouver la génération, il n'en est pas moins vrai que la demande en déclaration de paternité est liée à la constatation du délit : il faut établir l'infraction pour motiver l'action. Or « la loi de 1878 a voulu empêcher que l'on constate en justice, dans un intérêt purement privé, des faits constituant des crimes

1. Voici le texte de ces articles :

Art. 21. — L'action publique et l'action civile résultant d'un crime seront prescrites après dix années révolues, à compter du jour où le crime a été commis.

Art. 22. — L'action publique et l'action civile résultant d'un délit seront prescrites par trois années révolues.

Art. 25. — Les actes qui interrompent la prescription de l'action publique interrompent aussi la prescription de l'action civile.

ou des délits dont il est impossible de poursuivre la répression dans l'intérêt social ». C'est là une question d'ordre public.

C'est aussi de cette façon, et pour les mêmes motifs, que le deuxième rapport au Sénat résoud la question. Aussi, tout en reconnaissant aux tribunaux le droit d'interpréter librement la loi, la Commission de la justice, prenant en considération l'intérêt social et le but poursuivi par le législateur de 1878, tient à déclarer que : « ce sont bien les dispositions de la loi du 17 avril 1878 qui doivent déterminer le délai dans lequel peuvent être utilement intentées les actions en recherche de paternité fondées sur l'existence des faits délictueux visés au 2° de l'article 340 a. »

Quelles qu'aient été les intentions du législateur lorsqu'il a élaboré la loi de 1878, il n'en est pas moins vrai que les articles de loi qui sont son œuvre constituent un texte précis et que c'est dans son interprétation qu'il faut chercher la solution au problème. Toute la question est de décider si l'action en réclamation d'état a le caractère d'action civile et, par conséquent, doit subir la même prescription que l'action pénale. C'est ainsi que M. Renkin et aussi M. Mabile ont compris le problème et ont été amenés à le solutionner par la négative. Ils ont motivé de façon excellente leur opinion (1).

1. Voy sur cette controverse : 2° discussion à la Chambre : n° 280 et 286 à 300 ; 2° rapport au Sénat, n° 307 ; 2° discussion au Sénat, n° 311.

« L'action en réclamation d'état, dit M. Renkin, n'est pas une action civile résultant d'un crime ou d'un délit. Elle ne se fonde nullement sur le viol, sur l'enlèvement ou la séquestration : elle se fonde sur le fait de la génération, mais, aux termes du projet, elle n'est recevable que s'il y a eu viol, enlèvement ou séquestration pendant la période légale de la conception » en d'autres termes « ce n'est pas l'infraction qui sert de base à l'action. L'infraction n'est qu'une condition à la recevabilité de l'action ». Et cette affirmation est rendue logique par le fait que la loi réserve au défendeur le bénéfice de l'*exceptio plurium* alors que, si le délit était la base de l'action, l'homme qui s'en est rendu coupable devrait forcément être déclaré le père de l'enfant.

Il n'est d'ailleurs pas de meilleur moyen, pour voir si l'action en réclamation d'état peut être qualifiée d'action civile, que de prendre la définition de l'action civile d'après la loi de 1878 et de comparer. C'est ce que fait M. Mabille.

L'action civile est, aux termes de l'article 3 de la loi de 1878, « l'action pour la réparation du dommage causé par une infraction ». Dira-t-on que c'est là aussi le caractère d'une action dont doit résulter pour l'enfant un état civil ? C'est ce qu'il est impossible de soutenir. Qu'il eût été bon, en raison des difficultés de preuve, de fixer une prescription ayant son point de départ dès la naissance de l'enfant, pour les cas

où l'action est étayée sur les infractions prévues par la loi, ceci est certes très soutenable, mais, en l'absence de disposition spéciale sur ce point, il paraît logique de décider que l'action en réclamation d'état n'est jamais prescrite avant les 26 ans révolus de l'enfant (1).

§ 3. — PROCÉDURE DE L'ACTION EN RÉCLAMATION D'ÉTAT

Le projet de loi voté par la Chambre des représentants instituait, pour l'action que nous étudions, la procédure déjà existant pour le divorce. L'instance devra débiter par la comparution des parties devant le Président, prévue par les articles 875 à 877 du Code de procédure civile. Le Sénat, dans son projet, transpose cette disposition dans le système organisant l'action en créance alimentaire (elle a été d'ailleurs modifiée par la suite), et la supprime pour l'action en réclamation d'état. Calquer ainsi la procédure d'une action d'état sur celle du divorce est une solution qui avait été fortement critiquée, déjà, lors des débats à la Chambre des représentants. Tandis qu'il y a un beau rôle à jouer pour un magistrat en s'efforçant de concilier deux époux qui veulent rompre le lien légal qui les unit, on comprend moins qu'il s'attache

1. En ce sens : Galopin, *op. cit.*, p. 329 ; Leclercq, *op. cit.*, p. 23 et 24.

à amener entre les parties une transaction, alors qu'e c'est l'état civil de l'enfant qui est en jeu, et non seulement ses intérêts matériels que son représentant légal serait à même d'apprécier.

La procédure de l'action en recherche de la paternité est donc la procédure ordinaire des actions d'état.

§ 4. — EFFETS DU JUGEMENT STATUANT SUR L'ACTION EN RECHERCHES DE PATERNITÉ

L'article 344 c, alinéa 1 est assez clair par lui-même pour se passer de commentaires : « Le jugement qui déclare la filiation naturelle produit les mêmes effets que la reconnaissance. »

Dans un cas, cependant, les effets du jugement se trouvent restreints : C'est le cas prévu par l'article 337 du Code. Il y est dit que la « reconnaissance faite pendant le mariage, par l'un des époux, au profit d'un enfant naturel qu'il aurait eu, avant son mariage, d'un autre que de son conjoint, ne pourra nuire ni à celui-ci, ni aux enfants nés de ce mariage. »

Cet article s'applique au cas où la filiation résulte d'un jugement, en vertu de l'article 344 c.

L'article 337 contenait, dans le Code civil, un second alinéa ainsi conçu : « Néanmoins elle produira son effet après la dissolution de ce mariage s'il n'en reste pas d'enfant. » Cet alinéa a été supprimé comme inu-

tile (1), la règle de l'article 337 étant assez explicite pour n'avoir pas besoin d'être ainsi développée à nouveau. Il est bien évident que lorsqu'il n'y a plus ni conjoint ni enfants légitimes à qui la reconnaissance aurait pu nuire, les droits de l'enfant naturel restent entiers. *Cessante ratione legis, cessat lex.*

Par contre, un nouvel alinéa a été adjoint à l'article 337 : « Toutefois l'enfant aura toujours le droit d'être nourri et élevé aux frais de son auteur. » Il est destiné à tempérer la rigueur de l'article 337, lequel a pour but de préserver la famille contre l'intrusion au foyer d'un enfant que l'un des époux aurait eu avant de se marier et dont il aurait caché la naissance, et aussi d'éviter qu'un des conjoints soit victime du manque de loyauté de l'autre. Il paraîtrait donc logique, dans l'application stricte du principe, de refuser à l'enfant même un droit aux aliments (2). Le législateur n'a pas voulu aller jusque là, et, par égard pour la situation pénible de l'enfant, il lui reconnaît le droit à la nourriture et à l'entretien. Son intention

1. Il était aussi dangereux, parce que pouvant prêter à équivoque. D'après l'alinéa 1^{er} de l'article 337 (ancien) la reconnaissance de l'enfant ne peut nuire au conjoint, tandis que suivant le second alinéa de cet article elle produit son effet s'il ne reste pas d'enfant de l'union légitime. On s'était demandé s'il n'y avait pas lieu de décider que, quand il n'existe pas d'enfant légitime, la reconnaissance peut nuire à l'époux. Voy. *Pandectes belges*, t. 35, p. 948, n° 48.

2. Voy. Discussion à la Chambre, n° 73 et 78. Discussion au Sénat, n° 180.

est en outre de fixer que cette dette alimentaire a le caractère que possède toute créance pécuniaire appartenant à un tiers, et ayant date certaine antérieure au mariage, puisqu'il s'agit d'un enfant né avant le mariage. Elle grève donc la communauté (1).

1. Trib. civ. de Gand, 26 avril 1882. *Pasicrisie*, 1883, p. 73.

CHAPITRE VII

L'action en pension alimentaire accordée à l'enfant naturel

§ 1. — LES CAS DANS LESQUELS L'ENFANT PEUT EXERCER L'ACTION

L'article 340 b pose comme principe que l'enfant peut réclamer des aliments de celui qui a eu des relations avec sa mère pendant la période légale de la conception. De toute évidence, il ne peut être question que de relations sexuelles et il était vraiment inutile que le texte de la loi précisât davantage ce point. Si le moindre doute pouvait exister, il suffirait, pour être éclairé, de consulter les travaux préparatoires. M. de Selys Longchamps, sénateur, avait proposé un amendement tendant à ajouter après le mot « relation » le mot « charnelles » (1). Il craignait que le magistrat, préoccupé de l'intérêt de l'enfant, ne fût tenté de « considérer comme suffisantes des relations dont le caractère sexuel n'est pas directement

1. Voy. Discussion au Sénat, n° 187.

prouvé mais qui ont été cependant de nature à le rendre extrêmement vraisemblable ». Cet amendement fut repoussé comme inutile, le texte voté étant suffisamment clair, sans aucune amélioration, pour ne pas prêter à équivoque. L'interruption plaisante de M. le sénateur Wiener est l'expression même du bon sens : « Si les relations sont spirituelles, il n'y aura pas d'enfant. »

Le fait que l'administration de preuve tend à établir l'existence de relations du prétendu père avec la mère suppose que la filiation maternelle de l'enfant a été préalablement établie.

La preuve de ces relations sexuelles n'est pas libre. Nous avons vu que le Sénat, organisant l'action en paternité alimentaire, avait préféré, par prudence, utiliser les éléments que lui fournissait le projet de loi élaboré par la Chambre et préciser les cas où l'action serait admissible.

Elle peut résulter en premier lieu de leur aveu dans des actes ou écrits émanés du demandeur. Le rapport présenté au Sénat par M. le comte Goblet d'Alviella détermine l'interprétation qui doit être donnée des différents alinéas de l'article 340 b. Il en ressort que toute forme d'aveu écrit peut être admise, pourvu que cet aveu soit « exprès, non équivoque, catégorique ». Quant aux actes — acte est pris ici dans le sens du mot latin *instrumentum* — il faut entendre par là toutes pièces qui, sans être écrites

de la main du défendeur, peuvent contenir ses « déclarations officielles ». Le rapport donne comme exemple un inventaire, et il a la précaution d'ajouter : « qu'un aveu du défendeur fait ou constaté au cours de l'instance en aliments, et même consigné dans le jugement, ne peut être considéré comme réunissant les conditions de la reconnaissance par acte authentique ».

En dehors du cas où la preuve des relations sexuelles du prétendu père avec la mère résulte d'un aveu écrit, la preuve de ces relations peut être faite par témoins, mais dans trois cas seulement, savoir : lorsqu'elles ont eu le caractère de relations habituelles et notoires, lorsque la mère, étant âgée de moins de seize ans accomplis à l'époque de la conception, a été alors victime, de la part du défendeur, d'un attentat à la pudeur consommé sans violence, et aussi lorsque la mère a été séduite par promesse de mariage, manœuvres frauduleuses, ou abus d'autorité.

Les relations habituelles et notoires, c'est le concubinage notoire des père et mère à l'époque de la conception, dont le projet de la Chambre avait fait un cas de recherche de la paternité (1). Puisqu'il ne s'agit plus que d'ouvrir à l'enfant une action en pension alimentaire, il n'est pas exigé que ces relations aient perduré pendant toute la période légale de la

1. Voy. *supra*, chap. 3.

conception. Le juge appréciera si leur durée est suffisante pour qu'elles aient bien le caractère de relations habituelles exigé par la loi. Outre ce caractère, elles doivent aussi avoir celui de notoriété et M. le comte Goblet d'Alviella précise qu'un témoignage isolé ne saurait, dans ces conditions-là, être suffisant pour étayer la conviction du juge « il faudra un concours de témoignages suffisants pour établir la notoriété et l'habitude (1) ».

Dans son commentaire de la loi du 6 avril 1908, M. Paul Leclercq (2) juge utile de déterminer la nature de l'attentat à la pudeur dont il s'agit. « La loi, dit-il, vise des relations sexuelles que le défendeur aurait eues avec la mère âgée de moins de seize ans. » Il lui paraît utile de donner cette interprétation du texte parce que, au cours des débats, M. Renkin ministre de la Justice avait semblé croire qu'il s'agissait de tout attentat quelconque. « L'attentat à la pudeur, avait dit le ministre, n'est pas un acte nécessairement considéré comme attributif ou probablement attributif de paternité. » Le bien-fondé de l'interprétation de M. Leclercq ne saurait paraître douteux à qui admet que l'action alimentaire est basée non pas sur une infraction pénale, mais sur les relations sexuelles ayant existé entre le défendeur et la mère du demandeur.

1. Voy. Discussion au Sénat, n° 187.

2. Paul Leclercq, *op. cit.*, p. 37.

Ce sont ces relations seules qui permettent de considérer le défendeur comme l'auteur de la génération de l'enfant. Il est impossible d'expliquer autrement le texte de la loi : L'enfant pourra réclamer des aliments à « celui qui a eu des relations avec sa mère ». L'attentat à la pudeur n'est qu'une circonstance qui permet que ces relations soient prouvées par témoins.

La séduction de la mère par promesse de mariage, manœuvres frauduleuses ou abus d'autorité, qui avait été à la Chambre matière à des discussions, alors qu'on l'envisageait comme autorisant l'action en recherche de la paternité, devait encore en provoquer, lorsque le Sénat l'eût rangée parmi les cas ouvrant à l'enfant l'action en pension alimentaire.

Obéissant toujours à ce principe que l'action doit être d'autant plus largement ouverte à l'enfant et d'autant plus facilement admissible, que les effets en sont plus restreints, la Commission de la justice du Sénat avait rétabli les mots « abus d'autorité » que la Chambre des représentants, nous l'avons vu, avait cru prudent de supprimer ; de plus, elle avait rendu la preuve de la séduction qualifiée admissible par témoins, sans commencement de preuve par écrit, et cette façon de procéder, dans la modification du projet de loi, lui paraît si naturelle qu'elle se contente d'indiquer le mobile auquel elle a obéi, sans entrer dans des justifications plus détaillées.

Le texte du Sénat resta sur ce point le texte défi-

nitif de la loi, mais non sans qu'un dernier assaut fût donné pour la suppression des mots « abus d'autorité » et le rétablissement de l'exigence d'un commencement de preuve par écrit.

M. Van den Heuvel, ministre de la Justice, développa à nouveau les arguments déjà produits devant la Chambre des représentants. Il s'ingénia encore à montrer le danger qu'il y a à prévoir l'abus d'autorité, fait impossible à définir de façon exacte et qui risque d'être inféré du seul fait qu'il y a subordination hiérarchique d'une des parties vis-à-vis de l'autre. Alors qu'on peut envisager la manœuvre frauduleuse comme « ayant principalement pour objet de circonvenir ou de tromper l'intelligence », il n'est guère aisé de dire dans quels cas on pourra dire qu'il y a eu abus d'autorité, sans qu'il y ait eu menaces et manœuvres frauduleuses. Le juge ayant toute liberté pour apprécier l'existence de manœuvres frauduleuses, il eût été plus sage de s'en tenir à cette large formule, que de prévoir un cas pouvant prêter à équivoque.

M. Braun réclama en vain le rétablissement de l'alinéa exigeant l'existence d'un commencement de preuve par écrit (1). La limitation des effets de l'action à l'établissement d'une créance alimentaire ne permet pas d'exclure toute prudence dans l'établis-

1. Voy. Discussion au Sénat, nos 189 et 192.

sement des preuves. L'honorable sénateur craint que cette admission si large de la preuve testimoniale ne soit « une porte trop largement ouverte par laquelle passeront toutes les demandes judiciaires, en payement d'une pension alimentaire ». Rien n'est plus facile que d'accuser quelqu'un de séduction, et même de prouver cette séduction au moyen de témoignages intéressés achetés à prix d'argent. N'est-il pas aisé de faire transformer en promesse de mariage un propos galant, tenu devant des témoins, parmi lesquels peut se trouver le père véritable, agissant de connivence avec la mère pour faire endosser à un tiers la responsabilité gênante de l'enfant ?

Il fut répondu par MM. Wiener et Van den Heuvel qu'exiger un commencement de preuve par écrit, lorsque l'action est basée sur la séduction qualifiée de la mère, serait enlever à l'enfant les droits que le projet de loi a pour but de lui accorder. Trop rare est le cas où le séducteur aura fourni à sa victime un écrit pouvant lui servir à étayer ses prétentions ; en fermer l'administration de la preuve dans un tel luxe de précautions serait la rendre presque toujours impossible. Enfin admettre *de plano* la preuve testimoniale c'est se conformer aux règles générales du droit.

Il convient de remarquer cependant que, dans la jurisprudence basée sur l'article 1382, qui accorde à la fille séduite des dommages-intérêts, les tribunaux exigeaient un commencement de preuve, avant d'au-

toriser la demanderesse à prouver par témoins la promesse de mariage ; mais M. Galopin (1) fait remarquer que cette jurisprudence était à bon droit très critiquée. La promesse de mariage n'ayant pas d'existence aux yeux de la loi civile, on ne peut lui appliquer la règle de l'article 1341, qui ne concerne que les actes susceptibles de produire des effets juridiques.

Un point, que nous avons déjà signalé, mérite d'être spécialement mis en évidence : l'acte sexuel, même isolé, à l'époque de la conception, suffit à motiver l'action en pension alimentaire, mais il faut ou bien qu'il soit prouvé par un écrit contenant l'aveu du demandeur, ou bien qu'il présente les caractères d'un attentat à la pudeur consommé sans violence sur la personne d'une fille de moins de 16 ans accomplis, ou enfin qu'il y ait rapport de cause à effet entre la promesse de mariage faite à la mère, les manœuvres frauduleuses, ou l'abus d'autorité dont on a usé contre elle, et ce rapport sexuel. Lorsqu'une de ces conditions n'est pas remplie, un seul acte de chair ne saurait suffire ; il faut une série de relations qui aient été à la fois habituelles et notoires, pendant la période légale de la conception.

1. Galopin, *op. cit.*, p. 342.

§ 2. — EXERCICE DE L'ACTION. PAR QUI ET CONTRE QUI
ELLE EST MISE EN ŒUVRE. DÉLAIS IMPARTIS AU DE-
MANDEUR.

La loi pose pour l'action alimentaire le même principe que pour l'action en réclamation d'état : l'action est personnelle à l'enfant. Il faut l'interpréter comme plus haut, en ce sens qu'elle ne pourra être intentée ni par ses héritiers ni par ses créanciers. Les héritiers peuvent suivre l'action commencée.

Comme l'action en recherche de la paternité, elle est aussi exercée par le tuteur de l'enfant contre l'homme qui a eu des relations avec sa mère ou contre les héritiers de cet homme.

L'action doit être intentée dans les trois ans qui suivent soit la naissance, soit la cessation des secours fournis directement ou indirectement par le défendeur. Ce court délai assigné au demandeur a été choisi par le Sénat, à l'exemple de la plupart des législations germaniques, afin de parer à la difficulté qu'il y a après un certain intervalle « soit d'établir la réalité des relations sexuelles, soit de faire valoir les moyens de défense, surtout quand il s'agit de l'*exceptio plurium* (1) ». La Commission de la justice n'a pas voulu faire courir de façon uniforme ce délai de

1. Voy. Rapport au Sénat, n° 109.

trois ans à partir de la naissance de l'enfant, parce qu'elle a craint que le séducteur ne remplisse spontanément ses devoirs envers l'enfant et ne lui fournisse les secours nécessaires pendant les premières années qui suivent sa naissance, afin d'éviter toute poursuite, quitte à abandonner complètement la mère et l'enfant le jour où, par suite de leur forclusion, il se trouve à l'abri des réclamations de leur part. En somme, le raisonnement suivi par le législateur est le même que celui qui a imposé la disposition suivant laquelle, en cas de possession d'état, l'action en recherche de la paternité peut être utilement intentée dans le courant de l'année qui suit le décès du père ou de la mère prétendus. Dans les deux cas, l'enfant jouit d'une situation qui l'incite à ne pas faire de procès ; Il peut sembler rigoureux de faire courir, entre temps, un délai, dont l'expiration lui ôtera la possibilité d'user des armes qu'il peut avoir pour faire valoir ses droits. Il y a toutefois entre les deux situations une différence grave qui n'a pas échappé aux commentateurs, c'est que la possession d'état ouvrant elle-même l'action en réclamation d'état, l'enfant n'a qu'à prouver — dès qu'elle prend fin — une réunion de faits actuels et notoires. Au contraire, le fait que le prétendu père a fourni des secours à l'enfant, sans que se trouvent réunis les éléments qui composent la possession d'état, ne peut suffire à motiver une action en pension alimentaire. Le demandeur doit donc apporter la preuve de rela-

tions ayant existé entre le défendeur et la mère, à l'époque de la conception, et alors se manifesteront les difficultés qu'il peut y avoir à prouver, après des délais assez longs, des circonstances aussi délicates à établir.

§ 3. — EFFETS DU JUGEMENT

Les effets du jugement se bornent à donner à l'enfant contre le défendeur une créance de pension annuelle, pour son entretien et son éducation, jusqu'à l'âge de 18 ans accomplis. La loi dit « pension annuelle » ; le projet élaboré au Sénat, au sein de la Commission de la justice, disait : « une contribution annuelle aux charges de son entretien et de son éducation ». La Chambre des représentants a voulu, par ce changement de formule, marquer que la contribution du père prétendu n'est pas nécessairement limitée à la moitié et qu'il peut même être condamné, dans certains cas, à entretenir seul l'enfant. En fait, les intentions du Sénat et de la Chambre sont les mêmes, il n'y a là qu'un changement de rédaction, que le Sénat a d'ailleurs approuvé.

Les rapports au Sénat et la discussion à la Chambre, lors du vote de l'article, précisent la façon dont doit être réglé le taux de la pension (1).

1. Voy. 1^{er} rapport au Sénat, n° 106. 2^e discussion à la Chambre, n°s 255 et 301, 2^e rapport au Sénat, n° 308.

En principe, la pension à laquelle est condamné le père est destinée à contribuer à l'entretien et à l'éducation de l'enfant. Le juge a la plus grande liberté d'appréciation pour déterminer la part pour laquelle le père y coopérera. Il doit se baser, pour cela, sur les ressources de la mère : Si la mère est riche et le défendeur pauvre, la part de celui-ci pourra être inférieure, si, par contre, la mère est dénuée de ressources, le père pourra être condamné à assurer, à lui seul, l'entretien de l'enfant.

Le Code civil allemand prescrit au juge de calculer l'indemnité annuelle en se basant exclusivement sur la condition sociale de la mère ; ayant égard aux justes critiques qui ont été faites de ce système, la Commission de la justice se borne à conseiller aux tribunaux de s'inspirer surtout « des conditions et des exigences du milieu social où l'enfant est destiné à vivre et à grandir, si, comme il est souhaitable, il doit être élevé au foyer maternel ».

La pension est due à l'enfant jusqu'à l'âge de 18 ans, mais, comme il est possible qu'il soit à même de subvenir, en tout ou en partie, à ses besoins, avant cet âge, le juge conserve la latitude de fixer à un taux inférieur les dernières années de la pension. Par contre, au delà de 18 ans plus rien n'est dû à l'enfant, quel que soit son état de misère, contrairement à la loi allemande qui permet au juge d'attribuer une pension à l'enfant âgé de plus de 16 ans, lorsqu'il

se trouve, par suite d'infirmités, dans l'impossibilité de gagner sa vie ; la Commission du Sénat a refusé d'adopter ce système, dans la crainte d'imposer des charges trop graves à des défenseurs appartenant à la classe peu fortunée. Il n'est pas besoin d'insister sur ce que cette solution a de barbare et d'arbitraire. Voilà un père qui est condamné à pourvoir aux besoins de son enfant tant que son âge le rend incapable de se tirer d'affaire tout seul, et, parce que cet enfant aura atteint un certain âge, le père se trouvera libéré de toute obligation, alors que les conditions restent les mêmes, et que l'enfant se trouve, vu son état de santé, aussi incapable qu'auparavant de gagner en travaillant de quoi se suffire. C'est méconnaître le plus sacré des devoirs qu'engendre la paternité. Qu'on ne vienne pas objecter qu'il est inexact de parler de paternité quand il est question de l'action en pension alimentaire. Qu'il s'agisse de paternité vraisemblable ou de paternité certaine, pure question de mots, nous ne pouvons concevoir qu'on oblige un homme à fournir des aliments à un enfant s'il n'est pas prouvé qu'il est son père, autant, du moins que cette preuve est humainement possible. Or, comme on l'a dit, on n'a jamais que des vraisemblances dans le domaine de la paternité légitime ou naturelle. Pour des raisons de bon ordre social les effets de la filiation sont réduites à des aliments : rien de mieux ; mais nous ne pouvons pas ne pas taxer d'inhumaine

une disposition législative qui se contente d'assurer des secours à un enfant jusqu'à l'âge où il devient normalement un homme, et le laisse, à partir de cet âge, dénué de toutes ressources, si la nature lui a refusé les facultés qu'elle dispense à l'homme pour lui permettre de persister.

La loi n'a pas uniquement borné à une créance alimentaire les effets qui suivent le jugement statuant sur une demande de pension alimentaire. Elle dispose (art. 341 c, alinéa 2) que « le jugement qui condamne le défendeur au paiement d'aliments, en vertu de l'article 340 b, produit les mêmes effets que la reconnaissance, en ce qui concerne les empêchements au mariage ». Nous pensons que, pour justifier cette mesure, il n'était pas besoin de recourir aux raisons qui en sont données dans les travaux parlementaires (1). Elles se réfèrent toujours à la théorie de la filiation vraisemblable, bien que non certaine, et présentent la disposition qui nous occupe comme « une satisfaction légitime accordée à des scrupules respectables qui, même en dehors de toute filiation certaine ou présumée, veulent éviter la possibilité de l'inceste ».

1. Voy, Discussion au Sénat n° 207 et 2° rapport au Sénat n° 219.

CHAPITRE VIII

L'action en indemnité pour frais de gésine accordée à la mère de l'enfant naturel.

Nous avons déjà indiqué, en commentant le rapport présenté au Sénat au nom de la Commission de la justice, à quels mobiles avait obéi la Haute Assemblée en créant au profit de la mère une action en remboursement des frais de gésine. Elle a voulu que des secours lui fussent assurés dans les cas où ne saurait s'appliquer l'article 1382. Le rapporteur fait remarquer que cette décision est conforme à l'ancien droit belge qui allait encore plus loin. « *Duc vel dota* » était la maxime en vigueur. Le père avait la double obligation de prendre l'enfant à sa charge et de constituer une dot à la mère, s'il ne voulait pas l'épouser (1).

L'octroi de cette action à la mère est aussi une solution empruntée au Code civil allemand, elle fut adoptée sous l'influence des conclusions de M. Michel

1. Britz, *Code de l'ancien droit belge*, t. II, p. 559.

Halewyck dans l'étude qu'il a consacrée à la législation allemande. Toutefois il existe entre les dispositions réglant ce point en Allemagne et en Belgique d'assez grandes différences. L'indemnité accordée à la mère par le droit germanique est plus large et les règles qui en déterminent l'attribution plus précises.

L'article 1715 du Code civil allemand donne le droit à la mère d'obtenir du père une indemnité présentant les frais de son accouchement, son entretien pendant les six semaines qui suivent la délivrance et aussi « les autres dépenses devenues nécessaires par suite de la grossesse et de l'accouchement ». C'est donc une double indemnité qui est prévue au profit de la mère : en premier lieu celle qui est représentée par les frais que comporte toute grossesse (honoraires pour soins donnés par le médecin et la sage-femme, médicaments, etc...) et par la nécessité d'assurer à la femme les secours indispensables pour qu'elle puisse vivre, pendant les six semaines consécutives à la naissance de l'enfant, vu l'impossibilité où elle se trouve de se procurer, en travaillant, les ressources nécessaires ; en second lieu, une indemnité pour les frais extraordinaires qui ont pu être provoqués par la grossesse ou l'accouchement.

Les frais ordinaires sont fixés à forfait par le juge, en se basant sur le rang social de la demanderesse, qui n'a pas à prouver que ces dépenses ont réelle-

ment été faites ; le fait que la mère a pu reprendre son travail avant l'expiration des six semaines n'est pas susceptible de modifier le taux de l'indemnité à lui accorder, et l'article 1715 stipule qu'elle sera due même au cas où la mère accoucherait d'un enfant mort.

En ce qui concerne les frais extraordinaires, la jurisprudence et la doctrine sont divisées sur le point de savoir ce qu'il faut y comprendre, en revanche il n'est pas douteux que la femme doit, pour se les faire rembourser, prouver que ces dépenses extraordinaires ont réellement été faites (1).

La loi belge au contraire n'accorde à la mère que le droit aux frais d'accouchement ainsi qu'à son entretien pendant les quatre semaines qui suivent la délivrance. M. le sénateur Goblet d'Alviella, dans son rapport, estime avec la Commission de la justice que « l'intervention obligatoire du père, dans les limites qu'elle lui a tracées, suffira généralement pour alléger les besoins de la mère, dans la période où celle-ci est surtout exposée aux atteintes de la misère et où l'expérience prouve qu'elle tombe généralement à la charge de la bienfaisance publique ». La Commission a formellement refusé la proposition qui avait été faite dans son sein de condamner le père à payer

1. Voy. Halewyck, *op. cit.*, p. 148 et 149. Fournier, *op. cit.*, p. 110 et suiv.

non seulement les frais d'accouchement et d'entretien de la mère pendant les quatre semaines qui suivent la délivrance, mais encore toutes autres dépenses rendues nécessaires par suite de la grossesse ou de l'accouchement.

Au cas où la demanderesse aurait été séduite par les moyens coupables, qui qualifient la séduction, et lui permettent de réclamer de son séducteur des dommages-intérêts, basés sur l'article 1382 du Code civil, l'intentement par elle de l'action en remboursement des frais de gésine, ne saurait préjudicier à son action en dommages-intérêts. Elle peut alors faire entrer en ligne de compte, dans l'évaluation des dommages-intérêts à réclamer, toutes les dépenses extraordinaires, auxquelles elle aura pu être entraînée par sa grossesse ou son accouchement ; il va de soi que, par contre, si la femme, ayant déjà agi en vertu de l'article 340 c, poursuit son séducteur en dommages-intérêts, en vertu de l'article 1382, les frais de gésine et d'entretien pendant les quatres semaines consécutives à la délivrance ne sauraient être compris dans le calcul des dommages-intérêts (1). Un jugement du Tribunal d'Anvers du 18 juin 1910 (*Pasicrisie*, 1910, 3, 381) déclare que les dépenses extraordinaires occasionnées par la grossesse et l'accouchement ne sauraient être réclamées qu'à titre de dommages-intérêts, en vertu de l'article 1382.

1. Voir Leclerc, *op. cit.*, p. 48.

Ce parallélisme possible des actions est encore une solution du droit allemand. Le même droit à dommages-intérêts est reconnu à la femme victime d'une séduction qualifiée, alors même qu'il n'en est pas résulté de naissance d'enfants, mais tandis que, dans le droit belge et le droit français, les solutions admises sont l'œuvre de la jurisprudence, le Code civil allemand prévoit avec précision les divers cas qui peuvent se produire et le juge n'a qu'à appliquer des dispositions expresses.

Le législateur belge a voulu ne rien changer à l'état du droit sur la matière, et le juge est, comme par le passé, entièrement libre d'interpréter et d'appliquer l'article 1382, aussi a-t-on repoussé les amendements présentés par Mgr Keesen, sénateur et aux termes desquels ce droit de la mère à dommages-intérêts était réglé, de façon d'ailleurs assez arbitraire, suivant les moyens dont elle excipait. Le rapport au Sénat consacre expressément ce respect de l'œuvre des tribunaux (1).

Comme l'action en recherche de la paternité ou l'action alimentaire de l'enfant, l'action en remboursement de la mère a le caractère d'action personnelle. Le projet du Sénat avait omis de le mentionner. Il est inadmissible, déclara le ministre de la Justice, que « des créanciers, prenant la place de la femme et

1. Voy. Rapport au Sénat, n° 98 et Discussion au Sénat, n°s 201 et 223.

faisant usage d'un droit pécuniaire assez minime existant dans son patrimoine, puissent poursuivre un tiers sur une question aussi délicate et aussi complexe que celle de la paternité (1).

Il faut donc refuser aux héritiers et aux créanciers de la femme le droit d'exercer l'action. Faut-il admettre que les héritiers peuvent suivre l'action commencée par l'intéressée de son vivant? La loi est muette sur ce point et la doctrine divisée (2).

Comme l'action alimentaire, l'action en remboursement appartenant à la mère doit être intentée contre le prétendu père ou ses héritiers. Elle doit être mise en œuvre, dans les trois ans qui suivent l'accouchement. Ce délai passé, la mère est déchue du droit de réclamer ses frais d'accouchement et d'entretien pendant les quatre semaines qui suivent la naissance de l'enfant. L'action basée sur l'article 1382 du Code civil n'étant pas éteinte par ce délai, nous pensons que, si la mère se trouve dans un des cas ouvrant cette action, il lui est toujours possible, alors, de comprendre les indemnités que lui accorde l'article 340 c, et qu'elle a négligé de réclamer, dans l'évaluation des dommages-intérêts auxquels elle a droit.

1. Voy. Discussion au Sénat n° 203.

2. Dans le sens de l'affirmative, Leclercq, *op. cit.*, p. 49. Dans le sens de la négative, Galopin, *op. cit.*, p. 350.

CHAPITRE IX

Procédure commune à l'action alimentaire de l'enfant et à l'action en indemnité de la mère

Il a pu, à bon droit, sembler illogique d'astreindre l'action en recherche de paternité à la même procédure que les procès en divorce, et l'on comprend que le législateur belge l'ait soumise à la procédure usitée pour les actions d'état, lesquelles sont dispensées de préliminaire de conciliation. Par contre, lorsqu'il s'agit d'organiser l'action alimentaire de l'enfant et l'action en remboursement des frais de gésine de la mère, où ne sont en jeu que des intérêts pécuniaires, le souci d'éviter des procès scandaleux, dans la mesure où cela est possible, et le désir d'amener, aussi fréquemment qu'il se peut, des transactions, devait être une des préoccupations essentielles du parlement.

Dans une telle façon d'envisager le problème, les intérêts de l'enfant et de la mère, comme ceux du prétendu père doivent trouver leur compte.

Ainsi l'a pensé le Sénat, aussi le voyons-nous, dans

le projet de loi dont sa commission de la justice est l'auteur, transposer dans un article réglant l'exercice de l'action alimentaire de l'enfant et de l'action en indemnité de la mère, la disposition que la Chambre des représentants avait adoptée comme devant être la procédure de l'action en réclamation d'état.

L'article 340^e du projet du Sénat est ainsi conçu : « Les demandes prévues aux articles 340 *bis* et 340 *ter* seront précédées d'une comparution des parties devant le président du tribunal conformément à la procédure prévue par les articles 875 à 877 du Code de procédure civile.

« A défaut d'entente des parties, le président rendra une ordonnance les renvoyant à se pourvoir devant le tribunal. »

C'est la procédure de l'action en divorce. L'analogie entre les raisons qui rendent, dans l'un et l'autre cas, une conciliation souhaitable est en effet frappante.

Le divorce dissout l'union légitime, il est l'occasion de débats scandaleux où les époux se traînent mutuellement dans la boue en accumulant l'un contre l'autre les charges et les accusations injurieuses, où les enfants issus du mariage sont réclamés par chacun des conjoints, usant, pour s'en faire attribuer la garde, d'arguments qui consistent à peindre son adversaire sous les couleurs les plus noires et à le représenter, en général, comme un monstre sous le rapport des sentiments paternels et un danger pour l'esprit

et le cœur de ses enfants. L'ordre social demande le maintien des unions que la loi consacre ; la bonne volonté des conjoints, sollicitée par le magistrat conciliateur, peut susciter des concessions mutuelles qui permettent un rapprochement. L'intérêt des époux est gravement compromis par les révélations ou les accusations dont le prétoire retentira ; les enfants ont tout à gagner à être élevés dans l'atmosphère du foyer commun.

L'action en pension alimentaire de l'enfant et l'action en remboursement des frais de gésine de la mère sont, elles aussi, des actions susceptibles de provoquer les débats les plus scandaleusement choquants. Les moyens de défense et d'exception accordés au défendeur sont le champ librement ouvert aux pires imputations. Il est évident que dans ces matières, où un simple sacrifice pécuniaire est demandé au défendeur, l'organisation d'une procédure de conciliation doit amener de fréquentes ententes. Un règlement amiable sauvegarde la paix des familles, qui sombrerait fréquemment dans le scandale des débats, et partant, il est à souhaiter, dans l'intérêt de l'ordre social ; la mère y voit sa dignité plus sûrement respectée, les intérêts matériels de l'enfant n'en sauraient souffrir.

Il a pourtant semblé à M. le sénateur Libiouille qu'on pouvait faire mieux encore que de prescrire, pour les actions prévues par les articles 340 b et 340 c,

la tentative de conciliation usitée dans la procédure du divorce. Certes, on peut prévoir que les meilleurs résultats seront produits par l'intervention du président et que, grâce à l'accomplissement par lui de sa délicate mission, bien des procès seront évités et des reconnaissances obtenues ; mais on pourrait désirer une procédure plus discrète, une procédure « quasi-intime », grâce à laquelle le secret fût mieux gardé que dans le système qui consiste dans l'obtention d'une ordonnance, suivie d'une citation en conciliation par exploit d'huissier, et de la comparution du défendeur en personne au cabinet du président.

L'idée devait tout naturellement venir de faire des emprunts à la législation allemande. Le système qu'elle a adopté paraît, en effet, réunir toutes les qualités de discrétion et de tact qui sont aptes à provoquer un arrangement.

Les préliminaires de la procédure allemande roulent sur l'organisation de la tutelle de l'enfant naturel (1). Elle est organisée par le juge des tutelles, fonction que remplit le tribunal cantonal. Dès qu'un enfant illégitime est inscrit à l'état civil, le bureau communal d'état civil doit en avertir le juge des tutelles. C'est lui qui nommera un tuteur à l'enfant. Nous avons vu que le Parlement belge avait refusé de voter des dispositions analogues relatives à l'orga-

1. Halewyck, *op. cit.*, p. 49 à 65.

nisation de la tutelle de l'enfant naturel (1). Avant toutefois de nommer un tuteur à l'enfant, le juge des tutelles convoque la mère ; il l'interroge et tâche d'obtenir le nom du père de l'enfant. Si elle refuse de l'indiquer, l'affaire en reste là ; un tuteur est nommé à l'enfant, qui se trouvera dépourvu de filiation paternelle. La tutelle peut être confiée à la mère. Si au contraire la mère indique le nom de son séducteur, le juge convoquera celui-ci à son cabinet, lui fera connaître ce dont on l'accuse, et, si celui-ci avoue sa paternité, il lui fera comprendre l'intérêt qu'il y a pour lui à consentir à un règlement amiable.

Ayant ainsi entendu tour à tour les parties, le juge nomme un tuteur à l'enfant et convoque les parties à son cabinet. S'il doit y avoir procès, le prétendu père ayant nié toute obligation et toute responsabilité, le juge aura soin de nommer à l'enfant un tuteur autre que sa mère afin que, celle-ci n'étant pas partie au procès, son témoignage puisse être entendu.

Il se peut qu'à la convocation lancée par le juge aux parties, le défendeur comparaisse. Le juge invite les parties à débattre le montant de la pension alimentaire qui sera allouée à l'enfant, ainsi que les indemnités dues à la mère en raison de la grossesse et de l'accouchement. Souvent alors une promesse de légitimation intervient. Dans le cas contraire, un

1. Discussion à la Chambre, n° 18, Discussion au Sénat, n°s 157 et 211.

accord est dressé qui règle de façon amiable les intérêts pécuniaires en jeu. « Désormais il ne faut plus aucune formalité : sans discussion publique et sans esclandre, le droit alimentaire de l'enfant naturel a été constaté et réglé par une procédure simple mais efficace (1). »

Il arrive parfois aussi que le défendeur fait savoir au juge qu'il reconnaît son obligation envers le nouveau-né et se trouve disposé à la remplir, mais qu'il désire garder l'incognito et ne pas prêter son nom pour le libellé d'un acte. Là encore la procédure allemande permet de concilier avec les intérêts du père ceux de l'enfant, lequel n'a nul besoin de connaître le nom de son père et n'a avantage qu'à toucher la pension dont la loi lui assure le bénéfice (2).

On fait savoir au père qu'il ait à se faire représenter par mandataire, à jour fixé, au cabinet du juge ; le tuteur de l'enfant est convoqué au même rendez-vous. Le mandataire du défendeur se présente muni de pleins pouvoirs « pour traiter au nom de son mandant anonyme ».

L'affaire peut être solutionnée soit par le versement d'un capital payé, une fois pour toutes et sur le champ, au tuteur qui accepte, soit par l'engagement, accompagné de garanties, de fournir des prestations péri-

1. Voy. Halewick, *op. cit.*, p. 51 et 52.

2. Voy. Halewick, *op. cit.*, p. 55.

diques. Comme dans le cas où le père a comparu, un accord est élaboré et contresigné par le juge. « Ainsi l'entretien de l'enfant se trouve assuré sans que, même dans un cercle restreint, se soient produites ces révélations tapageuses dont les adversaires de la recherche de la paternité font un de leurs principaux arguments. »

Le rapport de M. Michel Halewyck ne manque pas d'insister sur le grand nombre d'accords volontaires et même de légitimations qui résultent de cette procédure, qui ôte à l'action alimentaire tout caractère irritant.

Il nous a paru utile de rapporter de façon assez complète les phases de la procédure allemande, en raison des larges emprunts que lui a fait la législation qui fait l'objet de cette étude.

M. le sénateur Libioulle a été surtout frappé de deux avantages qu'elle comporte. En premier lieu, les parties sont convoquées par lettre, au lieu que le défendeur soit cité à comparaître par exploit d'huissier. Ces lettres sont d'ailleurs libellées d'après une formule excessivement discrète. Le défendeur est invité par le juge à passer à son cabinet « en vue d'y donner certains renseignements ».

Deuxième avantage : la faculté laissée au défendeur de se faire représenter par mandataire. Elle évite les racontars qui peuvent si facilement avoir cours lorsque telle personne a été vue dans les cou-

loirs, au jour où le président siège pour répondre les requêtes ou concilier les parties.

Laissant donc subsister le renvoi aux articles du Code qui règlent la procédure du divorce, l'honorable sénateur propose d'intercaler, dans la disposition à amender, deux alinéas : l'un prescrivant au juge de convoquer officieusement et discrètement les parties avant de délivrer l'ordonnance de permis de citer, l'autre alinéa autorisant les parties à se faire représenter par mandataire à cette tentative officieuse de conciliation, et même à s'y faire assister d'un Conseil (1). L'orateur n'insiste d'ailleurs point sur cette dernière modification, qui lui paraît toutefois pouvoir être admise.

Ainsi organisée, la procédure des actions pécuniaires de la mère et de l'enfant comporte donc deux tentatives successives de conciliation, la première sur convocation par lettre du juge, la seconde, qui n'a lieu que si la première a échoué, sur citation en conciliation.

Aux yeux du gouvernement, ce double préliminaire paraît constituer « un véritable luxe », M. Van den Heuvel, ministre de la Justice, craint qu'il ne complique inutilement la procédure ; reconnaissant toutefois le bien fondé des dispositions proposées il invite le Sénat à autoriser seulement le juge à convoquer les

1. Voy. Discussion au Sénat, nos 130 et 132.

parties par simple lettre, préalablement à la tentative officielle, s'il le juge bon (1).

M. Goblet d'Alviella, rapporteur, craint que la faculté pour les parties de se faire assister d'un Conseil ne soit contraire à la facilité, des transactions et que la présence d'un tiers ne soit de nature à entraver les arrangements et à amener les parties à résister aux bons conseils qui pourraient leur venir du président. Pour lui, il convient donc de reconnaître seulement au défendeur le droit de comparaître par mandataire.

Ces deux modifications furent adoptées par l'Assemblée avec le consentement de l'auteur des amendements.

L'article 340 devait encore être remanié par la suite et le deuxième rapport au Sénat lui donne sa forme définitive. La Commission de la justice a trouvé la véritable solution au problème. De toute évidence, instituer un double préliminaire de conciliation était un luxe inutile, mais le remède à y apporter ne pouvait consister à laisser le juge libre de recourir ou non au procédé d'une première conciliation officieuse, il réside au contraire dans l'emploi unique de ce procédé intime et discret de tentative de conciliation. Sur présentation de la requête, le juge convoque les parties par lettre recommandée. Si elles ne comparaissent pas, ou si elles ne transigent pas lors de leur

1. Voy. Discussion au Sénat, n° 294.

comparution, une ordonnance est rendue qui les renvoie à se pourvoir devant le tribunal.

Le souci d'éviter le scandale et le désir d'user de moyens aussi discrets que possible pour assurer les intérêts matériels de la mère et de l'enfant ont été une des préoccupations essentielles du Sénat, aussi un membre de la Commission de la justice a-t-il proposé et fait adopter une autre mesure, qui fait faire encore un pas en avant à la loi, dans la voie des réformes poursuivies. Elle consiste à stipuler que dans le cas où, lors de la tentative de conciliation, le défendeur admet l'existence des relations sexuelles invoquées à l'appui de la demande, l'affaire sera instruite en Chambre du Conseil. Seul le jugement aura la publicité de l'audience (1).

Nous ne pouvons mieux faire que de transcrire textuellement l'article 340 f. Il est rédigé avec beaucoup de clarté et de précision :

« Le demandeur qui voudra intenter l'action prévue à l'article 340 b ou à l'article 340 c présentera, au président du tribunal, une requête contenant un exposé sommaire des faits, accompagné des pièces à l'appui, s'il y en a.

« La requête sera répondue d'une convocation signée du président et fixant les jour et heure où les parties comparaitront devant lui. La convocation sera adressée aux parties par lettre recommandée.

1. Voy. 2^e rapport au Sénat, n^o 216.

« Les parties comparaitront sans pouvoir se faire assister d'avoués, ni de conseils, et le défendeur sera seul admis à se faire représenter.

« A défaut d'entente des parties, ou si elles ne comparaissent pas, le président rendra une ordonnance les renvoyant à se pourvoir devant le tribunal.

« Lorsque, au cours de cette première comparution, le défendeur admet l'existence des relations qui servent de fondement aux actions intentées en vertu des articles 340 b et 340 c, la cause sera instruite en Chambre du Conseil et le jugement prononcé en audience publique. Il sera statué dans la même forme sur l'appel. »

Il convient de remarquer que dans le cas où le défendeur admet, au cours de la comparution devant le président, l'existence des relations sexuelles qui servent de fondement à l'action, la seule différence entre la procédure postérieure à la tentative de conciliation, telle qu'elle est alors organisée, et la procédure ordinaire réside dans la non publicité de l'instruction. L'action doit être intentée par ajournement. M. Braun, sénateur, avait proposé un amendement suivant lequel l'affaire suivrait la procédure usitée dans les affaires qui se jugent en Chambre du Conseil : « la cause sera instruite sur requête de la partie poursuivante (1). » Cet amendement a été repoussé.

1. Voy. 2^e discussion au Sénat, n^o 231.

CHAPITRE X

Des moyens de défense aux actions prévues par les articles 340 a, 340 b et 340 c.

L'exceptio plurium et l'inconduite notoire de la mère à l'époque de la conception.

Le demandeur, en l'occurrence l'enfant ou la mère, ayant prouvé par tous les moyens de droit les faits que la loi l'autorise à établir et qui rendent l'action intentée par lui admissible, c'est au défendeur, suivant l'adage « *reus in exceptione fit actor* » à administrer la preuve des circonstances qu'il invoque à l'appui de sa défense. C'est à lui qu'il incombe de prouver qu'on ne saurait lui attribuer une paternité impossible, ou tout au moins douteuse, ou le condamner aux réparations pécuniaires fixées par la loi.

L'article 340 d prévoit, au profit du prétendu père, deux catégories de moyens de défense.

En premier lieu, le défendeur peut arguer à l'appui de sa défense de tous moyens propres à éclairer la religion du juge et à démontrer que la possession d'état invoquée est mensongère ou que, pour cer-

taines raisons, les relations sexuelles entre la mère et le défendeur n'ont pas eu lieu, ou ne pouvaient avoir lieu. Toutes circonstances ou moyens sont bons à présenter ; la loi ne prévoit d'hypothèses spéciales que « sous réserve des autres moyens de défense ».

C'est ainsi qu'il pourra s'efforcer d'établir que, pendant la période légale de la conception, il se trouvait dans un éloignement qui rendait impossibles les relations charnelles entre la mère et lui, ou encore que, par suite d'un accident antérieur à la conception, il était frappé d'incapacité, ou bien que la mère était déjà enceinte, à l'époque où a commencé la liaison sur laquelle sont basés les faits caractérisant la possession d'état, et que les circonstances empêchent que la paternité de l'enfant lui soit attribuée.

Suivant la règle ordinaire, le juge pèse librement la valeur des arguments et des preuves apportés par le défendeur, les compare avec ceux du demandeur, et, les ayant souverainement appréciés, il décide si l'action doit être rejetée ou admise.

A côté de cette liberté dans la défense et de cette faculté d'appréciation laissée au juge, la loi dispose que, lorsque certains moyens sont présentés par le défendeur, à l'encontre des prétentions du demandeur, et que la preuve est apportée, le juge perd tout pouvoir d'appréciation : Il doit rejeter l'action, même s'il s'agit d'une action en recherche de la paternité étayée sur la possession d'état,

Il en est ainsi: 1° lorsque le défendeur a établi que, pendant la période légale de la conception, la mère a eu, des relations charnelles avec un autre individu. Il suffira qu'il y ait eu un seul rapprochement avec un individu autre que le défendeur ; 2° lorsqu'il est prouvé par la défense que, pendant cette même période, la mère était d'une inconduite notoire.

On pourrait croire que ces deux moyens péremptoires de défense font double emploi. Il n'en est rien et il était utile d'inscrire à la fois dans la loi l'inconduite notoire de la mère et le fait d'infidélité. L'un et l'autre cas ont leur application. Il se peut très bien qu'il y ait eu commerce de la mère avec un homme autre que le défendeur, sans qu'on puisse dire et prouver qu'elle était d'une inconduite notoire. Mais d'autre part, comme l'a fait remarquer M. le député Hoyoïs (1) « il se peut qu'on ne puisse pas mettre ainsi en cause un tiers déterminé ou qu'on ne veuille pas le faire, pour ne pas le compromettre. S'il s'agit d'une prostituée, plus spécialement on sera en état d'établir que son inconduite aura été notoire, sans probablement pouvoir désigner l'un ou l'autre des individus avec lesquels elle aura entretenu un commerce passager: on pourra établir que cette femme s'est trouvée inscrite sur les registres de la prostitution, sans pouvoir aller au delà ; mais cela devra suf-

1. Voy. Discussion à la Chambre, n° 64, p. 75.

fire pour faire repousser l'action en recherche de paternité ».

L'*exceptio plurium* s'applique donc au cas où le défendeur pourra prouver les relations de la mère avec un autre individu nommément désigné : s'il ne peut invoquer ce moyen de défense, il lui reste la ressource d'établir que la mère avait notoirement des rapports avec plusieurs hommes.

Le sens des mots « inconduite notoire » a été précisé au cours des débats. On ne saurait dire qu'il y a inconduite notoire lorsqu'une femme, qui n'aura pas commerce avec un individu, se livrera à l'ivrognerie, aura été condamnée pour tapage nocturne, etc... ; les mots « inconduite notoire » impliquent des relations sexuelles.

L'emploi de l'imparfait dans la rédaction (« était d'une inconduite notoire ») exige que l'inconduite ait eu lieu pendant l'époque de la conception. Ce point a d'ailleurs été précisé par M. Dohet, l'un des signataires de l'amendement proposant l'insertion dans la loi d'une disposition relative à l'*exceptio plurium* et à l'inconduite notoire (1).

1. Voy. Discussion à la Chambre, n° 64, p. 70.

Lors de la discussion au Sénat de la loi française, ce point fut l'objet d'une chaude discussion. M. de Lamarzelle et quelques autres sénateurs craignaient qu'une prostituée, aussitôt enceinte, ayant jeté son dévolu sur un jeune homme et ayant réussi à se faire installer dans ses meubles, ne s'astreignit à une « période d'honnêteté » correspon-

Cette double disposition de la loi qui nous paraît toute naturelle, tant il paraît étrange de vouloir condamner un homme à pourvoir, pour tout ou partie, aux besoins d'un enfant, s'il n'est pas le seul à avoir cohabité avec la mère à l'époque de la conception, cette disposition, disons-nous, provoqua de très vifs débats dans le sein du Sénat.

Un certain nombre de membres de la Haute Assemblée étaient particulièrement émus des abus et des scandales que pouvait provoquer l'*exceptio plurium* et des louches trafics auxquels il était à craindre que le désir d'user de son bénéfice ne donnât lieu. Les inconvénients constatés en Allemagne, et que le remarquable rapport de M. Halewyck mettait en évidence (1), étaient bien faits pour frapper l'esprit du législateur.

Il n'est pas douteux que l'admission de l'*exceptio plurium* et de l'imputation d'inconduite notoire comme

dant à celle de la conception, de façon à pouvoir faire endosser à ce jeune homme la paternité de son enfant. « Ici, disait M. de Lamarzelle, la séduction n'est pas du côté de l'homme, elle est du côté de la femme. » M. Béranger développa le thème du repentir et du rachat de la courtisane.

Voici la disposition de la loi française : « L'action en reconnaissance de paternité ne sera pas recevable 1^o s'il est établi que, pendant la période légale de la conception, la mère était d'une inconduite notoire ou a eu commerce avec un autre individu... »

1. Halewyck, *op. cit.*, p. 67 et suiv.

un moyen de défense péremptoire sera l'occasion de dénonciations téméraires et calomnieuses, aussi ignominieuses envers la mère qu'envers les tiers accusés d'avoir eu des relations avec elle durant l'époque légale pendant laquelle se place la conception. N'a-t-on pas vu un défendeur citer « au petit bonheur » tous les notables de son village dans l'espoir que l'un d'eux, devant l'obligation de prêter serment, avouerait des relations secrètes avec la mère.

M. Halewyck reproche encore à l'adoption de ce moyen de défense d'être l'occasion d'une organisation systématique du faux témoignage. Le défendeur cite à l'audience un témoin vénal, qui, moyennant une rétribution... honorable, affirme sous serment qu'il a eu lui aussi, pendant la période critique, des relations charnelles avec la mère. Un office organisé pour fournir le témoin sur commande fut, paraît-il, découvert à Berlin.

Ne doit-il pas venir aussi tout naturellement à l'esprit du séducteur, l'idée de faire commettre à la mère une seconde faute avec un tiers, pendant la période légale de la conception, afin de se réserver pour plus tard un moyen de défense susceptible de faire échec à la réclamation de la mère et de l'enfant. On a vu, dit-on, l'intéressé aller jusqu'à user de l'alcool pour avoir raison de la fidélité tenace de la fille séduite. Un excellent moyen consiste aussi à mettre à contribution les moyens de séduction d'un comparse com-

plaisant résolu à témoigner plus tard du résultat efficace de ses tentatives.

M. de Selys Longchamps reprit en détail ces arguments (1). Nous avons vu le remède qu'il proposait aux abus de l'*exceptio plurium* : tout simplement de faire des débiteurs alimentaires solidaires, de tous les hommes ayant eu des relations intimes avec la mère, durant le délai critique où la conception pourrait se placer. Il était possible que le défendeur eût donné la vie à l'enfant, mais la même présomption existait envers les autres hommes qui s'étaient partagés les faveurs de la femme, d'où partage aussi dans la responsabilité.

Il n'est pas utile de revenir ici sur l'importance qu'a cet amendement et le sort qui lui fut fait, au point de vue de la notion du risque proposée comme base de l'action. La solution de l'honorable sénateur fut repoussée et l'un de ses collègues, M. de Mot, fit plaisamment remarquer que si l'on reconnaissait à l'enfant plusieurs pères, on en viendrait bientôt à proposer qu'il pût avoir plusieurs mères.

La Chambre des représentants avait fixé le sens précis qu'il faut attacher aux mots *inconduite notoire*. Cependant M. de Selys Longchamps trouve l'expression encore trop large, aussi propose-t-il de transformer l'exception basée sur l'*inconduite notoire* en

1. Voy. Discussion au Sénat, n° 202.

un moyen de défense péremptoire accordé au défendeur dans le cas où la mère exerçait notoirement le métier de fille publique. C'est restreindre singulièrement la portée de la disposition. Il est bien évident qu'une femme peut être d'une inconduite notoire sans exercer à proprement parler le métier de fille publique. Encore M. de Selys Longchamps semble-t-il n'admettre qu'à regret cette exception restreinte, mais il faut bien parer aux abus signalés sur ce point en Allemagne où l'exception d'inconduite notoire n'existe pas : il en est résulté que le client accidentel d'une maison publique a pu se voir condamner comme responsable de la fécondation d'une de ses pensionnaires !

Si, toutefois, M. le baron de Selys Longchamps donne un moyen de défense péremptoire au défendeur, au cas où la mère est notoirement une fille publique, il entend bien que les droits sacrés de l'enfant n'en soient en rien atteints, aussi propose-t-il de mettre, pour autant que de besoin, l'entretien et l'éducation de l'enfant à la charge de la commune. Et M. Van den Heuvel, ministre de la Justice, de répliquer fort justement que l'enfant a, la plupart du temps, un appui et une protection dans la personne de sa mère et parfois des parents de celle-ci. Pourquoi vouloir l'enlever aux personnes qui veulent bien s'occuper de lui pour le mettre à la charge des pouvoirs publics ? Si au contraire l'enfant est complète-

ment abandonné, le jeu normal des institutions de bienfaisance suffira à assurer son existence.

M. le sénateur Wiener croit avoir trouvé le palliatif voulu dans la liberté laissée au juge d'avoir égard ou non au moyen basé sur l'*exceptio plurium* invoqué par le défendeur. Seule l'inconduite notoire serait un motif péremptoire de rejeter l'action.

Que dire d'un système qui, lorsque le défendeur a clairement prouvé qu'il n'a pas eu, pendant l'époque de la conception, le monopole des relations avec la mère, permet cependant au tribunal d'apprécier la valeur de cette circonstance et d'admettre néanmoins, s'il le juge équitable, l'action intentée ! Le Sénat l'a repoussé et a admis comme moyens de défense péremptoires et l'*exceptio plurium*, et la preuve de l'inconduite notoire de la mère à l'époque de la conception.

En deuxième discussion, la Chambre des représentants a complété la portée de la disposition en déclarant que ces deux moyens de défense seraient utilement invoqués et auraient le même caractère péremptoire, non seulement lorsqu'il s'agirait d'une action en pension alimentaire intentée par l'enfant, ou d'une action exercée par la mère en vue d'obtenir le remboursement de ses frais de gésine, mais encore dans le cas d'une action en réclamation d'état (1).

1. Voy. 2^e discussion à la Chambre, nos 256, 257, 258, 270, 302, 319.

Un autre point fut aussi longuement discuté à la Chambre, celui de savoir quel caractère attribuer à l'affirmation par le défendeur que la mère a eu, pendant la période de la conception, des relations avec d'autres que lui, ou qu'elle était d'inconduite notoire.

Faut-il en faire une fin de non recevoir proprement dite ou un moyen de défense au fond. Si l'exception est soulevée *in limine litis*, sera-t-elle élisive de l'action. Le juge sera-t-il obligé d'ouvrir d'abord un procès dont la conduite de la femme sera l'objet, afin de statuer d'abord sur la fin de non recevoir, sans pouvoir joindre l'incident au fond ?

Des déclarations faites à la tribune il résulte que l'*exceptio plurium*, comme celle basée sur l'inconduite notoire, a le double caractère de moyen de défense et de fin de non recevoir. Son caractère essentiel et véritable est d'être un moyen de défense, mais, comme il est péremptoire, il s'ensuit que si l'*exceptio plurium* est invoquée et prouvée *in limine litis*, le juge n'a pas besoin d'aller plus loin, l'action doit être rejetée. Si, par contre, la preuve n'est pas dès lors complète, le juge reste libre soit d'admettre le défendeur à compléter la preuve avant que ne soit abordé l'examen du fond, soit de joindre l'incident au fond (1).

1. Voy. 1^{re} discuss. à la Chambre, n^{os} 63, 64. 2^e discussion à la Chambre, n^o 258, et Leclercq, *op. cit.*, p. 27.

CHAPITRE XI

Les enfants adultérins et incestueux

C'est sur ce point que les réformes les plus hardies ont été proposées et chaleureusement appuyées ; par contre, il n'est pas de question sur laquelle le parlement se soit montré plus timide et moins disposé à entrer dans la voie des innovations.

L'article 3 de la proposition de loi de MM. Denis et Vandervelde proposait d'autoriser les enfants adultérins et incestueux à rechercher leur filiation, tout comme les enfants naturels, et en outre il prévoyait leur assimilation aux enfants naturels simples au point de vue des droits. Cette proposition était inspirée de l'avant-projet de Code civil de Laurent. D'après ce projet, la reconnaissance des enfants adultérins et incestueux est permise, mais, sous peine de nullité, sans aucune mention qui révèle la filiation adultérine et incestueuse ; l'action en déclaration de paternité est admise dans les mêmes cas que pour les autres enfants naturels ; la légitimation n'est permise que dans des cas précis où des dispenses légales effacent

l'inceste ; la légitimation en cas d'adultère reste interdite comme sous le Code civil ; enfin Laurent élargissait le droit successoral des enfants adultérins et incestueux en les assimilant aux autres enfants naturels. Ce système, auquel MM. Denis et Vandervelde proposaient au Parlement de se rallier, fut repoussé par la section centrale par cinq voix contre une.

Par une ardente note de minorité et par d'éloquentes interventions à la tribune (1), les auteurs de la proposition tentèrent d'apitoyer la Chambre des représentants sur le sort de cette « classe de victimes de la passion, de la luxure et de la trahison » que l'on rejette « avec le stigmate d'une éternelle honte, dans l'abîme de la filiation et de la paternité innommées ». Toutefois, pour respecter les scrupules de l'assemblée et pour donner à leur amendement plus de chances de succès, MM. Denis et Vandervelde, abandonnant l'avant-projet de Laurent, proposent un amendement suivant lequel les enfants incestueux et adultérins seraient admis à la recherche de la paternité, mais la déclaration de paternité ne leur conférerait que le droit aux aliments et à l'éducation : c'est le droit que leur reconnaît le Code Napoléon (art. 762) dans les cas exceptionnels où leur filiation se trouve établie. Le but des auteurs de l'amende-

1. Voy. *Trav. parlementaires*. Note de minorité, n° 13. et discussion à la Chambre, nos 61, 247, 248, 259, 263.

ment n'est que de préciser l'obligation alimentaire — en y joignant l'éducation, l'élément intellectuel, moral, technique — et aussi de faire une réalité de ce droit, que le Code reconnaît aux enfants adultérins et incestueux sans leur donner la possibilité de l'exercer.

Qu'invoque-t-on pour justifier ce sacrifice du droit des enfants adultérins et incestueux à la vie ? La crainte des scandales résultant de semblables procès ? Mais cette loi, qui écarte l'action de l'enfant de l'adultère et de l'inceste, n'autorise-t-elle pas à exercer l'action en désaveu qui peut révéler l'adultère ou l'inceste ? L'action en nullité de mariage exercée par tout intéressé, les demandes de divorce n'ont-elles pas les mêmes effets ? On autorise une fille séduite par un homme marié à lui intenter une action en dommages-intérêts, basée sur l'article 1382, mais on refuse à l'enfant le droit de se présenter alors pour réclamer des aliments à son père.

De tels procès, dit-on, sont susceptibles d'ébranler l'institution sociale du mariage ; mais c'est l'acte de l'époux adultère qui l'atteint, et le coup est déjà porté quand naît le droit de l'enfant à la vie ; il ne reste déjà plus de l'union matrimoniale qu'une illusion, un mirage. Et M. Denis ajoute que la prohibition qu'on a édictée est même contraire à l'institution du mariage par l'impunité qu'elle assure à l'adultère et les facilités qu'elle lui accorde : « Solidariser le mariage avec l'adultère c'est en faire l'abri des atteintes mor-

telles qu'il reçoit. Le mariage devient le refuge, la citadelle de l'adultère. Suivant un mot de Viviani, le père coupable se fait de sa femme, de ses enfants légitimes, un bouclier contre l'illégitime. Ils sont les instruments de sa sécurité égoïste et coupable, ils sont sacrifiés à son égoïsme, en même temps que l'enfant innocent, fruit de sa faute. »

Si encore les enfants adultérins et incestueux étaient une infime exception, on comprendrait que leur sort fût sacrifié au souci de supprimer les scandales qui peuvent troubler l'ordre social, mais l'inceste est un fléau qui sévit dans de telles proportions qu'il n'est pas permis de négliger les fruits de ce genre d'unions (1).

Pour combattre cet amendement, on use, en les rééditant, d'arguments excellents en soi mais qui ne sont peut-être pas d'une application très heureuse en l'occurrence. La recherche de ce genre de filiations va être une cause de troubles graves dans la famille et la société. Outre les scandales qui vont être suscités, la recherche de paternité adultérine révélera des trahisons conjugales ignorées, bien des divorces en naîtront. L'intérêt même de la femme et de l'enfant commandent d'écarter ces sortes de procès qui servent à les flétrir. Les lois punissent l'adultère si la filiation adultérine peut être recherchée, il n'est

1. Voy. p. 63, des *Documents parlementaires*.

plus possible d'infliger à ce vice la flétrissure d'une condamnation. Enfin, selon M. Colaert, le but primordial de la reconnaissance volontaire ou forcée est de pousser au mariage, là cet intérêt n'existe pas.

La Chambre des représentants se range à l'avis du gouvernement et adopte un amendement qu'il présente, lequel autorise la reconnaissance volontaire, l'action en réclamation d'état — mais produisant les effets restreints prévus par le Code — et la légitimation en faveur seulement des enfants nés de parents dont le commerce est incestueux, mais dont le mariage peut être autorisé par dispense royale.

Nous ne croyons pas, pour notre part, que la proposition de MM. Denis et Vandervelde, dans sa dernière forme, fût inadmissible. Comme le fait remarquer M. Champcommunal (1) c'est une singulière façon d'honorer le mariage que de soustraire à toute sanction un double attentat contre la morale et l'humanité ! « Vous voulez détruire de funestes tares sociales, pourrait-on dire aux législateurs. Au lieu de détourner la tête et de feindre une ignorance qui ne trompe personne, faites appel à la responsabilité pécuniaire du coupable ; l'exemple sera d'une autre efficacité. » C'est précisément parce que les effets de l'action, en pareil cas, se réduisent à une responsa-

1. Champcommunal, *op. cit.*, p. 83.

bilité pécuniaire que l'on peut considérer comme très atténué le tort porté par semblable action à la famille légitime et à la société. Un intérêt d'humanité commande au contraire de ne pas vouer à un fatal abandon toute une catégorie d'enfants dignes de toutes les pitiés. « La conservation de l'existence, comme l'a si bien dit Mgr Keesen, sénateur, est une loi devant laquelle tous les enfants sont égaux à quelque catégorie qu'ils appartiennent. »

Il semble que le Sénat, adoptant le principe de l'action alimentaire comme s'appliquant à la majorité des cas, eût dû l'accorder aussi aux enfants adultérins et incestueux ; il y avait là une occasion excellente de procéder à une égalisation qui eût satisfait également aux sentiments humanitaires et à la nécessité de sauvegarder l'ordre social. Il n'en est rien.

La Commission de la justice du Sénat reprend la disposition votée par la Chambre des représentants, elle la complète en autorisant la reconnaissance volontaire ou judiciaire, ainsi que la légitimation au profit d'enfants dont le caractère adultérin résulte de l'existence d'un mariage dissous. La légitimation d'un enfant dont le caractère adultérin résulte de l'existence d'un mariage dissous ! Voilà qui est bien plus grave et plus gros de conséquences que d'accorder l'action alimentaire à tous les enfants adultérins et incestueux. N'est-ce pas pousser le conjoint coupable au divorce, dans un but, louable en soi, de répara-

tion ? C'est le régime qui a été adopté en France par la loi du 7 novembre 1907, pour 2 cas : naissance d'un enfant plus de 300 jours après l'ordonnance du Président autorisant la femme en instance de divorce à avoir une résidence séparée ; dissolution du mariage par mort ou divorce, alors que l'enfant adultérin avait été désavoué par le mari de sa mère. M. Planiol dit fort justement que cette disposition a bel et bien installé, chez nous, sous une forme indirecte, la polygamie et la polyandrie, puisque l'un des époux peut avoir des enfants légitimes d'une autre personne que de son conjoint, et que même, si c'est le mari qui est adultère, il pourra avoir pendant la même période de temps des enfants légitimes de deux femmes différentes (1).

Pour pallier un peu aux inconvénients de cette dernière disposition, M. Van der Walle voudrait que cette légitimation d'enfants adultérins ne fût autorisée que dans le cas où il ne resterait pas d'enfants légitimes du mariage antérieur dissous. MM. Léger et Clacys Bouuaert (2) en demandent la suppression pure et simple ; ils l'obtiennent, et le texte voté par la Chambre des représentants demeure la seule réforme timide adoptée par le parlement sur ce point.

1. Planiol, *op. cit.*, p. 506.

2. Voy. Discussion au Sénat, nos 163, 173, 181, 208, 209, 309, 325, 326.

CHAPITRE XII

La disposition transitoire

La dernière disposition, parmi celles dont se compose la loi sur la recherche de la paternité et de la maternité naturelle, ne devait pas être la moins difficile à régler. L'organisation d'un régime transitoire fut une question qui passionna le parlement, et l'amendement du gouvernement, qui introduit dans la loi la disposition transitoire, fut voté en première lecture à la Chambre, puis repoussé en deuxième lecture, repris par le Sénat, mais avec une très importante modification, et dès lors adopté.

Il faut dire que les changements profonds qu'a subi le projet de loi, en passant d'une assemblée législative à l'autre, et aussi l'exception qui fut introduite par le Sénat au principe posé par la disposition transitoire n'ont pas peu contribué à l'adoption de cette disposition.

C'est un principe admis que les actions d'état saisissent l'état des personnes dès qu'elles sont promulguées. C'est ce que Laurent exprime en disant que

l'état des personnes est toujours dans le domaine du législateur. Partant de cette règle, la section centrale de la Chambre des représentants n'avait pas prévu de disposition transitoire dans son projet de loi, et elle admettait que la loi nouvelle s'appliquerait immédiatement à tous les enfants naturels quelle que fût la date de leur naissance, de même que, fidèle à la rigueur des principes touchant les actions d'état, elle avait admis l'imprescriptibilité de l'action à l'égard de l'enfant.

Un des membres de la section centrale, M. Denis (1), explique d'ailleurs que, par l'adoption de cette solution, les auteurs du projet estimaient n'avoir pas contrevenu à la règle de la non-rétroactivité des lois énoncée par l'article 2 du Code civil. Quand dit-on en effet qu'une loi est rétroactive : lorsqu'elle modifie des droits acquis, on considère au contraire qu'elle ne l'est pas lorsqu'elle se borne à détruire de simples expectatives. Cette distinction, d'ailleurs critiquée (2), est développée et enseignée par tous les jurisconsultes et appliquée par la jurisprudence. Il faudrait donc juger qu'il y a chez le père des enfants naturels vivants un droit acquis, pour taxer d'atteinte au principe de la non-rétroactivité la solution de la section centrale. Droit acquis à quoi ? A l'irresponsabilité

1. Voy. Discussion à la Chambre, n° 74.

2. Voy. Planiol, *op. cit.*, p. 94.

d'un acte d'une gravité extraordinaire : avoir donné le jour à un enfant ; droit de dénier toute obligation vis-à-vis de lui, en vertu de l'article 340 du Code civil ? Le législateur de 1803 n'a pas voulu consacrer au profit du prétendu père un droit individuel ; s'il a prohibé la recherche de la paternité, c'est sous l'empire de considérations d'ordre social. Le parlement, estimant que l'intérêt social a été, alors, mal compris, veut aujourd'hui édicter de nouvelles règles : c'est encore le souci de sauvegarder l'intérêt social qui lui fait rétablir le droit pour l'enfant de rechercher son père.

M. de Sadeleer fut le premier à proposer une disposition suivant laquelle la loi ne s'appliquerait qu'aux enfants conçus postérieurement à sa mise en vigueur (1). Il se rallia ensuite à un amendement du gouvernement limitant l'application de la loi aux enfants nés après le trois centième jour qui suivra sa publication (2).

A l'appui de cet amendement, le ministre de la Justice invoque des considérations d'ordre pratique : multiplication énorme des procès, actions tendant à faire rouvrir des successions déjà réglées et liquidées, enfin danger d'exposer sans défense aux actions les plus vexatoires les personnes qui, confiantes dans la

1. Voy. Discussion à la Chambre, n° 42.

2. *Id.*, n 74.

disposition de l'article 340 du Code Napoléon ont négligé de s'armer contre le chantage et l'abus ; à vingt-cinq ans de distance, on viendra leur demander de s'expliquer sur des faits au sujet desquels elles n'ont conservé ni preuves ni documents qu'elles pouvaient croire inutiles.

Enfin, on fait observer que la Chambre a voté la prescriptibilité de l'action en réclamation d'état : elle se trouve éteinte à l'expiration de la cinquième année qui suit la majorité de l'enfant. Si donc la loi nouvelle est déclarée applicable aux enfants conçus ou nés avant sa promulgation, il s'ensuivra qu'un enfant, âgé de plus de 26 ans, et qui possédait le droit imprescriptible d'intenter contre son père une action en recherche basée sur l'enlèvement, se verra subitement dépourvu d'action par suite de la promulgation de la loi nouvelle.

L'amendement du gouvernement fut adopté en première lecture à la Chambre, mais, lors du deuxième vote, les partisans du système de la section centrale revinrent à la charge et la disposition transitoire fut repoussée (1).

Le projet de loi élaboré par le Sénat a limité au seul cas de la possession d'état l'admission de l'action en recherche de la paternité, l'action alimentaire qu'il accorde à l'enfant, dans les autres cas

1. Voy. Discussion à la Chambre, n° 89.

qu'avait prévus la Chambre, n'étant pas une action d'état, il peut en limiter le bénéfice aux enfants qui sont nés trois cents jours après la promulgation de la loi sans provoquer de protestations. D'ailleurs la règle d'inapplicabilité de la loi nouvelle aux enfants qui ont été conçus avant sa promulgation ne comprend pas les cas d'action en recherche de la paternité basée sur la possession d'état (1). Le Sénat est allé jusqu'au bout dans sa solution qui consiste à mettre tout à fait à part la possession d'état, et, dans la question qui nous occupe, cette exception est logique, car il s'agit, dans le cas de la possession d'état, de prouver des faits actuels. On n'a donc pas à craindre les inconvénients qu'avait signalés le ministre de la Justice.

La disposition transitoire rédigée par la Commission de la justice du Sénat, fortement appuyée par M. le sénateur Van der Walle, fut adoptée sans autres discussions par le Sénat et par la Chambre des représentants lors de la deuxième discussion (2).

Du rapport au Sénat il résulte que les enfants auxquels la loi nouvelle ne s'applique pas ont conservé tous leurs droits. On ne saurait donc leur opposer la loi nouvelle, quant à la limitation apportée à la durée de l'action en recherche de la paternité (3).

1. Rapport au Sénat, n° 117.

2. Voy. *Travaux parlementaires*, nos 134, 210, 218 et 327.

3. Galopin, *op. cit.*, p. 358.

CONCLUSION

Le 17 novembre 1912 a paru, au *Journal officiel français*, le décret du 16 novembre 1912 portant promulgation de la loi sur la recherche de la paternité en France.

Une évolution évidente de l'opinion publique et de celle du parlement a permis le succès de cette loi, alors que bien des projets avaient jusqu'à présent échoué, qui voulaient réformer, sur cette matière, le Code civil.

La proposition de loi de MM. Gustave Rivet et Bérenger, présentée au Sénat, au nom de la Commission chargée de l'examiner, par un rapport de M. Guiliier sénateur, fut discutée, amendée et votée d'abord, en première délibération, au Sénat, dans le courant des mois de juin, octobre et novembre 1910 ; la Chambre des députés l'adopta le 23 janvier 1912, sans autre modification qu'une disposition réglant son application dans les colonies françaises ; enfin elle fut définitivement adoptée par le Sénat dans sa séance du 8 novembre 1912 (1).

1. Voy. 1^{re} délibération du Sénat. *Journal officiel* des 8, 10, 11, 15, 17, 18 juin, 28 octobre, 9, 11 et 12 novembre 1910 ; Discussion à la Cham-

Notre conclusion doit évidemment consister à comparer avec le système de la loi belge la solution adoptée par le parlement français et à dire laquelle des deux législations nous paraît préférable.

La nouvelle loi française, qui résoud le problème d'une façon complètement différente de la loi belge, présente d'assez grandes analogies avec le projet de loi qui avait été élaboré par la section centrale de la Chambre des représentants de Belgique et présenté par elle au vote de l'Assemblée.

L'article premier déclare remplacé l'article 340 du Code civil, le principe qu'il consacrait n'est donc pas reproduit. Toutefois, la déclaration judiciaire de la paternité hors mariage n'est possible que dans des cas limitativement énumérés. Ils sont au nombre de cinq.

La paternité hors mariage peut être judiciairement déclarée :

1^o Dans le cas d'enlèvement ou de viol, lorsque l'époque de l'enlèvement ou du viol se rapportera à celle de la conception.

Le législateur a étendu au cas de viol l'exception à la règle de l'article 340, qui ne prévoyait que l'enlèvement, adoptant en cela la théorie de Demolombe (1)

bre des députés. *J. offic.* du 24 janvier 1912. 2^e discussion au Sénat.
J. offic. du 9 décembre 1912.

1. Demolombe, t. V, p. 491.

pour lequel le viol n'est qu'un enlèvement momentané, qui donne du rapprochement de l'homme avec la femme une preuve certaine, alors que l'enlèvement n'en fournit qu'une présomption. Voici tranchée une controverse qui était toute de doctrine et sur laquelle la jurisprudence n'avait pas eu l'occasion de statuer.

Il n'est pas exigé qu'une condamnation préalable ait été prononcée, pour enlèvement ou viol, contre le père prétendu, pour que l'action en réclamation d'état puisse être intentée contre lui. Si le silence de la loi pouvait paraître rendre l'interprétation douteuse, il suffirait de rappeler que le projet de loi exigeait que l'époque de l'enlèvement ou du viol « régulièrement constatée » coïncidât avec l'époque légale de la conception. M. Jeanneney ayant proposé la suppression des mots « régulièrement constatée » comme inutiles, M. de Lamarzelle demanda au contraire qu'ils soient remplacés par l'expression « judiciairement constatée ». Ces deux amendements firent apparaître les divergences de conception qui existaient au sein du Sénat et après un vif débat on supprima les mots « régulièrement constatée » d'où admission de l'action basée sur l'enlèvement ou le viol, sans qu'aucune condamnation préalable soit nécessaire.

L'action en recherche de la paternité est encore ouverte : « Dans le cas de séduction accomplie à l'aide de manœuvres dolosives, abus d'autorité, promesse de mariage ou fiançailles, et s'il existe un commence-

ment de preuve par écrit, dans les termes de l'article 1347. »

L'existence d'un commencement de preuve par écrit est exigée pour que la preuve de la séduction qualifiée puisse être apportée par tous moyens de droit. Le projet de la Commission ne rendait le commencement de preuve par écrit nécessaire que dans le cas de séduction résultant de promesses de mariage ou fiançailles; dans le cas où la séduction résulte de manœuvres dolosives ou abus d'autorité, la preuve de la séduction était libre.

C'est à M. Théodore Girard qu'est due la rédaction définitive. En vain le rapporteur défendit-il son projet, en prétextant qu'il sera presque toujours impossible à la femme séduite par manœuvres frauduleuses ou abus d'autorité, de présenter un commencement de preuve par écrit, et qu'il était antijuridique de donner la même solution, relativement à la preuve, pour la séduction par abus d'autorité ou manœuvres frauduleuses, qui est un quasi-délit, et pour les promesses de mariage ou fiançailles qui seraient un quasi-contrat.

Le commencement de preuve exigé est celui défini par l'article 1347 du Code civil. Le rapporteur a exposé que les termes « commencement de preuve par écrit » sont extrêmement larges et ne s'appliquent pas seulement à l'écrit matériellement tracé par la plume du défendeur, mais encore à ses réponses consignées soit dans un interrogatoire sur faits et articles, soit

dans un procès-verbal de comparution personnelle, soit dans le dossier d'une instruction criminelle.

La loi prévoit ensuite « le cas où il existe des lettres ou quelque autre écrit privé émanant du père prétendu et desquels il résulte un aveu non équivoque de paternité ».

C'est l'assimilation, dans une certaine mesure, de l'aveu dépourvu de forme authentique à la reconnaissance solennelle. La même valeur probatoire leur est en quelque sorte donnée, seulement, tandis que la reconnaissance authentique se suffit à elle-même, tant qu'elle n'est pas annulée, l'aveu privé doit être sanctionné par un jugement.

Le fait que « le père prétendu et la mère ont vécu en état de concubinage pendant la période légale de la conception » est le quatrième cas où la paternité naturelle pourra être judiciairement déclarée.

Il y a bien là, comme nous avons eu l'occasion de le dire, création d'une présomption analogue à celle qui existe pour le mariage. « Quand un homme et une femme, dit le rapporteur, se sont entendus pour mener la vie commune, quand leur réunion sous le même toit ne peut s'expliquer par aucun autre motif, tel que la domesticité, quand, ouvertement, ils ont donné à leur association les apparences d'un faux ménage, la survenance d'un enfant implique logiquement qu'il est issu des œuvres de l'homme. » Il ajoute qu'il ne faut pas voir dans cette disposition une égalisa-

tion du concubinage et du mariage : la présomption légale résultant du mariage ne souffre, en dehors d'hypothèses restreintes, aucune preuve contraire, le concubinage ne donne ouverture qu'à une présomption simple, réversible par l'apport de preuves rendant évidente l'infidélité de la mère à son amant.

Enfin un cinquième alinéa permet de déclarer la paternité hors mariage « dans le cas où le père prétendu a pourvu ou participé à l'éducation et à l'entretien de l'enfant en qualité de père ». C'est la possession d'état que la loi définit ainsi. Il résulte du rapport que l'on ne saurait exiger que l'enfant naturel, qui excipe de la possession, soit obligé de prouver, comme l'enfant légitime, qu'il a été traité par les parents de ses père et mère comme membre de la famille. « Il reste en marge de la famille. » Le juge pourra seulement exiger que le père ait personnellement, et dans des conditions non équivoques, fourni des soins à l'enfant à titre de père et accompli des actes « impliquant un aveu tacite de paternité ». L'autorité de Demolombe a visiblement influé sur le législateur.

Après avoir énuméré les cas rendant admissible l'action en recherche de la paternité, la loi française prévoit les circonstances qui permettent de l'écarter. La disposition est plus précise que celle de la loi belge, au premier abord elle paraît moins large, en réalité elle rend l'action irrecevable dans tous les cas où il est matériellement impossible que le défendeur

puisse être le père de l'enfant, et aussi au cas où la conduite de la mère rend la paternité douteuse.

Les cas où l'action n'est pas recevable sont groupés en deux paragraphes :

1° S'il est établi que, pendant la période légale de la conception, la mère était d'une inconduite notoire ou a eu commerce avec un autre individu ;

2° Si le père prétendu était, pendant la même période, soit par suite d'éloignement, soit par l'effet de quelque accident, dans l'impossibilité physique d'être le père de l'enfant.

L'action n'appartient qu'à l'enfant, dit le texte de loi, il faut l'entendre en ce sens que l'action disparaît avec l'enfant et n'est transmissible ni à ses héritiers ni à ses successeurs. Depuis la loi du 2 juillet 1907, la mère étant tutrice légale de l'enfant qu'elle a reconnu, c'est à elle qu'incombe le soin d'intenter l'action, pendant la minorité de l'enfant.

Si la mère n'a pas reconnu l'enfant, ou si elle est décédée, interdite ou absente, l'action doit être intentée conformément aux dispositions de l'article 389 du Code civil, c'est-à-dire que le tribunal, qui sert de Conseil de famille à l'enfant naturel, devra lui nommer un tuteur. C'est ce tuteur, et non un tuteur *ad hoc* — comme on l'avait proposé — qui intentera l'action, s'il le juge conforme aux intérêts de l'enfant.

L'action n'est recevable que pendant les deux an-

nées qui suivent l'accouchement, mais dans le cas où il y a concubinage de la mère avec le prétendu père, dans le cas aussi où le père prétendu a pourvu ou participé, en qualité de père, à l'entretien et à l'éducation de l'enfant, ce délai ne commence à courir que du jour de la cessation du concubinage ou de la participation du père prétendu à l'entretien et à l'éducation de l'enfant. Le législateur a pensé qu'on ne pouvait obliger la mère à faire un procès à celui dont elle partage l'existence ou qui accomplit spontanément son devoir paternel.

Enfin, sur la proposition de M. Antony Ratier, sénateur, et malgré les protestations de M. Richard qui s'attacha à démontrer combien serait difficile la preuve des faits rendant admissible l'action en recherche de paternité, alors que plus de vingt ans se seraient écoulés depuis leur existence, la disposition suivante a été adoptée : « Si l'action n'a pas été intentée après la minorité de l'enfant, celui-ci pourra l'intenter pendant toute l'année qui suivra sa majorité. »

La proposition de loi, élaborée par la section centrale de la Chambre des représentants de Belgique, allait, remarquons-le, plus loin encore : elle voulait l'action en réclamation d'état imprescriptible à l'égard de l'enfant.

Il nous reste à parler des dispositions prévues par

les articles 2 et 3 de la loi pour remédier aux dangers de scandale et de chantage.

Le scandale que produisent les débats, a-t-on dit à plusieurs reprises, est plus dangereux et plus nuisible aux intéressés que l'issue même du procès. L'article 2 prévoit une mesure qui paraît fort sage. Elle complète l'article 39, § 1^{er} de la loi du 29 juillet 1881, qui interdit la publication de certains débats, par l'interdiction de publier les débats des procès en déclaration de paternité.

Pour réprimer les tentatives de chantage, nous avons l'article 3 qui complète ainsi l'article 400, § 2 du Code pénal, lequel punit le chantage de l'amende ou de l'emprisonnement, sauf application de l'article 463 du Code pénal s'il existe des circonstances atténuantes.

« La même peine pourra être appliquée par le tribunal civil saisi d'une demande en déclaration de paternité, au demandeur convaincu de mauvaise foi. L'interdiction de séjour pendant cinq ans au moins et dix ans au plus, dans un rayon déterminé, pourra en outre être prononcée dans ce dernier cas. »

Lors de la deuxième discussion au Sénat du projet de loi, cet article a été l'objet d'un débat assez vif (1). M. le sénateur Milliard fit remarquer combien cette compétence donnée aux tribunaux civils

1. *J. off.* du 9 novembre 1912.

pour prononcer une condamnation correctionnelle rompait avec l'harmonie de notre droit, il ajouta qu'il craignait que, devant les juges civils, les droits de la défense ne fussent pas suffisamment protégés, aussi demandait-il que le soin de prononcer cette sanction pénale fût confiée aux tribunaux correctionnels.

Le rapporteur objecta que, mieux que personne, les magistrats qui avaient connu de l'action civile étaient à même de juger de l'opportunité d'une sanction pénale, qu'exiger deux instances consécutives serait prolonger inutilement des débats suffisamment pénibles déjà, qu'en outre, on risquerait d'assister à des contradictions de jugement, et qu'à tout prendre, dans la plupart des arrondissements, les mêmes juges siégeaient au correctionnel et au civil. L'article fut voté sans changement, le garde des Sceaux ayant promis d'adresser aux procureurs généraux une circulaire destinée à assurer aux prévenus les mêmes garanties devant le tribunal civil que devant le tribunal correctionnel.

Cette circulaire a paru, depuis lors. Elle rappelle aux procureurs généraux le rôle du Parquet en la circonstance. Le ministère public devra suivre les débats de l'instance poursuivie devant le tribunal civil ; les plaidoiries terminées, il prendra la parole. « Si, sur les faits de la cause, leur conviction est d'ores et déjà formée et de l'inanité de la demande et de l'évidente mauvaise foi du demandeur, ils saisiront le tribunal

de leurs réquisitions, à défaut desquelles celui-ci ne saurait d'ailleurs appliquer les sanctions prévues par l'article 3 de la loi nouvelle. Mais, en même temps, ils lui rappelleront qu'avant qu'une peine soit prononcée, l'équité, autant que les principes généraux du droit, exigent que l'intéressé soit entendu ou tout au moins dûment appelé. Au cas où, contre toute attente, le tribunal passerait outre à leurs réquisitions, ils devront faire appel. Mais au cas où la comparution de l'intéressé serait ordonnée, c'est encore sur leur intervention qu'il y sera régulièrement procédé. »

Lors de la discussion du projet de loi belge à la Chambre des représentants, une sanction pénale analogue, fut proposée. L'amendement, œuvre de M. de Sadeleer, était ainsi conçu : « S'il appert que le procès en recherche de la paternité a été intenté de mauvaise foi, le demandeur sera puni d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de 26 à 200 francs. » Mais, dans l'esprit de l'auteur de l'amendement, il ne s'agissait pas de faire prononcer cette sanction par le tribunal civil, une instance devait être engagée devant le tribunal correctionnel et la peine serait prononcée par lui. Cet amendement, voté en première lecture à la Chambre, fut repoussé en deuxième lecture; il ne fut pas repris par le projet de la Commission de la justice au Sénat (1).

La loi française n'édicte aucune mesure spéciale re-

1. Voy. *Travaux parlementaires belges*, nos 75, 88, 116.

lative à la procédure de l'action en recherche de la paternité qui sera celle qui est usitée pour toutes les actions d'état.

L'article 7 du projet de loi était ainsi conçu : « Les effets de la reconnaissance judiciaire prévue par la présente loi sont les mêmes que ceux qui dérivent de la reconnaissance volontaire constatée par acte authentique. »

Au cours des débats, il fut retiré comme inutile, mais la portée de la loi n'est en rien changée par cette suppression. Et c'est ici que se manifeste l'essentielle différence entre la loi française du 16 novembre 1912 et la loi belge du 6 avril 1908, toutes deux destinées à remplacer l'article 340 du Code Napoléon.

Tandis que, dans la majorité des cas, l'action exercée par l'enfant ou au nom de l'enfant, n'aboutit suivant la loi belge qu'à lui procurer des secours destinés à ses aliments et à son éducation, jusqu'à l'âge où il sera susceptible de se tirer seul d'affaire dans la lutte pour l'existence; la loi française, dans des cas limitativement énumérés, qui sont plus restreints il est vrai que ceux de la loi belge, donne à l'enfant une action en réclamation d'état, qui, si elle est couronnée de succès, établit entre lui et son père le même lien de famille que celui qui résulte de la reconnaissance volontaire, avec ses attributs ordinaires et notamment le droit au nom et celui à la succession *ab intestat*.

Nous avons dit quelle sorte d'incohérence caractérisait la loi belge et, en montrant l'arbitraire avec lequel est fait le départ entre les cas qui ouvrent l'action en réclamation d'état et ceux qui ne rendent admissible qu'une action alimentaire, nous avons indiqué où il en fallait chercher l'explication. Mais nous croyons que l'idée qui avait manifestement inspiré le sénat belge : faire suivre d'effets différents la reconnaissance volontaire et l'action en justice, était l'idée pouvant fournir la solution la plus juste du problème.

Quel but devait se proposer le législateur en abrogeant l'article 340 pour le remplacer par des dispositions plus conformes aux besoins sociaux? Devait-il en espérer une réforme des mœurs qui se caractériserait par une diminution de la débauche et une floraison nouvelle des vertus de tempérance et d'honnêteté? Nous ne croyons pas qu'un tel espoir soit permis.

Si l'on peut croire que la mère, sachant la possibilité d'assurer un soutien à son enfant, soit moins portée à se soumettre aux pratiques abortives, il paraît évident que le danger auquel se trouvera désormais en proie le séducteur en fera un adepte convaincu des théories néo-malthusiennes. Si, d'autre part, la crainte d'une maternité, que risque de suivre le plus complet abandon, n'a pas gardé la femme jusqu'alors à la vertu, pourquoi le souci des responsa-

bilités éventuelles aurait-il plus d'effet sur le jeune homme? Il s'agira d'être plus prudent, voilà tout. Et nous ne pouvons pas, en l'occurrence, ne pas songer à la forte parole de l'avocat général Servan : « Quand les mœurs publiques sont perdues, ce n'est pas dans les lois civiles qu'il les faut chercher : on ne les retrouve que dans l'éducation (1). »

Fallait-il faire une loi dans le but de frapper le plus durement possible quelques débauchés, jeunes ou vieux, mais par hypothèse riches. Le rôle du législateur est plus noble et plus haut : arracher à la misère et à l'abandon de nombreux enfants naturels abandonnés par leur père, ainsi que de malheureuses filles rendues mères. Mais un souci important devait le guider, celui de respecter et sauvegarder l'ordre social, lequel est fondé sur l'organisation de la famille. Ces deux intérêts ne sont pas, croyons-nous, inconciliables.

« Qui a fait l'enfant doit le nourrir », a dit Loysel. Que l'enfant qui a pu prouver sa filiation envers son père naturel reçoive de lui des subsides pour lui permettre de devenir un homme, que la mère reçoive une indemnité pour l'interruption de travail que lui ont causé sa grossesse et l'accouchement, c'est la solution adoptée, dans la majorité des cas, par la loi

1. Servan. Discours prononcé sur une déclaration de grossesse
Œuvres, t. I, p. 166.

belge. Nous croyons qu'elle est excellente. La reconnaissance volontaire est là pour permettre au père, certain de sa paternité, de faire mieux, s'il le veut, en créant un lien de famille entre lui et son enfant.

Est-il nécessaire pour justifier semblable résultat de parler de vraisemblance de paternité. C'est une pure question de mots. La paternité, par définition, n'est jamais que vraisemblable, même dans le mariage. Pour condamner le défendeur à verser une pension alimentaire, il faut qu'il soit prouvé, autant que celà est possible, qu'il est le père de l'enfant. Le législateur allemand l'a bien compris et le débiteur alimentaire est par lui appelé couramment du nom de « Vater » père. A la filiation ainsi établie, le législateur est bien libre de donner les effets qu'il veut et de les restreindre à une obligation alimentaire, de même qu'il a attribué des effets différents à la filiation légitime et à celle qui résulte d'une reconnaissance.

M. Planiol fait remarquer la corrélation qui existe entre l'étendue des droits des enfants naturels et les facilités qu'on leur donne pour établir leur filiation. Le système que nous préconisons permet d'accorder à l'enfant la latitude la plus grande dans l'administration de la preuve. Nous croyons même que le parlement belge eût pu, sans grand inconvénient, rendre cette liberté de preuve absolue (1), dès lors que

1. L'article 314 du Code civil suisse est ainsi conçu : « La pater-

l'action se bornait à l'obtention d'une pension alimentaire, à condition qu'une sanction pénale édictée contre le demandeur de mauvaise foi vint protéger le défendeur contre les manœuvres des intrigantes et punir les tentatives de chantage.

Nous pensons que l'intérêt de l'enfant bien compris commande d'obliger son père à l'élever, et non de créer un lien obligatoire de famille entre lui et ce père, qui a jusqu'au bout protesté contre la paternité qu'on veut lui imputer, et n'a envers l'enfant aucun des sentiments que commande une telle parenté. Nous ne saurions mieux conclure qu'en citant les paroles de M. Goblet d'Alviella, lors de la discussion au Sénat belge : « La Commission a bien fait, en servant la réalité des faits, de décider que l'enfant doit rester dans la famille maternelle pour être élevé par

nité est présumée lorsqu'il est prouvé qu'entre le 300^e et le 180^e jours avant la naissance, le défendeur a cohabité avec la mère de l'enfant. Cette présomption cesse si les faits établis permettent d'élever des doutes sérieux sur la paternité de l'enfant. »

Cette recherche de paternité n'aboutit qu'à des résultats pécuniaires. Cependant la paternité, produisant des effets d'état civil, peut être déclarée par le juge lorsqu'il y avait eu promesse de mariage ou lorsque la cohabitation a été un acte criminel ou un abus d'autorité.

La loi hollandaise du 16 novembre 1909 consacre une solution analogue relativement à la liberté de la preuve et borne l'obligation du père à pourvoir à l'éducation et à l'entretien de l'enfant pendant sa minorité (Voy. *Annuaire de législation étrangère de la Société de législation comparée*, 1910, p. 301).

sa mère avec l'argent du père. De même qu'on dit souvent que l'argent n'a pas d'odeur, on peut dire que l'argent n'a pas de sentiment. L'affection et la haine n'ont rien à y voir quand le paiement s'est effectué. La mère élèvera, le père récalcitrant payera. Je ne vois pas de solution plus satisfaisante. »

Vu : le Président de la thèse
A. TISSIER

Vu le Doyen.
CAUWES

Vu et permis d'imprimer,
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris
L. LIARD

DOCUMENTS

L'histoire de la loi qui fait l'objet de cette étude et la succession des changements qu'elle a subis, au cours des débats parlementaires, étant un des points par lesquels elle est plus particulièrement curieuse à étudier, il nous a paru intéressant de publier, en annexe, les trois documents qui établissent, de façon assez nette, les étapes par lesquelles a passé son texte :

1° Le texte de la proposition de loi de MM. Mabilie et consorts, amendée par la section centrale et soumise aux délibérations de la Chambre des représentants ;

2° Celui du projet élaboré par la Commission de la justice du Sénat ;

3° Le texte définitif de la loi belge du 6 avril 1908.

I. — **Texte de la proposition de loi de MM. Mabilie et consorts, amendée par la section centrale et soumise aux délibérations de la Chambre des représentants.**

Article premier. — La recherche de la paternité est autorisée dans les cas suivants :

1° S'il y a aveu de la paternité résultant soit d'actes

ou d'écrits quelconques émanés du père prétendu; soit de faits et circonstances dont la réunion caractérise la possession d'état, d'après l'article 321 du Code civil, soit du concubinage notoire des père et mère à l'époque de la conception ;

2° Si le père prétendu a été condamné du chef d'enlèvement, du chef d'arrestation, de détention ou de séquestration arbitraires, du chef de viol, ou même du chef d'attentat à la pudeur consommé sans violence sur la personne d'une fille de moins de 14 ans accomplis, lorsque l'époque de ces infractions se rapporte à celle de la conception ;

3° S'il y a eu séduction par promesse de mariage, abus d'autorité ou manœuvres frauduleuses, pourvu qu'il existe un commencement de preuve par écrit de la promesse de mariage, de l'abus d'autorité ou des manœuvres frauduleuses, ou que des présomptions ou indices résultant de faits dès lors constants soient assez graves pour déterminer l'admission de la preuve testimoniale de ces diverses circonstances.

Le commencement de preuve par écrit résulte de tous actes, écrits, papiers ou lettres, émanés d'une partie engagée dans la contestation ou qui y aurait intérêt si elle était vivante.

Article premier bis. — Ne sont pas admis à la recherche de la paternité : 1° les enfants nés de personnes dont l'une était, à l'époque de la conception, unie par le mariage avec une autre personne ; 2° les

enfants nés de personnes entre lesquelles le mariage est interdit, pour cause de parenté ou d'alliance en ligne droite, ou par cause de parenté en ligne collatérale au deuxième degré.

Art. 2. — Après avoir constaté l'existence des conditions auxquelles la recherche de la paternité est admissible aux termes de l'article 1^{er}, le juge décide suivant les circonstances de la cause, si l'enfant a pour père celui qu'il réclame.

Art. 3. — La recherche de la maternité est admise. L'enfant qui réclame sa mère sera tenu de prouver qu'il est identiquement le même que l'enfant dont elle est accouchée.

Il ne sera reçu à faire cette preuve par témoins que lorsqu'il y aura un commencement de preuve par écrit ou lorsque les présomptions ou indices résultant de faits dès lors constants sont assez graves pour déterminer l'admission.

La preuve de la maternité peut résulter aussi de faits et circonstances dont la réunion caractérise la possession d'état, d'après l'article 321 du Code civil.

Art. 4. — La mère d'un enfant qu'elle a reconnu peut, pendant la minorité de celui-ci, intenter au nom de l'enfant l'action en recherche de la paternité.

Art. 5. — Si la mère meurt pendant la minorité de l'enfant qu'elle a reconnu, l'officier de l'état civil, qui a dressé l'acte de décès, doit signaler au juge de paix du domicile de la défunte le fait qui donne lieu à la

nomination d'un tuteur. Ce tuteur est nommé par un Conseil de famille présidé par le juge de paix et composé par lui de six parents ou alliés de la mère ou citoyens connus pour avoir eu avec elle des relations habituelles d'amitié.

Si le décès de la mère survient après qu'elle a intenté l'action en recherche de la paternité, le tuteur continue l'instance ; dans le cas contraire, il peut introduire la demande moyennant l'autorisation du Conseil de famille.

Art. 6. — L'officier de l'état civil qui reçoit la déclaration de naissance d'un enfant né de père et mère légalement inconnus doit, dans les vingt-quatre heures, informer le juge de paix du domicile de l'enfant du fait qui donne lieu à la nomination d'un tuteur. Ce tuteur est désigné par un Conseil de famille présidé par le juge de paix et composé par lui de six personnes honorables du lieu du domicile de l'enfant.

Le tuteur peut intenter l'action en recherche soit de la paternité, soit de la maternité, moyennant l'autorisation du Conseil de famille.

Art. 7. — La paternité et la maternité ne peuvent être recherchées contre l'enfant naturel.

Art. 8. — Les tribunaux criminels doivent se conformer aux dispositions qui précèdent en ce qui concerne la preuve de l'état.

Art. 9. — L'action en réclamation d'état est imprescriptible à l'égard de l'enfant.

Art. 10. — Les articles 329 et 330 du Code civil sont applicables aux héritiers de l'enfant naturel.

Art. 11. — Le demandeur sera tenu de présenter au tribunal requête contenant sommairement les faits ; il y joindra les pièces à l'appui, s'il y en a.

Art. 12. — La requête sera répondue d'une ordonnance portant que les parties comparaitront devant le président au jour qui sera indiqué par la dite ordonnance.

Art. 13. — Les parties seront tenues de comparaître en personne, sans pouvoir se faire assister d'avoués ni de conseils.

Art. 14. — Le président soumettra aux parties les observations qu'il croira convenables. Si le demandeur persiste à vouloir poursuivre l'instance, le président rendra une seconde ordonnance renvoyant les parties à se pourvoir, sans citation préalable au bureau de conciliation.

Art. 15. — Les articles 340 et 341 du Code civil sont abrogés.

**II. — Texte du projet de loi soumis au vote du
Sénat par la Commission de la justice**

Article unique. — L'intitulé de la section II, chapitre III, titre VII du premier livre du Code civil et les articles 337, 338, 340 à 342 du même Code sont remplacés et complétés comme suit :

SECTION II

Des enfants naturels reconnus et non reconnus

.

Art. 337. — La reconnaissance faite pendant le mariage par l'un des époux, au profit d'un enfant naturel qu'il aurait eu, avant son mariage, d'un autre que de son conjoint, ne pourra nuire ni à celui-ci ni aux enfants nés de ce mariage.

Toutefois l'enfant aura toujours le droit d'être nourri et élevé aux frais de son auteur.

Art. 338. — L'enfant naturel reconnu ne pourra réclamer les droits d'enfant légitime. Ses droits sont réglés au titre des successions.

Art. 340. — La recherche de la paternité est interdite.

Toutefois elle est admise quand il y a possession d'état d'enfant naturel dans les conditions prévues par l'article 321.

Art. 340 bis. — L'enfant naturel peut réclamer de celui qui a eu des relations avec sa mère pendant la période légale de la conception une contribution annuelle aux charges de son entretien et de son éducation, jusqu'à l'âge de 18 ans accomplis.

La preuve de ces relations ne peut résulter que de l'une des circonstances suivantes :

1^o De leur aveu dans des actes ou des écrits émanés du défendeur ;

2^o De leur caractère habituel et notoire ;

3^o De l'enlèvement, de la détention ou de la séquestration arbitraires, du viol, ou de l'attentat à la pudeur consommé sans violence sur la personne d'une fille de moins de 14 ans accomplis ;

4^o De la séduction de la mère par promesse de mariage, manœuvres frauduleuses ou abus d'autorité.

Art. 340 ter. — Dans les cas prévus par l'article précédent, la mère a droit aux frais d'accouchement, ainsi qu'à son entretien pendant les quatre semaines qui suivent la délivrance, sans préjudice aux dommages-intérêts qui peuvent lui être dus par application de l'article 1382.

Art. 340 quater. — Sous réserve des autres moyens de défense, les demandes prévues aux articles 340 *bis* et 340 *ter* seront rejetées, s'il est établi que, pendant la période légale de la conception, la mère a eu des relations avec un autre individu ou était d'une inconduite notoire.

Art. 340⁵. — L'action alimentaire est personnelle à l'enfant. Elle doit être intentée dans les trois ans qui suivent soit la naissance, soit la cessation des secours fournis directement ou indirectement par le défendeur. Elle ne passe pas aux héritiers ; toutefois ceux-ci peuvent suivre l'action commencée.

L'action en remboursement prévue à l'article 340 *ter*

doit être intentée dans les trois ans qui suivent l'accouchement.

Art. 340^e. — Les demandes prévues aux articles 340 *bis* et 340 *ter* seront précédées d'une comparution des parties devant le président du tribunal conformément à la procédure prévue par les articles 875 à 877 du Code de procédure civile.

A défaut d'entente des parties, le président rendra une ordonnance les renvoyant à se pourvoir devant le tribunal.

Art. 341. — La recherche de la maternité est admise :

1° S'il y a possession d'état dans les conditions prévues par l'article 321 ;

2° Si l'accouchement de la mère prétendue et l'identité du réclamant avec l'enfant dont elle est accouchée sont rendus vraisemblables par un commencement de preuve par écrit conforme aux dispositions de l'article 324.

Art. 341 bis. — L'action en réclamation d'état est personnelle à l'enfant. Son représentant légal est tenu avant de l'exercer de se faire autoriser par le Conseil de famille.

Elle doit être intentée dans les cinq années qui suivent la majorité de l'enfant.

Toutefois, s'il y a possession d'état, ce délai est prolongé jusqu'à l'expiration de l'année qui suit le décès du père ou de la mère prétendus.

Cette action ne passe pas aux héritiers de l'enfant naturel. Néanmoins les descendants ont, conformément, à l'article 330, la faculté de suivre l'action en réclamation commencée par leur auteur.

Art. 341 ter. — Le jugement qui déclare la filiation naturelle produit les mêmes effets que la reconnaissance.

Art. 342. — Dans les cas où, suivant l'article 335, la reconnaissance ne peut avoir lieu, l'enfant ne sera jamais admis, soit à la recherche de la paternité ou de la maternité, soit à la réclamation de la pension alimentaire, prévue à l'article 340 *bis*.

Art. 342 b's. — Les prohibitions des articles 331, 335 et 342 ne concernent ni les enfants nés de personnes parentes ou alliées entre lesquelles le mariage pouvait être autorisé par dispense, ni les enfants dont le caractère adultérin résulte de l'existence d'un mariage dissous.

Disposition transitoire

Sauf pour les cas d'action en déclaration de paternité ou de maternité fondée sur la possession d'état, la présente loi ne sera applicable qu'aux enfants nés après le trois centième jour qui suivra sa publication.

III. — Loi du 6 avril 1908 sur la recherche
de la paternité et de la maternité de l'enfant naturel.

Article unique. — L'intitulé de la section II, chapitre III, titre VII, du premier livre du Code civil et les articles 337, 338, 340, 341 et 342 du même Code sont remplacés et complétés comme suit :

SECTION II

*De la reconnaissance et de l'action alimentaire
des enfants naturels*

.

Art. 337. — La reconnaissance faite pendant le mariage, par l'un des époux, au profit d'un enfant naturel, qu'il aurait eu, avant son mariage, d'un autre que de son conjoint, ne pourra nuire ni à celui-ci, ni aux enfants nés de ce mariage.

Toutefois l'enfant aura toujours le droit d'être nourri et élevé aux frais de son auteur.

Art. 338. — L'enfant naturel ne pourra réclamer les droits d'enfant légitime. Ses droits son réglés au titre : Des successions.

Art. 340 a. — La recherche de la paternité n'est admise que dans les cas suivants :

1° S'il y a possession d'état d'enfant naturel dans les conditions prévues par l'article 321 ;

2° Si, pendant la période légale de la conception, il y a eu enlèvement par violence, ruse ou menace, détention, séquestration arbitraires ou viol.

Art. 340 b. — L'enfant naturel peut réclamer de celui qui a eu des relations avec sa mère, pendant la période légale de la conception, une pension annuelle pour son entretien et son éducation jusqu'à l'âge de 18 ans accomplis.

La preuve de ces relations ne peut résulter que de l'une des circonstances suivantes :

1° De leur aveu dans des actes ou des écrits émanés du défendeur ;

2° De leur caractère habituel et notoire ;

3° De l'attentat à la pudeur consommé sans violence sur la personne d'une fille de moins de 16 ans accomplis ;

4° De la séduction de la mère par promesse de mariage, manœuvres frauduleuses ou abus d'autorité.

Art. 340 c. — Dans les cas prévus par l'article précédent, la mère a droit aux frais d'accouchement, ainsi qu'à son entretien pendant les quatre semaines qui suivent la délivrance, sans préjudice aux dommages-intérêts qui peuvent lui être dus par application de l'article 1382.

Art. 340 d. — Sous réserve des autres moyens de défense, les demandes prévues aux articles 340 *a*, 340 *b* et 340 *c* seront rejetées, s'il est établi que, pendant la période légale de la conception, la mère a eu

des relations avec un autre individu ou était d'une inconduite notoire.

Art 340 e. — L'action alimentaire est personnelle à l'enfant. Elle doit être intentée dans les trois ans qui suivent soit la naissance, soit la cessation des secours fournis directement ou indirectement par le défendeur. Elle ne passe pas aux héritiers ; toutefois ceux-ci peuvent suivre l'action commencée.

L'action prévue à l'article 340 *c* est personnelle à la mère et doit être intentée dans les trois ans qui suivent l'accouchement.

Art. 340 f. — Le demandeur qui voudra intenter l'action prévue à l'article 340 *b* ou à l'article 340 *c* présentera, au président du tribunal, une requête contenant un exposé sommaire des faits, accompagné des pièces à l'appui, s'il y en a.

La requête sera répondue d'une convocation signée du président et fixant les jour et heure où les parties comparaitront devant lui. La convocation sera adressée aux parties par lettre recommandée.

Les parties comparaitront sans pouvoir se faire assister d'avoués, ni de conseils, et le défendeur sera seul admis à se faire représenter.

A défaut d'entente des parties, ou si elles ne comparaissent pas, le président rendra une ordonnance les renvoyant à se pourvoir devant le tribunal.

Lorsque, au cours de cette première comparution, le défendeur admet l'existence des relations qui ser-

vent de fondement aux actions intentées en vertu des articles 340 *b* et 340 *c*, la cause sera instruite en chambre du conseil et le jugement prononcé en audience publique. Il sera statué dans la même forme sur l'appel.

Art. 341 a. — La recherche de la maternité est admise :

1° S'il y a possession d'état dans les conditions prévues par l'article 321 ;

2° Si l'accouchement de la mère prétendue et l'identité du réclamant avec l'enfant dont elle est accouchée sont rendus vraisemblables par un commencement de preuve par écrit conforme aux dispositions de l'article 324, ou par les énonciations de l'acte de naissance.

Art. 341 b. — L'action en réclamation d'état est personnelle à l'enfant. Son représentant légal est tenu avant de l'exercer de se faire autoriser par le Conseil de famille.

Elle ne peut être intentée après les cinq années qui suivent la majorité de l'enfant.

Toutefois, s'il y a possession d'état, ce délai est prolongé jusqu'à l'expiration de l'année qui suit le décès du père ou de la mère prétendus.

L'action ne passe pas aux héritiers de l'enfant naturel. Néanmoins les descendants ont, conformément à l'article 330, la faculté de suivre l'action commencée par leur auteur.

Art. 341 c. — Le jugement qui déclare la filiation naturelle produit les mêmes effets que la reconnaissance.

Le jugement qui condamne le défendeur au paiement d'aliments, en vertu de l'article 340 *b*, produit les mêmes effets que la reconnaissance, en ce qui concerne les empêchements au mariage.

Art. 342 a. — Dans les cas où, suivant l'article 335, la reconnaissance ne peut avoir lieu, l'enfant ne sera jamais admis soit à la recherche de la paternité ou de la maternité, soit à la réclamation d'aliments prévue à l'article 340 *b*.

Art. 342 b. — Les prohibitions des articles 331, 335 et 342 ne concernent pas les enfants nés de personnes parentes ou alliées entre lesquelles le mariage pouvait être autorisé par dispense.

Disposition transitoire

Sauf pour les cas d'action en déclaration de paternité ou de maternité fondée sur la possession d'état, la présente loi ne sera applicable qu'aux enfants nés après le trois centième jour qui suivra sa publication.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.	5
CHAPITRE PREMIER. — L'article 340 du Code civil et la jurisprudence sur l'article 1382 en Belgique . .	12
§ 1. — L'article 340 du Code civil.	13
§ 2. — La jurisprudence sur l'article 1382 accor- dant des dommages-intérêts à la fille séduite et rendue mère.	21
CHAPITRE II. — Situation des enfants naturels dont la filiation est établie	
§ 1. — Le système adopté en Belgique sous l'em- pire du Code civil.	31
§ 2. — Théorie de M. Ambroise Colin.	41
CHAPITRE III. — Solution au problème de la recherche de la paternité adoptée par la Chambre des représentants de la Belgique	48
CHAPITRE IV. — La solution adoptée par le Sénat belge.	71
CHAPITRE V. — Solution définitive adoptée par le Par- lement belge.	94
CHAPITRE VI. — L'action en recherche de paternité natu- relle	
§ 1. — Les cas où la recherche de la paternité est autorisée.	101
§ 2. — Exercice de l'action. Quelles sont les par- ties dans l'instance. Quels délais sont impar- tis au demandeur pour exercer l'action. . .	107

§ 3. — Procédure de l'action en réclamation d'état	119
§ 4. — Effets du jugement statuant sur l'action en recherche de paternité	120
CHAPITRE VII. — L'action en pension alimentaire accor- dée à l'enfant naturel.	
§ 1. — Les cas dans lesquels l'enfant peut exer- cer l'action	123
§ 2. — Exercice de l'action. Par qui et contre qui elle est mise en œuvre. Délais impartis au demandeur	131
§ 3. — Effets du jugement.	133
CHAPITRE VIII. — L'action en indemnité pour frais de gésine accordée à la mère de l'enfant naturel.	137
CHAPITRE IX. — Procédure commune à l'action alimen- taire de l'enfant et à l'action en indemnité de la mère	143
CHAPITRE X. — Des moyens de défense aux actions pré- vues par les articles 340 a, 340 b et 340 c. <i>L'exceptio plurium</i> et l'inconduite notoire de la mère à l'époque de la conception.	154
CHAPITRE XI. — Les enfants adultérins et incestueux.	164
CHAPITRE XII. — La disposition transitoire	171
CONCLUSION	176
DOCUMENTS	193

